

Ministère de l'Emploi
et de la Solidarité
sociale

Québec

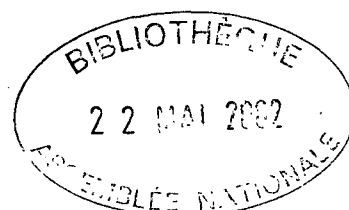


E46A1
E88
2002/03
3,1
QL
P. gouv.

Étude des crédits 2002-2003

Demandes de renseignements **particuliers**
de l'opposition officielle

(Volet : Aide financière)



ASSEMBLEE NATIONALE
REQU

2 AVR 18 17:29

Étude de crédits 2002-2003
Demandes de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

#	Demandes de renseignements particuliers	Page
Volet SÉCURITÉ DU REVENU (Aide financière)		
1.	Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats en 2001-2002.	1
2.	Effectifs selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi en 2001-2002 et prévisions pour 2002-2003.	2
3.	État de situation du Programme de l'assistance-emploi en 2001-2002 avec:	3
	a) Répartition des bénéficiaires du Programme de soutien financier selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à douze mois;	
	b) Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription au Programme d'allocation pour contraintes sévères à l'emploi en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune pour de ces étapes;	
	c) Répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaires, locataires, chambreurs, en logement subventionné: HLM, coopérative d'habitation), en indiquant la catégorie de ménages;	
	d) Nombre d'enfants (moins de dix-huit ans) vivant au sein d'un ménage bénéficiaire de la sécurité du revenu, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le CÉGEP, l'université, ou qu'ils ne fréquentent pas l'école;	
	e) Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une;	
	f) Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de sécurité du revenu;	
	g) Nombre de dossiers en subrogation qui attendent d'être traités par le ministre et évaluation des coûts des paiements rétroactifs qui devront être versés aux prestataires ou aux parents des prestataires, en raison de la contribution parentale;	
	h) Nombre de familles monoparentales ou de personnes aptes touchées par les mesures appliquées dans le cadre du partage du logement;	
	i) Nombre de personnes de 55 ans et plus touchées par les mesures appliquées dans le cadre du partage du logement;	
	j) Économies ou dépenses réalisées, attribuables aux mesures pour le partage du logement pour les années 1998-1999, 1999-2000, 2000-2001 et 2001-2002;	
	k) Nombre d'enfants handicapés vivant au sein d'un ménage bénéficiaire de la sécurité du revenu;	

E46A1

E88

2002/03

3,1

QL

P.gouv.

Lecture

sur place

- l) Évolution mensuelle de la répartition des adultes non disponibles selon les critères suivants:
- État physique ou mental qui empêche de participer à une mesure;
 - État de grossesse;
 - Garde d'enfants d'âge préscolaire ou la garde d'enfants handicapés;
 - Critère de 55 ans;
 - Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants;
 - Attente de traitement d'une demande d'admission au Programme de soutien financier.
- m) Nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barèmes et le revenu moyen déclaré;
- n) Nombre de ménages déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés;
- o) Nombre de ménages ayant reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle;
- p) Nombre de révisions et d'appels selon le motif et la décision;
- q) Nombre de personnes ayant demandé de l'aide en raison d'un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée et le motif de la décision;
- r) Nombre de personnes ayant bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi;
- s) Ventilation détaillée des impacts pour le Québec des bonifications annoncées à l'assurance-emploi sur le Régime de la sécurité du revenu;
- t) Liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance-médicaments, pour 2001-2002;
- u) Nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi Québec et le nombre de prestataires pénalisés pour refus de participer dans le cadre du parcours obligatoire destiné aux jeunes;
- v) Nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes et l'économie générée en 2001-2002;
- w) Nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et l'économie générée en 2001-2002;
- x) Bilan du budget et des dépenses pour le programme de l'allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié pour les années 2001-2002.
4. État de situation sur les mesures relatives à l'allaitement et aux préparations lactées pour nourrissons pour l'année 2001-2002 avec le nombre de ménages et le coût annuel. 27
5. État de situation au programme APPORT en 2001-2002 avec: 28
- a) Nombre de ménages ayant reçu des prestations et prestations mensuelles moyenne, selon la catégorie de ménage;
 - b) Nombre de ménages ayant reçu un supplément de prestation à la fin de l'année fiscale;
 - c) Nombre de ménages ayant un trop-versé à la fin de l'année fiscale, en spécifiant le montant moyen du trop-versé;
 - d) Nombre de ménages ayant un trop-versé et une dette fiscale à la fin de l'année fiscale en spécifiant le montant moyen du trop-versé et celui de la dette fiscale;
 - e) Nombre de prestataires ayant un trop-versé sans dette fiscale ni remboursement d'impôt en spécifiant le montant moyen du trop-versé;
 - f) Nombre de ménages ayant un trop-versé et un remboursement d'impôt, en spécifiant le montant moyen du trop-versé et du remboursement d'impôt;
 - g) Nombre de ménages ayant bénéficié du volet «exemption pour frais de garde» du programme APPORT et dépenses totales pour cette mesure;
 - h) Budget total du programme APPORT pour les quatre dernières années.

#	Demandes de renseignements particuliers	Page
6.	Bilan détaillé des activités d'assurance-conformité pour les années 2001-2002 et de l'application éventuelle des pénalités administratives.	31
7.	Bilan et résultat du projet Solidarité jeunesse par région <ul style="list-style-type: none"> a) Budget disponible/budget dépensé; b) Nombre d'entreprises participantes; c) Nombre de participantes et participants; d) Durée moyenne de la participation; e) Nombre de prestataires qui réussissent à retrouver un emploi durable. 	32
8.	Bilan et résultats du programme «Destination Emploi» en matière de Budget et de participant par région.	35
9.	Concernant le CAMO: <ul style="list-style-type: none"> a) Ventilation du budget du CAMO au 31 mars 2002 et comparaison avec l'exercice financier 2000-2001; b) Bilan des principales activités du CAMO en 2001-2002; c) Montant reçu du gouvernement fédéral pour ce programme pour les années 2000-2001 et 2001-2002; d) Liste des subventions accordées par la CAMO. 	37
	<u>Secrétariat à l'action communautaire autonome</u>	
10.	Actions posées et crédits dispensés pour donner suite au dépôt de la politique sur l'action communautaire autonome.	38
11.	Copie des avis transmis au ministre ou au secrétariat par le comité aviseur de l'Action communautaire autonome.	39
12.	Dans chacun des programmes: <ul style="list-style-type: none"> a) Liste des organismes subventionnés (avec noms et adresses de ces organismes) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2000-2001, 2001-2002 et prévisions pour 2002-2003; b) Politique et critères d'attribution des subventions; c) Liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée. 	78
	<u>Fonds de lutte contre la pauvreté</u>	
13.	Bilan du budget et des dépenses, de même que la répartition des crédits alloués dans chacune des régions pour les années 2000-2001 et 2001-2002.	130
14.	Liste et les montants alloués à chacun des organismes pour l'année 2000-2001 et 2001-2002.	132
	<u>Autres</u>	
15.	Liste de toutes les études et analyses faites à ce jour sur le statut politique et économique du Québec.	161
16.	Liste de toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère ou par un (des) employé(s) du ministère ou de l'organisme pour les cinq dernières années.	162

#	Demandes de renseignements particuliers	Page
17.	Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles dans votre ministère ou organisme (s) tel que prescrit par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1)	163
18.	Dépenses effectuées en 2001-2002 par le ministère et ses organismes dans les technologies de l'information: a) Téléphonie; b) Matériel informatique; c) Logiciels; d) Programmation; e) Formation.	164

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 1

Titre

Mandats donnés à la Société immobilière du Québec (SIQ) pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats en 2001-2002.

RÉGION VILLE	Type	ADRESSE	Description du projet
01-Bas-Saint-laurent			
Direction régionale Sécurité du revenu	Perm.	337, rue Morreault, Bur. 26 Rimouski (Qc) G5L 1P4	Réaménagement dans le local temporaire (600 m²) de façon permanente
Direction régionale Emploi-Québec	Perm.	350, boulevard Arthur- Buies O., Rimouski (Qc)G5L 5C	Aménagement dans le droit d'occupation. L'espace non requis sera cédé à la CS en échange des frais d'exploitation supplémentaires.
03-Québec			
Direction régionale (Direction de la révision)		1010, rue Borne, Québec, (Qc) G1N 1L9	Relocalisation de service de révision
09-Côte-Nord			
Direction régionale	Perm.	550, boulevard Blanche, Baie-Comeau, (Qc), G5C 2B3	Aménagement dans le droit d'occupation.
08-Abitibi			
Senneterre	Perm.	481 7 ème avenue ouest	Réaménagement sur place (200m²)
05-Estrie			
Direction régionale	Perm.	891 Bowen sud, Sherbrooke	Réaménagement sur place
14-Lanaudière			
Direction régionale	Perm.	40 Gauthier	Relocalisation dans une construction neuve
15-Laurentides			
St-Jérôme	Perm.	222, St-Georges	Relocalisation du service de révision
Ste-Thérèse	Perm.	100 Ducharme	Construction d'un nouvel immeuble pour loger DRHC et le CLE.
16-Montérégie			
Dir. régionale SR	Perm.	201, Place Charles- Lemoyne, local 02, Longueuil, J4K 2T5	Réaménagement sur place.
Haut-Richelieu	Perm.	320 du Séminaire nord	Regroupement des 2 modules au rez-de-chaussée et réaménagement majeur-(1681m²)
04-Mauricie			
Trois-Rivières		225 des Forges, RC	Aménagement d'un centre de service aux clientèles-EQ
06-A-Montréal Banl.			
St-Laurent	Perm.	6900 Square Décarie	Recherche d'un local par appel d'offres public.(1921m²)
06-B-Montréal Ville			
06P-Hochelaga/Maison- neuve	Perm.	3910 Ste-Catherine est	Réaménagement sur place du bureau
07S-Ville-Emard	Perm.	6610 à 6628 Monk	Recherche d'un local par appel d'offres.publics (850 m²)
Centre spécialisé- revendicateurs de statut de réfugié	Perm.	285 Notre-Dame ouest, Montréal	Relocalisation du centre à la même adresse que le MRCI et du Centre des garants défaillants.
07-Outaouais			
Gatineau	Perm.	456,boul. de l'Hôpital	Réaménagement avec expansion (200m²)

SOURCE : Service de la Gestion des espaces – 11 mars 2002

VALIDATION : DGSG – 19 mars 2002

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

2

Titre

Effectifs selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers par agent pour le réseau de la sécurité du revenu en 2001-2002.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Répartition des effectifs pour l'ensemble des CLE, réseau de la sécurité du revenu

Fonctions	2001-2002
• Attribution initiale	239
• Gestion des dossiers actifs	1237
• Recouvrement	92
• Garants défaillants	47
• Chefs d'équipe	259
• Personnel en support opérationnel et administratif local (incluant le personnel accueil et réception)	855
• APPORT et agents de révision Montréal	84
• Structure régionale	260
• Direction des CLE	163
• Nord du Québec	12
• Destination emploi	134
Total	3382

Le nombre moyen de dossiers par agent pour l'ensemble des CLE :

Depuis le 1^{er} avril 1999, le nombre de dossiers opérationnels confiés à un agent de gestion des cas actifs est en moyenne de 268.

SOURCE : Stéphane Tanguay, Sécurité du revenu, DGAOR, le 12 mars 2002

VALIDATION: Direction du budget et des opérations financières ,18 mars 2002

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 3a

Titre

État de situation du Programme de l'assistance-emploi en 2001-2002 avec :

- a) **Répartition des adultes avec contraintes sévères à l'emploi (auparavant *Programme de soutien financier*) selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à douze mois**

DIAGNOSTICS	NOMBRE D'ADULTES AVEC CONTRAINTES SÉVÈRES
	Décembre 2001
Retard mental, déficience mentale ou intellectuelle (code 3170)	15 425
Psychoses (code 2900)	14 637
Schizophrénie paranoïde (code 2953)	9 961
Troubles névrotiques, de la personnalité et autres (code 3000)	18 387
Déficience mentale ou intellectuelle sévère (code 3182)	6 526
Autres maladies et syndrome du système nerveux (code 3400)	5 363
Cardiopathies ischémiques (code 4100)	3 245
Rentes d'invalidité RRQ, Régime de pensions du Canada, etc.	5 258
Arthropathies et affections apparentées (code 7100)	3 730
Maladies pulmonaires obstructives (code 4900)	2 305
Maladies endocriniennes, etc. (code 2400)	3 464
Trisomie 13, 18, 21 (code 7589)	2 734
Affections des régions du plan dorsal (code 7200)	3 666
Tumeurs malignes (code 1400)	2 071
Autres diagnostics	27 514
TOTAL	124 286

SOURCE : MESS, Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, 2002.03.06

VALIDATION : MESS, Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, 2002.03.06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 3b

Titre

État de situation du Programme d'assistance-emploi en 2001-2002 avec :

- b) Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscriptions à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant pour chacune de ces étapes, le délai moyen

A) Nombre de personnes à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi en décembre 2001 selon l'étape de traitement du dossier

Admission	Nombre	%
▪ Parce que bénéficiaires de rentes d'invalidité ¹	5 258	4,2
▪ Par un agent d'aide socio-économique	30 935	24,9
▪ Par un comité d'évaluation médicale et socioprofessionnelle	78 946	63,5
▪ Par un comité de révision	7 417	6,0
▪ Par le Tribunal administratif du Québec (TAQ)	481	0,4
▪ Autres	1 249	1,0
Total	124 286	100,0

¹ Les bénéficiaires de rentes d'invalidité d'un autre régime sont automatiquement admis à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi.

B) Nombre de demandes traitées par l'ensemble des comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle et des comités de révision du 1^{er} janvier au 31 décembre 2001

Comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle

▪ Demandes reçues	14 585	
▪ Demandes traitées	14 494	100,0 %
▪ Demandes acceptées	7 745	53,4 %
▪ Demandes refusées avec allocation pour contraintes temporaires	3 880	26,8 %
▪ Demandes refusées sans allocation pour contraintes temporaires	2 869	19,8 %

Comités de révision

▪ Demandes reçues	2 467	
▪ Demandes traitées	2 964	100,0 %
▪ Demandes acceptées	1 829	61,7 %
▪ Demandes refusées avec allocation pour contraintes temporaires	415	14,0 %
▪ Demandes refusées sans allocation pour contraintes temporaires	551	18,6 %
▪ Autres (ex. : désistements)	169	5,7 %

SOURCE : SR, DEMS; Tribunal administratif du Québec.

DGP, Direction du développement des politiques de sécurité du revenu, 2002.03.15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 3b (suite)

Titre

État de situation du Programme d'assistance-emploi en 2001-2002 avec :

- b) Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscriptions à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant pour chacune de ces étapes, le délai moyen

C) Nombre de demandes en appel, traitées par le Tribunal administratif du Québec du 21 février 2001 au 20 février 2002

▪ Décisions sur le fond ¹	373
• Désistements	119
• Conciliations	145
• Règlements hors cour	152
Total	789

¹ Les pourcentages de décisions sur le fond se présentent de la façon suivante : 35 % de demandes accueillies en totalité, 35 % de demandes rejetées en totalité et 30 % de demandes rejetées avec octroi d'une durée pour contraintes temporaires à l'emploi.

D) Délai de traitement (1^{er} mars 2001 au 28 février 2002)

Demandes d'admissibilité au programme	Délai total moyen
---------------------------------------	-------------------

- | | |
|---|----------|
| • Admis par l'agent avec rapport médical (si diagnostic de nature invalidante) | Immédiat |
| • Recommandation des comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle ¹ | 12 jours |

¹ Le délai total moyen de traitement en admission est le délai entre le moment où le dossier entre à la Direction de l'évaluation médicale et socioprofessionnelle et celui où il est transmis au CLE.

Demandes de révision¹

- | | |
|--|----------|
| • Recommandation des comités de révision | 87 jours |
|--|----------|

¹ Le délai total moyen de traitement en révision est le délai entre le moment du dépôt de la demande (habituellement le CLE) et la date d'expédition de la décision).

SOURCE : SR, DEMS; Tribunal administratif du Québec.
DGP, Direction du développement des politiques de sécurité du revenu, 2002.03.15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 3c

Titre

État de situation du Programme de l'assistance-emploi en 2001-2002 avec :

- c) Répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaires, locataires, chambreurs, en logement subventionné : HLM, coopérative d'habitation) en indiquant la catégorie de ménages

DECEMBRE 2001

CATEGORIES DE MENAGES

MODES DE LOGEMENT	Personnes seules ¹	Couples sans enfants	Familles monoparentales	Couples avec enfants	TOTAL
Propriétaires	10 291	5 744	2 358	3 173	21 566
Propriétaires à logements multiples	409	171	102	130	812
Locataires	114 685	12 424	39 752	18 744	185 605
Locataires H.L.M.	15 746	1 500	6 554	2 462	26 262
Chambreurs	32 285	245	1 996	176	34 702
Pensionnaires	32 780	128	1 746	88	34 742
Chambreurs chez un parent	3 624	77	519	54	4 274
Pensionnaires chez un parent	36 087	266	2 647	201	39 201
Logement subventionné	5 888	528	2 549	731	9 696
Temporairement sans adresse ²	182	1	-	-	183
En hébergement	4 313	-	-	-	4 313
TOTAL	256 290	21 084	58 223	25 759	361 356

1. Inclut les conjoints d'étudiants.

2. Désigne les personnes qui n'ont pas d'adresse fixe ou stable ou qui n'ont pas l'assurance d'un hébergement stable pour les 60 prochains jours.

SOURCE : MESS, Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, 2002.03.06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 3d et k

Titre

État de situation du Programme de l'assistance-emploi en 2001-2002 avec :

d) Nombre d'enfants (moins de dix-huit ans) vivant au sein d'un ménage prestataire du programme d'assistance-emploi selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le cégep, l'université, ou qu'ils ne fréquentent pas l'école

k) Nombre d'enfants handicapés vivant au sein d'un ménage prestataire du programme d'assistance-emploi

DESCRIPTION	Nombre d'enfants de moins de 18 ans
	Décembre 2001
Âge préscolaire	56 218
Études primaires	49 046
Études secondaires	27 959
Études postsecondaires	687
Handicapé	1 281
Sans occupation	3 038
TOTAL	138 229

SOURCE : MESS, Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, 2002.03.05

VALIDATION : MESS, Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, 2002.03.05

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 3e

Titre

État de situation du Programme de l'assistance-emploi en 2001-2002 avec :

- e) **Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une**

En décembre 2001, le nombre d'adultes de 18 ans et plus soumis à la contribution parentale était de 2 461 dont 1 381 sans diminution de prestation et 1 080 avec diminution de prestation.

SOURCE : MESS, Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, 2002.03.06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 3f

Titre

État de situation du Programme d'assistance emploi en 2001-2002 avec :

- f) Les économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de sécurité du revenu

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Depuis l'instauration de la contribution parentale en 1989, un adulte prestataire qui ne répond pas à certains critères d'indépendance fixés par la Loi est réputé recevoir une contribution financière de ses parents. Le Règlement établit à partir de quels niveaux de revenus des parents une contribution doit être imputée et quel est le montant de cette contribution.

Les économies générées par la contribution parentale sont de l'ordre de **15,1 M\$**. Ces économies proviennent de la réduction de la prestation des adultes qui y sont soumis (**2,0 M\$**) et de la baisse du taux d'assistance des jeunes adultes qui est générée par la contribution parentale (**13,1 M\$**).

En décembre 2001, 2 461 prestataires adultes étaient soumis à la contribution parentale. Parmi ceux-ci, 1 080 voyaient leurs prestations réduites, tandis que pour les 1381 autres, le revenu des parents était insuffisant pour que leurs prestations soient affectées par la contribution parentale. Le montant mensuel moyen de diminution de la prestation était de 156 \$ par prestataire. Sur une base annuelle, les diminutions des dépenses générées par ces réductions représentaient donc **2,0 M\$**.

Sur base annuelle, on estime que la contribution parentale permet d'éviter l'arrivée à l'assistance-emploi de quelque 2 450 jeunes adultes. Pour une prestation moyenne de 445 \$ par mois, cela représente une économie annuelle de **13,1 M \$**.

SOURCE : DGP, Direction du développement des politiques de sécurité du revenu, 11 mars 2002

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 3g

Titre

État de situation du programme de l'assistance-emploi en 2001-2002 avec :

g) nombre de dossiers en subrogation qui attendent d'être traités par le ministre et évaluation des coûts des paiements rétroactifs qui devront être versés aux prestataires ou aux parents des prestataires, en raison de la contribution parentale.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Ministère n'exerce jamais son recours lorsque les parents refusent de contribuer pour leur enfant ou lorsque les parents sont introuvables. Le Ministère paie toujours la pleine prestation à l'enfant dans ces cas-là. La contribution des parents est donc toujours volontaire.

SOURCE : Centre de recouvrement – 13 mars 2002
VALIDATION: DGSG – 14 mars 2002

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 3h et i

Titre

État de situation du Programme de l'assistance-emploi en 2001-2002 avec :

- h) Nombre de familles monoparentales ou de ménages aptes touchés par les mesures appliquées dans le cadre du partage du logement**
- i) Nombre de ménages avec au moins un adulte de 55 ans et plus touchés par les mesures appliquées dans le cadre du partage du logement**

La mesure appliquée dans le cadre du partage du logement réduit la prestation mensuelle d'un montant maximum de 50 \$ lorsque l'adulte seul, ou le seul adulte d'une famille, ou les deux adultes d'une famille ne présentent pas de contraintes sévères à l'emploi. La réduction pour le partage du logement s'ajoute à celle pour l'excédent des coûts minimums de logement (test de logement), si cette dernière est inférieure à 50 \$. L'addition des deux réductions ne peut excéder 100 \$.

En 2001, on dénombre en moyenne 84 150 ménages aptes au travail (tous les adultes sont sans contraintes ou avec contraintes temporaires) en situation de partage du logement. Ce nombre inclut 14 661 familles monoparentales même si, depuis le 1^{er} juin 1998, elles ne sont plus touchées par ces mesures. En excluant ces familles, le nombre de ménages susceptibles de voir leur prestation diminuée en vertu du partage du logement est de 69 489 .

En tenant compte de la coupure réellement appliquée, 64 632 de ces ménages ont leur prestation diminuée d'un montant en vertu du partage du logement. Les 4 857 autres ménages voient leur prestation réduite uniquement en vertu du test du logement qui s'applique en premier lieu.

Par ailleurs, toujours en 2001, 9 803 ménages aptes au travail de 55 ans et plus sont en situation de partage du logement, incluant 356 familles monoparentales, soit un total de 9 447 ménages susceptibles de voir leur prestation diminuée en vertu du partage du logement. En tenant compte de la coupure réellement appliquée, on en dénombre 8 881 dont la prestation est diminuée d'un montant en vertu du partage du logement. Les 566 autres ménages voient leur prestation réduite uniquement en vertu du test du logement.

À compter du 1^{er} janvier 2003, plus aucun ménage ne subira de coupure de leur prestation pour le partage du logement ou pour le test du logement.

SOURCE : DGP, Direction du développement des politiques de sécurité du revenu, le 20 mars 2002.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002 - 2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 3j

Titre :

État de situation du Programme de l'assistance-emploi en 2001-2002 :

j) Économies ou dépenses réalisées, attribuables aux mesures pour le partage du logement pour les années 1998-1999, 1999-2000, 2000-2001 et 2001-2002

- La notion de partage du logement a été introduite dans le cadre de la *Loi sur la sécurité du revenu* le 1^{er} août 1989, cette mesure était inexistante en vertu de la *Loi sur l'aide sociale*. Les revenus de chambre et pension étaient toutefois comptabilisés, sauf pour les chambres offertes à un enfant ou à un parent.
- Des changements importants ont été apportés à cette mesure, notamment à 1998. Jusqu'à récemment, elle consistait à réduire la prestation de 100 \$ par mois pour les personnes qui n'ont pas de contraintes sévères à l'emploi et qui partagent leur logement.
- Depuis le 1^{er} juin 1998, les familles monoparentales qui partagent leur logement ne subissent plus de réduction de leur prestation pour cette raison.
- Par ailleurs, un ménage qui offre en location trois chambres et plus n'est pas considéré partager son logement et les revenus de chambre et pension sont alors comptabilisés pour chacune de ces chambres. Les revenus de chambre et pension sont comptabilisés dans une proportion de 40 % avec un minimum de 85 \$ par chambreur ou pensionnaire. Lorsque trois chambres et plus sont offertes en location et qu'au moins l'une de ces chambres est occupée par un membre de la famille du locateur, la réduction pour partage du logement est alors appliquée pour la ou les chambre(s) offerte(s) au parent prestataire et les revenus de chambre et pension ne sont pas comptabilisés pour cette(ces) chambre(s); les revenus de chambre et pension sont comptabilisés pour les autres chambres.
- Les revenus de chambre et pension ne sont plus comptabilisés pour les familles monoparentales prestataires offrant des chambres en location pour permettre à ces personnes de bénéficier de l'abolition de la réduction pour partage du logement.
- Dans la foulée des décisions prises dans le cadre du Sommet du Québec et de la jeunesse, le gouvernement a réduit depuis le premier juin 2000 la diminution pour partage de logement, le montant déduit passant de 100 \$ à 50 \$.
- La Ministre des Finances, Mme Pauline Marois, a annoncé, lors de son Énoncé budgétaire du 19 mars 2002, l'abolition de la réduction pour le partage du logement pour le 1^{er} janvier 2003. Les revenus de chambre et pension ne seront plus comptabilisés pour les prestataires offrant moins de trois chambres, ainsi, ils pourront bénéficier de l'abolition de cette réduction.

Année	Nombre de ménages	Économie annuelle
2001-2002	64 632	37,5 M\$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 31

Titre

État de situation du Programme de l'assistance-emploi en 2001-2002 avec :

I) Évolution mensuelle de la répartition des adultes avec contraintes temporaires à l'emploi selon le motif

MOTIFS POUR CONTRAINTES TEMPORAIRE

Mois et année	État de santé	État de grossesse	Enfants à charge	55 ans et plus	Attente décision contraintes sévères	Prend soin d'une personne	Autres	TOTAL
2001								
Avril	14 594	1 796	39 527	46 963	505	2 555	170	106 110
Mai	14 408	1 827	39 775	46 987	545	2 536	157	106 235
Juin	14 234	1 772	39 865	46 886	460	2 513	155	105 885
Juillet	14 096	1 751	40 105	46 787	481	2 531	149	105 900
Août	13 950	1 711	40 362	46 796	458	2 526	138	105 941
Septembre	13 999	1 678	40 037	46 738	440	2 528	137	105 557
Octobre	14 250	1 734	34 800	46 846	452	2 582	148	100 812
Novembre	14 979	1 734	35 199	46 876	376	2 584	154	101 902
Décembre	15 402	1 732	35 541	46 902	425	2 599	136	102 737

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 3m

Titre

État de situation du Programme de l'assistance-emploi en 2001-2002 avec :

m) Nombre de ménages déclarant des revenus selon le type de contrainte à l'emploi et le revenu moyen déclaré

TYPE DE CONTRAINTE À L'EMPLOI DU MÉNAGE	REVENUS COMPTABILISABLES ¹	
	Décembre 2001	
	Nombre de ménages	Revenu comptabilisable moyen
Hébergés	162	51,80 \$
Contraintes sévères ²	18 162	218,88 \$
Contraintes temporaires ³	25 711	224,65 \$
Sans contrainte	22 876	359,59 \$
TOTAL	66 911	268,80 \$

1. Les revenus comptabilisables sont tous les revenus de travail et les revenus provenant d'autres sources (assurance-emploi, RRQ, CSST, pensions alimentaires, etc.) ayant un impact sur le montant de la prestation d'assistance-emploi. La partie comptabilisée des revenus déclarés est celle qui dépasse les exemptions permises (dans le cas des revenus de travail, des pensions alimentaires et des allocations d'aide à l'emploi), diminuant d'autant le montant de l'aide financière accordée.
2. Dans le cas des ménages avec deux adultes (couples), le ménage est considéré avec contraintes sévères lorsqu'au moins un des adultes du ménage présente des contraintes sévères.
3. Dans le cas de familles avec deux adultes (couples), le ménage est considéré avec contraintes temporaires lorsqu'au moins un des adultes présente des contraintes temporaires et que l'autre adulte ne présente pas de contraintes sévères.

SOURCE : MESS, Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, 2002.03.07

VALIDATION : MESS, Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, 2002.03.07

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 3n

Titre

État de situation du Programme de l'assistance-emploi en 2001-2002 avec :

n) Nombre de ménages déclarant des biens selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés

TYPES DE BIENS	BIENS DÉCLARÉS ¹	
	Décembre 2001	
	Nombre de ménages	Valeur moyenne
Avoir liquide	267 430	631,19 \$
Biens mobiliers	88 489	1 562,00 \$
Biens immobiliers	24 679	40 759,56 \$
Biens immobiliers pour travailleurs autonomes	2 567	7 695,23 \$
Dettes hypothécaires	11 440	26 043,88 \$
Autres ²	3 941	25 880,93 \$

1. Les prestataires détenteurs d'un ou de plusieurs biens sont dénombrés lorsque la valeur des biens est supérieure à 1 \$.
2. Comprend les bénéfices payables au décès (incluant l'assurance-vie payable à la succession), les subventions ou emprunts pour réparations de la résidence ou pour le démarrage d'une entreprise, les indemnités versées pour sinistre ou expropriation, le capital provenant de la vente d'une résidence, la valeur résiduelle des biens et avoirs liquides cédés, les sommes dont l'enfant est propriétaire, etc.

SOURCE : MESS, Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, 2002.03.07

VALIDATION : MESS, Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, 2002.03.07

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 30

Titre

État de situation du programme de l'assistance-emploi en 2001-2002 avec :

- o) nombre de ménages ayant reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Prestations versées en trop

L'assistance-emploi doit être remboursée lorsqu'elle a été accordée en trop ou lorsqu'elle a été versée en attente de la réalisation d'un droit et que ce droit a été réalisé.

Règle générale, les sommes versées en trop suite à une erreur administrative ne font pas l'objet d'une réclamation.

La nature des réclamations et les montants correspondants pour l'année financière 2001-2002 au 28 février 2002 sont :

- aide reçue suite à des fausses déclarations, principalement liées à la vie maritale non déclarée et aux revenus non déclarés:

<u>Nombre de réclamations</u>	<u>Montant total</u>	<u>Montant Moyen</u>
22 137	55 480 424 \$	2 506 \$

- aide reçue sans droit :

<u>Nombre de réclamations</u>	<u>Montant total</u>	<u>Montant Moyen</u>
124 964	35 279 764 \$	282 \$

- aide remboursable suite à la réalisation d'un droit :

	<u>Nombre de réclamations</u>	<u>Montant total</u>	<u>Montant Moyen</u>
Excluant la NAF ⁽¹⁾	28 792	20 628 021 \$	716 \$
Relatif à la NAF	25 358	7 468 774 \$	295 \$
Total	54 150	28 096 795 \$	519 \$

⁽¹⁾ NAF : nouvelle allocation familiale payée par la RRQ.

SOURCE : Centre de recouvrement – 13 mars 2002

VALIDATION: DGSG – 14 mars 2002

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 3P

Titre : Nombre de révisions et d'appels selon le motif et la décision.

Motifs	Décisions rendues par les Bureaux de révision	
	2001-2002	
	Décisions rendues	Décisions accueillies
Statut	3 431	830
Prestations de base	467	48
Prestations spéciales	713	128
Revenus, gains, avantages, pensions alimentaires	3 748	925
Biens	546	162
Avoir liquide	786	223
Contribution parentale	235	43
Partage de logement	684	140
Obligations	2 164	510
Versement de l'aide	687	126
Recouvrement	7 709	2020
APPORT	57	1
Garant défaillant	637	141
Hors délai	464	25
Non recevables	286	--
TOTAL	22 614	5 322
Acc./rendus		23,5%

Décisions rendues

Décisions accueillies

Période de référence

Nombre de dossiers traités en révision à la demande de la clientèle.

Nombre de demandes pour lesquelles l'agent réviseur a rendu une décision favorable à la clientèle.

24 mars 2001 au 22 février 2002

SOURCE :

VALIDATION :

Le 13 mars 2002

Direction du service de révision

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 3Q

Titre : Nombre de personnes ayant demandé de l'aide en raison d'un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée et le motif de la décision

Données générales pour le premier semestre 2001-2002

En ce qui a trait aux données pour le premier semestre 2001-2002, le nombre total de demandes reçues a été de 433. De ce nombre, il y eut :

- 249 demandes acceptées;
- 182 demandes refusées;
- 2 désistements.

Par ailleurs, l'aide totale accordée fut de 209 976 \$, répartie en aide remboursable et en aide gratuite :

- Aide remboursable : 153 252 \$
- Aide gratuite : 56 724 \$

Pour le montant d'aide moyenne versée, celui-ci s'établit à 843 \$.

Faits saillants 2001-2002 (premier semestre)

Motifs invoqués pour l'obtention de prestations en vertu de l'article 16 :	Nombre de demandes acceptées	Montant par catégorie	Répartition par catégorie	Montant moyen accordé
Ces personnes seules ou ces familles étaient inadmissibles selon les règles régulières d'attribution d'une aide de dernier recours en raison de :	2001-2002	2001-2002 (\$)	2001-2002 (%) *	2001-2002 (\$)
Composition familiale	26	8 637	4,1	332
Contribution parentale	-	-	-	-
Bien ou avoir liquide cédé	45	54 058	25,7	1 201
Étudiant (statut, conjoint)	1	785	0,3	785
Excédent de biens	66	91 904	43,8	1 392
Grève ou lock-out	-	-	-	-
Perte d'argent	28	11 239	5,4	401
Personne seule mineure	-	-	-	-
Prestation spéciale	58	19 232	9,2	332
Revenu (incluant : antériorité du déficit, saisie, etc.)	11	4 827	2,3	439
Refus de faire valoir un droit	-	-	-	-
Sans statut légal	12	17 789	8,5	1 482
Sans statut légal	2	1 505	0,7	753
Travailleur autonome	-	-	-	-
Carnet de réclamation	-	-	-	-
TOTAL	249	209 976	100,0%	843

* Pourcentage du montant total accordé.

SOURCE : Linda Laforte

VALIDATION: Direction du service à la clientèle – Sécurité du revenu
Le 8 mars 2002

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 3r

Titre

État de situation du Programme de l'assistance-emploi en 2001-2002 avec :

r) Nombre de personnes ayant bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi

COMPOSITION FAMILIALE	REVENUS D'ASSURANCE-EMPLOI ¹
	Décembre 2001
	Nombre d'adultes
Personnes seules	926
Couples sans enfants	281
Familles monoparentales	322
Couples avec enfants	549
TOTAL	2 078

1. Correspond à tout montant déclaré supérieur à 2 \$.

SOURCE : MESS, Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, 2002.03.06
VALIDATION : MESS, Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, 2002.03.06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 3s

Titre :

s) Ventilation détaillée des impacts pour le Québec des bonifications annoncées à l'assurance-emploi sur le Régime de la sécurité du revenu

Exposé et statistiques (s'il y a lieu) :

Depuis le 31 décembre 2000, le gouvernement du Canada a prolongé la durée des prestations parentales de l'assurance-emploi (de six mois à un an), donnant ainsi aux parents qui le désirent la possibilité de passer plus de temps avec leurs jeunes enfants pendant la première année de leur vie. Le nombre d'heures requis pour être admissible aux prestations de maternité, parentales et de maladie dans le cas des pêcheurs qui ne sont pas travailleurs indépendants est passé de 700 à 600 heures.

De plus, le 2 février 2001, l'honorable Jane Stewart, ministre de Développement des ressources humaines Canada, a présenté un projet de loi visant à modifier la *Loi sur l'assurance-emploi*. Les modifications projetées visent à :

- supprimer la règle de l'intensité; cette règle de l'intensité a été adoptée dans le but de dissuader les gens de recourir de façon répétée à l'assurance-emploi, en réduisant le taux de prestation des prestataires fréquents; le taux de prestation de 55 % est diminué de 1 % pour chaque tranche de 20 semaines de prestations reçues au cours des 5 dernières années, sans toutefois être inférieur à 50 %;
- remanier la clause de remboursement des prestations (récupération);
- modifier les règles visant les parents qui réintègrent la population active; la condition d'admissibilité de 910 heures pour les personnes qui arrivent ou qui reviennent sur le marché du travail ne s'appliquera plus dans le cas des parents qui se sont absentés du marché du travail pendant un an ou plus pour élever leurs enfants.
- continuer de contrôler et d'évaluer les répercussions du régime d'assurance-emploi jusqu'en 2006;
- permettre au gouverneur en conseil d'établir le taux de cotisation minimal pour deux ans;
- maintenir le maximum de la rémunération assurable (MRA) à 39 000 \$;
- harmoniser le Règlement sur l'assurance-emploi (pêche) avec les prestations de maternité, parentales et de maladie bonifiées.

Le projet de loi C-2 a été sanctionné le 10 mai 2001. L'élimination de la règle d'intensité et les nouvelles règles visant les parents ont eu un effet rétroactif au 1^{er} octobre 2000. Le remaniement de la modalité de remboursement des prestations a eu un effet rétroactif à l'année d'imposition 2000. L'harmonisation du Règlement sur l'assurance-emploi (pêche) a eu un effet rétroactif au 31 décembre 2000.

Par la suite, le Règlement sur l'assurance-emploi a été modifié en ce qui concerne les gains non déclarés. Auparavant, le remboursement des prestations exigé en cas de rémunération non déclarée était calculé sur toute la période d'emploi du prestataire pendant laquelle il touchait des prestations d'assurance-emploi. En conséquence, le prestataire devait parfois rembourser des prestations, même pour des semaines où il avait déclaré ses gains correctement. Pour corriger la situation, la modification adoptée le 15 août 2001 permettra d'appliquer les gains seulement aux semaines où ils ont réellement été gagnés.

Le 18 novembre 2001, le Règlement sur l'assurance-emploi a été de nouveau modifié de telle sorte que les prestataires d'assurance-emploi pourront exclure les semaines à faible rémunération (moins de 150 \$) du calcul de leurs prestations. Cette modification a été faite afin d'encourager les travailleurs à accepter tout emploi disponible.

Impact sur la clientèle et les coûts :

La bonification du programme d'assurance-emploi qui est entrée en vigueur en décembre 2000 n'aura aucun impact notable sur la clientèle de l'aide de dernier recours.

Pour ce qui est des modifications prévues dans le projet de loi déposé le 2 février 2001, seule celle touchant l'élimination de la règle de l'intensité affectera la clientèle du régime de sécurité du revenu. En

éliminant la règle d'intensité, le taux de prestation est donc rétabli à 55 % pour l'ensemble des prestataires et celui de la récupération fiscale ne tiendra plus compte de la fréquence des demandes antérieures.

En supposant une augmentation des prestations d'assurance-emploi de 5 % en moyenne en raison de l'élimination de cette clause¹, la baisse des prestations d'assistance-emploi serait de près de 400 000 \$ annuellement pour l'ensemble des ménages et il y aurait près de 100 ménages qui (pour un mois donné) ne seraient plus admissibles à l'aide de dernier recours.

Il est bon de noter que pour le mois de décembre 2001, il y avait quelque 1 700 ménages qui recevaient à la fois des prestations d'assurance-emploi et d'assistance-emploi.

Les changements réglementaires apportés après le 2 février 2001 n'auront aucun impact significatif sur la clientèle de l'aide de dernier recours.

¹ La hausse véritable variera entre 0 et 10 %.

SOURCE : DAEPG, Direction de l'analyse économique et des projets gouvernementaux, 2002.03.06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002 - 2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 3t

Titre :

État de situation du Programme de l'assistance-emploi en 2001-2002 avec :

- t) **Liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance-médicaments, pour 1999-2000, 2000-2001 et 2001-2002**

À noter:

L'assurance-médicaments ne fait plus partie des besoins spéciaux couverts par l'assistance-emploi et relève maintenant du MSSS

Coût des prestations spéciales (en 000 \$)

**2001-2002
(dépenses probables)**

I. Prestations spéciales pour préserver la santé

A. Préparations lactées	1 810,0
B. Biens et services administrés par le MESS	
- Lunettes et lentilles	3 281,3
- Chaussures orthopédiques et orthèses plantaires	1 933,9
- Prothèses, orthèses et accessoires prescrits	7 669,6
- Suppléments (suppléments mensuels pour diabète, hémodialyse, grossesse, allaitement, paraplégie et stomie temporaire)	7 282,0
- Transports pour fins médicales	19 077,8
- Autres	680,4
Sous-total B	39 925,0
Sous-total de la partie I	41 735,0

II. Prestations spéciales relatives à la compensation de certaines pertes ou en considération de situations particulières

- Rechercher ou postuler un emploi ou retourner dans son milieu d'origine	13,3
- Enfant à charge fréquentant l'école	9 251,7
- Frais funéraires	2 268,5
- Compenser les pertes lors d'un incendie ou d'un sinistre	901,4
- Compenser les effets d'une séparation	70,2
- Aide au logement (en dénuement)	6 321,4
- Loyer pour une personne seule hébergée	24,1
Sous-total de la partie II	18 850,6

III. Prestations spéciales pour le développement de l'employabilité

Le transfert, vers Emploi-Québec, des responsabilités en matière de développement de l'employabilité et des budgets qui y sont liés a été complété en 1999-2000.

TOTAL	60 585,6
--------------	-----------------

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : 3 u

Titre : Nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec et le nombre de prestataires pénalisés pour refus de participer dans le cadre du Parcours obligatoire destiné aux jeunes

L'agence de la Sécurité du revenu réfère des prestataires de l'assistance emploi à Emploi-Québec dans le cadre de deux stratégies d'intervention destinées aux prestataires de l'assistance emploi :

Destination emploi

La première stratégie de référence des prestataires de l'assistance emploi, connue sous le nom de Destination emploi, a été mise en place en date du 1^{er} mai 2000.

Au cours de l'année financière 2001-2002, un total de 69 698 personnes ont été référées en date du 22 février 2002 et on estime à 72 288 le nombre de participations aux mesures actives.

Toujours en date du 22 février 2002, un total de 13 311 prestataires ne se sont pas présentés à Emploi-Québec. On compte 6 319 nouvelles réductions d'aide attribuables à Destination emploi à cette même date.

Obligation de Parcours

L'obligation de parcours a débuté le 1^{er} février 2001.

Au cours de l'année financière 2001-2002, un total de 11 767 jeunes ont été référés en date du 22 février 2002. Parmi les jeunes référés, Emploi-Québec en a traité un total de 9 923 au cours de la même période. Parmi ceux-ci, 2 554 ne se sont pas présentés à leur rendez-vous, 72 ont refusé de convenir d'un Parcours et, parmi les 5 545 autres ayant convenu d'un parcours, 917 l'ont abandonné.

L'écart entre le nombre de jeunes référés et le nombre de Parcours créés s'explique par le nombre d'absence aux rendez-vous ainsi que par le temps nécessaire entre la première rencontre et la création du Parcours à convenir avec la personne référée. On compte 2 675 nouvelles réductions d'aide attribuables à l'obligation de Parcours.

ÉTUDE DE CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 3v

Titre

État de situation du Programme de l'assistance-emploi en 2001-2002 avec :

- v) Nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes et l'économie générée en 2000-2001 et 2001-2002

Exposé de la situation

La *Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale* prévoit à l'article 41 que le prestataire doit exercer ses droits ou se prévaloir des avantages dont il peut bénéficier en vertu d'une autre loi si la réalisation de ces droits et avantages aurait un effet sur son admissibilité à un programme ou réduirait ses prestations.

Cette obligation, ayant toujours fait partie du régime québécois de sécurité du revenu, puisqu'on le retrouve à l'article 12 de l'ancienne *Loi de l'aide sociale* ainsi qu'à l'article 30 de l'ancienne *Loi sur la sécurité du revenu*, les personnes admissibles à une rente d'invalidité doivent demander celle-ci à la Régie des rentes du Québec.

En décembre 2000, on identifiait 6 262 ménages prestataires recevant une rente d'invalidité moyenne de 578 \$ de la Régie. En décembre 2001, ils étaient 6 679 à recevoir une rente d'invalidité moyenne de 590 \$. L'économie annuelle générée par la comptabilisation de ce revenu peut donc s'estimer à 47,3 M\$.

SOURCE : DGP, Direction du développement des politiques de sécurité du revenu, 8 mars 2002

ÉTUDE DE CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 3w

Titre

État de situation du Programme de l'assistance-emploi en 2001-2002 avec :

- w) Nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et l'économie générée en 2000-2001 et 2001-2002

Exposé de la situation

La *Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale* prévoit à l'article 41 que l'adulte seul ou les membres de la famille doivent exercer leurs droits ou se prévaloir des avantages dont ils peuvent bénéficier en vertu d'une autre loi lorsque la réalisation de ces droits et avantages aurait un effet sur l'admissibilité de l'adulte ou de la famille au programme ou réduirait leur prestation.

Cette obligation a toujours fait partie du régime québécois de sécurité du revenu puisqu'on la retrouve dans l'article 12 de l'ancienne *Loi de l'aide sociale* ainsi que dans l'article 30 de l'ancienne *Loi sur la sécurité du revenu*.

En décembre 2000, 21 985 ménages recevaient une rente de retraite moyenne de 160 \$ de la *Régie des rentes du Québec*. En décembre 2001, ce sont 22 740 ménages qui recevaient une rente de retraite moyenne de 161 \$. On peut donc estimer l'économie générée par cette mesure à 43,9 M\$ annuellement.

SOURCE : DGP, Direction du développement des politiques de sécurité du revenu.
Le 8 mars 2002

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 3x

Titre :

État de situation du Programme de l'assistance-emploi en 2001-2002 avec :

- x) Bilan du budget et des dépenses pour le programme de l'allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié pour les années et 2000-2001 et 2001-2002**

- Cette mesure a été adoptée par le Conseil des ministres, en octobre 1997, lors de la mise en application du Programme allocation-logement, sous la responsabilité de la Société d'habitation du Québec (SHQ) et dont la gestion relève du ministère du Revenu du Québec (MRQ). Cette mesure s'adresse aux familles qui devaient subir des pertes financières, étant donné les critères du programme de la SHQ.
- La prestation spéciale d'aide au logement du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) s'adresse aux familles prestataires de la sécurité du revenu ayant des enfants mineurs et / ou majeurs aux études à temps plein.
- Cette prestation permet au MESS de soutenir de façon complémentaire et temporaire les familles démunies attendant la révision par le MRQ, au mois d'octobre de chaque année, de leur demande ou de leur adhésion au programme.
- Précisons que la clause de dénuement est versée pour deux raisons; la première résulte du fait que le programme de la SHQ est administré sur une base annuelle et que les prestations de la sécurité du revenu le sont sur une base mensuelle, le tout conformément à l'esprit de la Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale. Comme le programme de la SHQ est moins souple pour s'ajuster rapidement aux changements de situation qui se produisent en cours d'année, à l'exception de quelques-uns (ex. : séparation, naissance d'un premier enfant...), le MESS couvre toutes les autres situations qui peuvent amener une révision à la hausse de l'allocation-logement en cours d'année, au moyen de cette clause dite de dénuement.
- Le MESS verse donc aux prestataires de l'assistance-emploi la différence entre l'aide réellement reçue et celle à laquelle ils auraient droit si l'aide était mensuelle, sous forme d'aide gratuite, en attendant la révision annuelle du MRQ.
- Deuxièmement, le MESS verse sous forme d'aide remboursable une aide au logement aux prestataires qui déposent une nouvelle demande au MESS et qui doivent faire valoir leur droit au Programme allocation-logement de la SHQ.
- Cette année, le MESS a versé 6,7 M\$ en prestations aux familles admises à la clause de dénuement.

Année	Nombre de ménages	Dépenses (M\$)
2001-2002	12 745	6,7 M\$

SOURCE : DGP, Direction du développement des politiques de sécurité du revenu, 12 mars 2002

VALIDATION : Service du budget, le 19 mars 2002

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 4

Titre

État de situation sur les mesures relatives à l'allaitement et aux préparations lactées pour nourrissons pour l'année 2001-2002 avec le nombre de ménages et le coût annuel

Exposé de la situation

Le Ministère accorde une prestation spéciale d'allaitement aux prestataires de l'assistance-emploi depuis plusieurs années. À l'origine, cette prestation était de 20 \$ par mois et était versée aux mères aussi longtemps qu'elles allaient leur bébé.

En décembre 1995, l'aide consentie aux prestataires pour nourrir leur nouveau-né a été révisée. Une mesure de soutien à l'achat des préparations lactées pour nourrissons a été offerte aux mères des bébés âgés de moins de six mois ainsi qu'à celles qui ont des enfants de moins d'un an souffrant d'intolérance au lait de vache, au lactose ou souffrant d'autres troubles spécifiques. De plus, la prestation spéciale d'allaitement a été haussée à 50 \$ et son versement a été limité aux mères de bébé de moins de 6 mois. Cette prestation spéciale représente un *encouragement* du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale à ce mode d'alimentation du nouveau-né.

En novembre 1998, des bonifications ont été apportées à ces deux prestations. La prestation spéciale d'allaitement a été prolongée de 6 mois. Elle peut ainsi être accordée aux mères qui allaitent jusqu'à ce que leur enfant atteigne 12 mois. De plus, l'offre de soutien à l'achat de préparations lactées régulières a été prolongée de 3 mois et peut donc être accordée jusqu'à ce que l'enfant soit âgé de 9 mois.

Depuis janvier 2001, la prestation spéciale pouvant être versée pour l'allaitement d'un enfant de moins de 12 mois est passée de 50 \$ à 55 \$ par mois, hausse justifiée par une indexation du montant versé depuis la dernière augmentation.

Statistiques et coûts

La prévision des coûts pour 2001-2002 pour la mesure soutien à l'achat des préparations lactées est de 1,8 M\$ alors que pour la prestation spéciale d'allaitement, on prévoit des coûts de 1,6 M\$. Depuis le début de l'exercice financier, on a enregistré, en moyenne, 5 495 demandes de versement par mois dans le cadre de la mesure de soutien à l'achat des préparations lactées. Par ailleurs, 2 369 ménages ont profité de la prestation spéciale pour allaitement en moyenne chaque mois.

Le coût annuel des deux mesures est donc estimé à 3,4 M\$.

SOURCE : DGP, Direction du développement des politiques de sécurité du revenu, 2002.03.12
VALIDATION : DGSG, 19 mars 2002

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 5a

Titre

État de situation au programme APPORT en 2001-2002 :

Nombre de ménages ayant reçu des prestations APPORT et prestation mensuelle moyenne selon la catégorie de ménage

PROGRAMME APPORT ¹			
ANNÉE	Famille monoparentale 1 enfant et plus ²	Famille biparentale 1 enfant et plus ²	TOTAL
2001 (janvier à décembre)			
Nombre de ménages	6 173	7 396	13 569
Acomptes mensuels moyens ³	57,74 \$	85,09 \$	72,65 \$

1. Le dénombrement des ménages est effectué en considérant tous ceux ayant reçu au moins un acompte mensuel (incluant la majoration pour frais de garde en service de garde éducatif) durant l'année. Cela ne tient pas compte des paiements effectués ou des trop-payés constatés par le MRQ lors de la conciliation annuelle.
2. Un enfant seulement peut être désigné à titre « d'enfant à charge ». Les autres enfants de la famille ne peuvent donc être considérés à charge. C'est habituellement l'enfant qui a le moins de revenus et le moins de biens qui est désigné « à charge » et ce, à l'avantage du requérant. Cependant, les frais de garde réellement encourus pour les enfants non désignés peuvent être considérés dans le calcul des exemptions pour déterminer le revenu net d'une famille.
3. Les acomptes mensuels moyens ne tiennent pas compte du crédit pour frais de garde, lequel est remboursé au MESS par le MRQ. Par conséquent, le dénombrement des ménages exclut ceux qui ne reçoivent que ce crédit.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 5b,c,d,e,f,g

Titre

État de situation au programme APPORT pour l'année 2001-2002 :

- b) Nombre de prestataires ayant reçu un supplément de prestation à la fin de l'année fiscale.
- c) Nombre de prestataires ayant un trop-versé à la fin de l'année fiscale, en spécifiant le montant moyen du trop-versé.
- d) Nombre de prestataires ayant un trop-versé et une dette fiscale à la fin de l'année fiscale en spécifiant le montant moyen du trop-versé et celui de la dette fiscale.
- e) Nombre de prestataires ayant un trop-versé sans dette fiscale ni remboursement d'impôt en spécifiant le montant moyen du trop-versé.
- f) Nombre de prestataires ayant un trop-versé et un remboursement d'impôt, en spécifiant le montant moyen du trop-versé et du remboursement d'impôt
- g) Nombre de prestataires ayant bénéficié de la majoration pour frais de garde d'enfants, en spécifiant le montant total versé.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les données après conciliation sont fournies par le ministère du Revenu du Québec (MRQ). L'année financière 2001-2002 correspond à l'année fiscale ou civile 2001. Veuillez noter que les données après conciliation sont disponibles en avril deux ans après la fin d'une année fiscale. Par ailleurs, le MRQ ne peut fournir des statistiques sur le nombre de ménages ou de familles (monoparentale ou biparentale) étant donné que la prestation est accordée sur une base individuelle. C'est pourquoi il y a lieu de parler de prestataires du programme APPORT. Lorsqu'une prestation est accordée pour une année à chacun des conjoints, celle-ci est égale à la moitié du montant obtenu à partir notamment du revenu familial.

b) Nombre de prestataires ayant reçu un supplément de prestation à la fin de l'année fiscale

	1999
Nombre	22 880
Montant moyen (\$)	950

c) Nombre de prestataires ayant un trop-versé à la fin de l'année fiscale

	1999
Nombre	7 488
Montant moyen du trop-versé APPORT (\$)	471

d) Nombre de prestataires ayant un trop-versé et une dette fiscale à la fin de l'année fiscale

	1999
Nombre	589
Montant moyen du trop-versé APPORT (\$)	532
Montant moyen de la dette fiscale (\$)	461

e) Nombre de prestataires ayant un trop-versé sans dette fiscale ni remboursement d'impôt

	1999
Nombre	207
Montant moyen du trop-versé APPORT (\$)	460

f) Nombre de prestataires ayant un trop-versé et un remboursement d'impôt

	1999
Nombre	6 692
Montant moyen du trop-versé APPORT (\$)	466
Montant moyen du remboursement d'impôt (\$)	1 129

g) Nombre de prestataires ayant bénéficié de la majoration pour frais de garde d'enfants

	1999
Nombre	(à venir)
Montant total (\$)	(à venir)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 5h

Titre

État de situation au programme APPORT en 2001-2002 avec:

h) budget total du programme APPORT pour les quatre dernières années.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour l'année 2001-2002, le budget du programme APPORT a été de 31 153,3 K\$.

SOURCE : Direction du budget et des opérations financières – 2002-03-14

VALIDATION: DGSG – 14 mars 2002

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 6

Titre: Bilan détaillé des activités de conformité pour l'année 2001-2002 et prévisions 2002-2003 démontrant les impacts financiers dont celui de l'application éventuelle des pénalités administratives. a) Bilan détaillé de l'opération de remise de chèques main à main pour les moins de 25 ans avec impact financier.	
Exposé et statistiques RÉSULTATS DES ACTIVITÉS DE CONFORMITÉ Réalisées par les effectifs en conformité Réalisées par les agents d'aide Comparaisons de fichiers Remises de chèques systématiques Remises de chèques ciblées par l'agent Sous-total TOTAL	2001-2002 76,7 M\$ (11 mois) 71,5 M\$ (10 mois) 8,6 M\$ (11 mois) 38,8 M\$ (11 mois) 118,9 M\$ 195,6 M\$
<p>Le Réseau de la Sécurité du revenu a procédé, en 2001-2002, à des opérations de remise de chèques de main à main pour l'ensemble des prestataires sans contrainte à l'emploi indépendamment de l'âge. Les résultats des remises aux moins de 25 ans ne sont pas isolés des données globales.</p>	

SOURCE : Direction générale adjointe du soutien à la conformité
15 mars 2002
VALIDATION: DGSG, 18 mars 2002

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 7

Titre

Bilan et résultat du projet Solidarité jeunesse par régions

- a) Budget disponible/budget dépensé
- b) Nombre d'entreprises participantes
- c) Nombre de participantes et participants
- d) Durée moyenne de la participation
- e) Nombre de prestataires qui réussissent à retrouver un emploi durable

L'année 1 de Solidarité jeunesse s'étend du 1^{er} novembre 2000 au 31 octobre 2001.

a) Budget disponible/budget dépensé*

Direction régionale	Nombre de projets	Budget disponible	Budget dépensé	% budget dépensé vs budget disponible
01 Bas-St-Laurent	8	950 380	846 575	89,08
02 Saguenay - Lac-Saint-Jean	6	1 051 740	942 956	89,66
03 Capitale-Nationale	9	1 816 340	1 879 351	103,47
04 Mauricie	8	1 322 540	1 062 841	80,36
05 Estrie	8	987 880	892 092	90,30
06f Ville de Montréal	17	2 660 500	2 921 415	109,81
06a Montréal-banlieu et Laval	14	1 558 100	1 342 936	86,19
07 Outaouais	4	865 600	733 152	84,70
08 Abitibi-Témiscamingue	5	635 440	598 181	94,14
09 Côte-Nord	4	501 940	419 430	83,56
10 Nord-du-Québec	-	---	---	---
11 Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	6	596 020	528 559	88,68
12 Chaudière-Appalaches	11	799 440	744 014	93,07
14 Lanaudière	7	989 740	957 413	96,73
15 Laurentides	7	1 210 440	1 110 168	91,72
16 Montérégie	20	2 417 760	2 256 594	93,33
17 Centre-du-Québec	5	683 380	628 868	92,02
Total	139	19 047 240	17 964 545	94,32

* Données au 14 mars 2002.

b) Nombre d'entreprises participantes

1 877 partenaires ont signé l'engagement de Solidarité jeunesse pour l'ensemble du Québec. Nos partenaires, en plus d'Emploi-Québec et des organismes jeunesse, se retrouvent dans le monde des affaires, dans le réseau de l'éducation, de la santé, dans les PME, les chambres de commerce, les MRC et dans plusieurs entreprises.

Régions	Nombre de partenaires signataires
01 Bas Saint-Laurent	158
02 Saguenay - Lac-Saint-Jean	83
03 Capitale Nationale	117
04 Mauricie	235
05 Estrie	73
06a Ville de Montréal	142
06f Montréal-banlieue et Laval	84
07 Outaouais	21
08 Abitibi-Témiscamingue	72
09 Côte-Nord	65
10 Nord-du-Québec	0
11 Gaspésie-Île-de-la-Madeleine	22
12 Chaudière-Appalaches	55
14 Lanaudière	113
15 Laurentides	96
16 Montérégie	455
17 Centre-du-Québec	86
Grand total	1 877

c) Nombre de participantes et participants; d) Durée moyenne de la participation et e) Nombre de prestataires qui réussissent à retrouver un emploi durable

	Nombre de participants	Durée moyenne de participation (en semaines)	Fin de participation pour obtention d'un emploi
01 Bas-St-Laurent	267	12	114
02 Saguenay-Lac-St-Jean	276	13	112
03 Capitale Nationale	481	11	223
04 Mauricie	356	10	150
05 Estrie	252	9	121
6a Montréal-banlieue et Laval	420	11	175
6f Ville de Montréal	665	11	304
07 Outaouais	235	9	102
08 Abitibi-Témiscamingue	168	11	73
09 Côte-Nord	136	11	49
10 Nord-Du-Québec	0	0	0
11 Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	148	12	69
12 Chaudière-Appalaches	226	11	96
14 Lanaudière	281	12	124
15 Laurentides	341	8	142
16 Montérégie	589	11	254
17 Centre-du-Québec	167	12	70
RÉSEAU	5008	11	2178

SOURCE : Suzanne Émond, 12 avril 2002

VALIDATION : Direction du développement des applications, 12 avril 2002

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 7

Titre

Bilan et résultat du projet Solidarité jeunesse par régions

- a) Budget disponible/budget dépensé
- b) Nombre d'entreprises participantes
- c) Nombre de participantes et participants
- d) Durée moyenne de la participation
- e) Nombre de prestataires qui réussissent à retrouver un emploi durable

L'année 2 de Solidarité jeunesse s'étend du 1^{er} novembre 2001 au 31 octobre 2002.

a) Budget disponible/budget dépensé*

Direction régionale	Budget disponible \$
01 Bas-St-Laurent	996 400
02 Saguenay - Lac-Saint-Jean	1 037 760
03 Capitale-Nationale	1 842 400
04 Mauricie	1 338 560
05 Estrie	951 280
06a Ville de Montréal	2 470 320
06f Montréal-banlieu et Laval	1 552 880
07 Outaouais	879 840
08 Abitibi-Témiscamingue	635 440
09 Côte-Nord	511 360
10 Nord-du-Québec	---
11 Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	567 760
12 Chaudière-Appalaches	853 520
14 Lanaudière	1 022 720
15 Laurentides	1 282 160
16 Montérégie	2 177 040
17 Centre-du-Québec	545 200
Total	17 668 240

* Données au 14 mars 2002.

Note : Comme ces données ne concernent que quatre mois d'opération, nous ne pouvons, pour le moment, répondre adéquatement aux points b, c, d et e.

SOURCE : Suzanne Émond, 12 avril 2002

VALIDATION: Direction du développement des applications, le 12 avril 2002

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 8

Titre

Bilan et résultats du programme "Destination-Emploi" en matière de budget et de participants, par région.

Destination emploi est un cadre d'intervention visant à assurer un soutien aux prestataires d'assistance-emploi dans leurs démarches pour recouvrer leur autonomie et s'insérer en emploi. Destination emploi concerne l'ensemble des prestataires de l'assistance emploi, âgés de moins de 55 ans, sans contraintes, sans revenus de travail supérieurs aux exemptions permises et non déjà engagés dans un Parcours. La clientèle de moins de 25 ans, sans contraintes et sans enfant à charge est plutôt visée par le cadre d'intervention « Obligation de Parcours ». Les personnes présentant des contraintes sévères à l'emploi et des contraintes temporaires à l'emploi sont exclues de ces cadres d'intervention.

Il n'y a pas de budget de fonctionnement ou d'intervention dédié à ces stratégies. Il n'y a donc pas de suivi financier.

Par contre, il y a des suivis d'activités. Le tableau annexé présente le volume de prestataires de l'assistance emploi référés en date du 22 février 2002 ainsi que le volume estimé de participations reliés à ces personnes référées.

Pour l'année financière 2001-2002, toujours en date du 22 février 2002, le nombre de personnes référées dans le cadre de Destination emploi s'élevait à 69 698 et on estime à 72 288 le nombre de participations aux mesures actives à la suite des références de la Sécurité du revenu.

Soulignons que les individus référés à Emploi-Québec par la Sécurité du revenu peuvent cumuler plus d'une participation aux diverses mesures actives offertes par Emploi-Québec.

SOURCE : SOURCE : Direction générale des opérations, 25 mars 2002

VALIDATION:

Emploi-Québec
Destination emploi (allégé)

Région	Personnes référées par la sécurité du revenu	Participations estimées
Abitibi-Témiscamingue	1 591	1650
Bas-St-Laurent	1 892	1962
Capitale-Nationale	5 581	5788
Centre-du-Québec	1 938	2010
Chaudière-Appalaches	2 178	2259
Côte-Nord	880	913
Estrie	2 462	2553
Gaspésie / Les-Îles	1 152	1195
Lanaudière	3 259	3380
Laurentides	3 637	3772
Laval	2 006	2081
Mauricie	3 220	3340
Montréal	9 643	10001
Montréal	24 159	25057
Nord-du-Québec	59	61
Outaouais	2 826	2931
Saguenay / Lac-St-Jean	3 215	3334
Total	69 698	72 288

Document préparé par la Direction du suivi financier et de l'information de gestion, Direction générale des opérations, le 25 mars 2002

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 9

Titre

Concernant le CAMO :

- a) ventilation du budget du CAMO au 31 mars 2002 et comparaison avec l'exercice financier 2000-2001;
- b) bilan des principales activités du CAMO en 2001-2002;
- c) montant reçu du gouvernement fédéral pour ce programme pour les années 2000-2001 et 2001-2002;
- d) liste des subventions accordées par le CAMO.

Cette question sera répondue dans les demandes de renseignements particuliers – volet aide à l'emploi.

SOURCE : BSM

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

10

Titre: Actions posées et crédits dispensés pour donner suite au dépôt de la Politique gouvernementale.

1. Contexte

- La politique de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire, intitulée *L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec*, a été adoptée le 4 juillet 2001 par le Conseil des ministres et lancée officiellement le 5 septembre par la ministre déléguée à la Lutte contre la pauvreté et l'exclusion.
- Le lancement de la politique a été accompagné d'une annonce de crédits supplémentaires de l'ordre de 50 M \$ sur trois ans.
- Le lancement du 5 septembre marque la fin du processus d'élaboration de la politique en cour depuis 1997 et annonce le début de la phase d'implantation de la politique. Cette phase permettra de rendre opérationnelles les différentes modalités de la politique et, à terme, de rendre effectif l'esprit d'harmonisation des pratiques administratives.

2. Les travaux de mise en œuvre de la politique gouvernementale

- Le Comité interministériel de l'action communautaire, sur lequel siégeaient jusqu'ici des représentants d'une dizaine de ministères, a été élargi afin de représenter tous les ministères et organismes gouvernementaux concernés par le soutien financier aux organismes communautaires.
- Les nouveaux membres ont été rencontrés le 12 septembre 2001 afin de leur présenter la politique et, le 19 septembre, le Comité interministériel élargi a été convoqué pour amorcer le processus de mise en œuvre de la politique auquel ils sont conviés. D'autres rencontres se sont tenues les 26 octobre 2001, le 3 décembre 2001, le 21 janvier 2002 de même que le 21 février 2002.
- Des comités de travail comprenant différents membres du Comité interministériel sont actifs depuis plus d'un an. Ils s'emploient à rendre opérationnels les critères d'interprétation de la définition des organismes d'action communautaire autonome et les membres se sont déjà prononcés sur une première version de la définition commune sur la défense collective des droits. Un cadre de financement est en élaboration, des balises de financement seront proposées de même que des modes de reddition de comptes harmonisés.
- Un inventaire de tous les organismes communautaires actuellement soutenus par le gouvernement du Québec, par ministères, sera complété sous peu. Cet important exercice permettra de déterminer avec précision le nombre d'organismes soutenus, les sommes qu'ils reçoivent en appui à leur mission globale ainsi que la catégorie d'organismes à laquelle ils appartiennent, afin de savoir s'ils sont financés par le ministère désigné et pour mieux connaître la hauteur du financement selon les secteurs d'intervention.
- Les travaux de concertation avec le Comité aviseur de l'action communautaire autonome et le SACA ont débuté à la mi-septembre et ils s'inscrivent dans un climat de collaboration positive. Plusieurs rencontres se sont déjà tenues entre des sous-comités du Comité aviseur et l'équipe du Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec (SACA), notamment sur la définition de la défense collective des droits et sur les programmes du SACA. Une rencontre entre le Comité interministériel et le Comité aviseur s'est tenue le 21 janvier 2002 à Montréal.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 11

Titre

Copie des avis transmis au ministre ou au secrétariat par le comité aviseur de l'Action communautaire autonome.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Document joint en annexe.

SOURCE : SACA, mars 2002

VALIDATION: SACA, mars 2002

**COMITÉ AVISEUR
de l'action communautaire autonome**

AVIS PRÉLIMINAIRE

CONCERNANT

**LE DOCUMENT DE TRAVAIL DU 2 MARS 2001
SUR LE PROJET DE POLITIQUE GOUVERNEMENTALE**

**«LE MILIEU COMMUNAUTAIRE : UN ACTEUR ESSENTIEL AU
DÉVELOPPEMENT DU QUÉBEC»**

Document soumis
à
Monsieur Jean Rochon
Ministre d'État au Travail, à l'Emploi et à la Solidarité
sociale
et
Madame Nicole Léger
Ministre déléguée à la Lutte contre la pauvreté et
l'exclusion

2 avril 2000

**Avis préliminaire concernant le document de travail du 2 mars
2001
sur le projet de politique gouvernementale
2 avril 2001**

PRÉAMBULE

Le Comité aviseur de l'action communautaire autonome salue la nomination de Monsieur Jean Rochon, ministre d'État au Travail, à l'Emploi et à la Solidarité sociale, ainsi que celle de Madame Nicole Léger, à titre de ministre déléguée à la Lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Le Comité aviseur a la conviction que les ministres auront à coeur de donner suite rapidement aux travaux entrepris par le Secrétariat à l'action communautaire autonome (SACA) vers l'adoption d'un projet de politique gouvernementale qui assure une véritable reconnaissance et un financement adéquat de l'action communautaire autonome.

Depuis le 5 février dernier, le Comité aviseur a accepté de s'engager dans une ronde intensive de pourparlers avec le SACA et le ministre responsable, dans la perspective de vérifier la possibilité d'obtenir une reconnaissance réelle de l'action communautaire autonome au regard des demandes historiques du mouvement communautaire autonome.

Rappelons que le Comité aviseur a accepté de participer à cette démarche à certaines conditions, dont la suivante, primordiale : **le résultat de la négociation sera soumis en bonne et due forme au mouvement communautaire autonome réuni en rencontre nationale, pour être débattu et évalué par les instances de représentation des organismes d'action communautaire autonome.** Cette rencontre nationale doit avoir lieu en mai prochain.

L'Avis préliminaire qui suit ne constitue donc pas un aval au document de travail soumis par le SACA au Comité aviseur. Il se veut plutôt un instrument de mise en contexte des échanges qui auront lieu avec le ou la ministre responsable du dossier, dans le but de faire le point sur l'état d'avancement du document et de résoudre les écueils majeurs du projet de politique identifiés par le Comité aviseur.

Cet Avis préliminaire devrait être complété par une recommandation globale adressée au gouvernement par le Comité aviseur, faisant suite à la Rencontre nationale du mouvement communautaire autonome qui se tiendra sur la base du contenu de la proposition finale, avec l'aide du financement reçu à cette fin de la part du SACA. Ce premier Avis ne prétend donc aucunement couvrir l'entièreté de la proposition en élaboration, mais présentera plutôt les grandes lignes des observations du Comité aviseur face à cette dernière, en faisant ressortir les principales avancées constatées et les écueils majeurs identifiés.

MISE EN CONTEXTE

Un engagement historique... et ses suites

Rappelons tout d'abord que durant nombre d'années le Parti québécois a réitéré, de programme en programme, son engagement à reconnaître l'action communautaire pour, en 1994, prendre nommément l'engagement d'élaborer une **politique de reconnaissance de l'action communautaire autonome**. Cet engagement, le gouvernement du Parti québécois l'a repris officiellement lors du Sommet économique de 1996, lors des élections de 1998, ainsi que dans le Discours inaugural prononcé par l'ex-Premier Ministre Lucien Bouchard en mars 1999.

Voilà maintenant cinq ans que, pour leur part, les membres du Comité aviseur, en tant que représentantes et représentants du mouvement communautaire autonome, font valoir les préoccupations des organismes et regroupements en regard de l'élaboration de la politique promise. Et cela, sur la base des orientations adoptées par le mouvement, lors des rencontres nationales convoquées en 1996 et en 1998 pour mandater le Comité aviseur et identifier l'ensemble des préoccupations du mouvement à l'égard d'une politique gouvernementale et du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome.

Ces orientations s'articulent principalement autour de trois grands axes, correspondant aux priorités du mouvement face à l'évolution des rapports à l'État et aux situations de précarité vécues par les organismes. Il s'agit de : la reconnaissance de la nature critique de l'action communautaire autonome et de son rôle de transformation sociale, le respect de l'autonomie des organismes et le financement de leur mission globale.

Ces priorités du mouvement s'appuient notamment sur le fait que, ces dernières années, les politiques et pratiques du gouvernement québécois en matière de reconnaissance et de financement ont mis de l'avant une approche utilitaire, notamment en privilégiant le financement par programmes et par projets plutôt que le financement en appui à la mission globale, et cela malgré un discours parfois favorable, en théorie, à l'autonomie des organismes. De plus, au lieu de favoriser la consolidation des organismes existants, les ministères et organismes gouvernementaux ont trop souvent encouragé, sinon suscité, la mise sur pied de nouveaux groupes pour répondre à des impératifs immédiats en lien avec les priorités gouvernementales. Pour des raisons de survie, les organismes se sont vus contraints à

Avis préliminaire du Comité aviseur concernant le document de travail du 2
mars 2001
sur le projet de politique gouvernementale - 2 avril 2001

délaisser leur mission première pour se tourner vers la réalisation de mandats gouvernementaux. Si rien n'est fait pour enrayer cette dérive, la nature même des organismes d'action communautaire autonome va se trouver irrémédiablement compromise de même que l'originalité de leur apport à la santé de la vie démocratique de la société québécoise

Face à ces situations, le Comité aviseur s'est engagé depuis maintenant plus d'un an dans une démarche de négociation avec le ministre responsable. Les réponses reçues du gouvernement sont encore bien incomplètes. Le Comité aviseur doit constater que les documents de travail qui lui ont été soumis depuis les débuts de cette démarche de négociation portent tous sur le milieu communautaire au sens large et que l'action communautaire autonome ne se trouve pas encore adéquatement soutenue et protégée dans le cadre proposé.

La consultation publique menée à l'automne 2000 sous la présidence de Monsieur Gérald Larose a pourtant largement démontré les appuis que se sont mérités les revendications du mouvement communautaire autonome.

APPRÉCIATION DU DOCUMENT DU 2 MARS

Survol des principales avancées

Au regard de la demande historique du mouvement communautaire autonome qui porte sur une politique de reconnaissance et de financement de l'action communautaire autonome, le Comité aviseur constate des avancées dans le document soumis à son attention le 2 mars dernier. En voici un survol.

• Objectifs de la politique

En ce qui a trait aux objectifs poursuivis, on peut lire dans ce texte que le gouvernement entend entre autres «valoriser, soutenir et consolider l'action communautaire autonome et ce qui en constitue l'essence (...)», assurer «le respect de leur autonomie» et de «leur mission, leurs orientations, leurs mode et leurs approches d'intervention ainsi que leurs modes de gestion», de même que «renforcer et développer l'action des organismes d'action communautaire autonome: favoriser leur stabilité et la continuité de leur intervention en assurant un mode de soutien financier qui correspond à leurs caractéristiques (...)». La détermination d'objectifs distincts concernant l'action communautaire autonome apparaît comme un premier pas essentiel si la politique gouvernementale prétend mettre en place un dispositif particulier à ce mouvement de participation sociale.

• Autonomie

Un premier engagement gouvernemental concernant le respect de l'autonomie des organismes communautaires en général donne formellement suite à ces objectifs, dans la perspective de préserver la distance critique nécessaire entre les organismes et l'État. C'est là un engagement qui devrait être pris en compte dans l'entièreté de la politique et constituer une balise pour l'ensemble des ministères et organismes gouvernementaux concernés.

• Définition de l'action communautaire autonome

Dans la définition du champ d'application de la politique, l'on peut lire que le gouvernement «reconnait l'action communautaire qualifiée d'autonome et les caractéristiques qui lui sont propres», de même qu'il «soutient expressément l'action communautaire autonome et les services alternatifs qui en émergent en mettant en œuvre un dispositif de soutien financier respectueux de ses caractéristiques». La définition de l'action communautaire autonome citée en appui à cette affirmation

apparaît assez juste : elle inclut notamment les notions de mouvement et de transformation sociale, d'approches citoyennes et l'initiative des gens de la communauté.

• **Maintien des acquis**

Des pas en avant ont également été faits en ce qui concerne le maintien des acquis des organismes touchés par la politique, tant sur le plan de la reconnaissance que du financement, qu'ils soient ou non transférés de ministères ou d'organismes gouvernementaux dans le cadre de la mise en œuvre de la politique. Il reste maintenant à inscrire ces pas en avant dans des engagements formels.

• **Caractère transversal**

Il en est de même du caractère transversal de la politique et de l'établissement de balises nationales devant s'appliquer dans chacun des ministères et organismes gouvernementaux, et cela à tous les paliers. Les intentions en sont affirmées à quelques endroits : il reste à les officialiser et à rendre partout le texte cohérent à cet égard.

• **Mode de financement dédié à l'action communautaire autonome**

Une autre avancée est à souligner du côté du mode de financement qui serait dédié spécifiquement à l'action communautaire autonome, soit le financement en appui à la mission globale. Il s'agit là d'une base importante de reconnaissance de la globalité de l'approche d'intervention des groupes et de la nécessité de soutenir cette approche par un mode adéquat. Cependant, l'engagement gouvernemental à cet égard est encore trop timide : il n'est pas affirmé de façon explicite que chaque ministère devra privilégier ce mode de financement et lui donner un caractère prépondérant au regard des autres modes.

On peut déduire de tout cela que si la reconnaissance de l'action communautaire autonome a progressé dans la proposition de politique, il reste encore des pas à franchir pour qu'elle traverse l'ensemble de la politique et que ses bases soient vraiment solides. Mais surtout il reste à incarner cette reconnaissance dans des engagements beaucoup plus consistants et à lui assurer une protection sans faille face aux tentations d'arrimages des organismes aux priorités de l'État.

C'est en effet là que le bât blesse encore.

Des écueils majeurs qui perdurent

Il nous faut ici rappeler que le mouvement communautaire autonome porte une revendication historique visant l'adoption d'une politique gouvernementale de reconnaissance et de financement de l'action communautaire autonome. Cette revendication vise globalement la reconnaissance des caractéristiques de l'action communautaire autonome, en tant que principe directeur devant traverser et inspirer la politique, de même que l'octroi aux organismes d'un financement public adéquat en appui à leur mission globale à partir d'enveloppes budgétaires dédiées à l'action communautaire autonome par tous les ministères concernés. Ces axes de revendication, ici très résumés, constituent les bases des attentes face au projet de politique.

• **Traitement spécifique de l'action communautaire autonome**

Des écueils majeurs perdurent à l'intérieur du projet en chantier, qui renvoient à la décision prise par les ministres responsables du dossier à l'effet d'inscrire la reconnaissance et le financement de l'action communautaire autonome dans un ensemble plus large, tour à tour appelé le tiers secteur, l'action communautaire ou le milieu communautaire. Outre les organismes d'action communautaire autonome, qui se sont reconnus et définis à partir d'une même appellation au cours des années, le champ d'application de la politique recouvre tout à la fois des groupes sociaux de divers types, mal identifiés, tout comme des organismes intervenant auprès des populations vulnérables à partir des mandats reçus de l'État et en complémentarité étroite avec le réseau public. Ce faisant, le gouvernement se trouve à situer l'action communautaire autonome, bon gré, mal gré, dans le contexte de la réorganisation de l'intervention de l'État.

• **Arrimage aux priorités de l'État.**

L'élargissement du champ d'application pose donc un problème supplémentaire à la politique : comment reconnaître et soutenir l'action communautaire autonome dans le respect de sa nature et de son autonomie, tout en l'associant dans une même politique aux services complémentaires ? Nous réitérons la totale opposition du mouvement communautaire autonome à tout assujettissement aux priorités de l'État des organismes et des regroupements qui luttent contre les injustices sociales. Nous croyons que le projet actuel comporte encore des failles à ce chapitre. Le texte du 2 mars réfère en effet à la mise en œuvre d'autres politiques, telles celles du développement local ou encore de la Recherche-Innovation. Il inscrit en outre les priorités nationales en matière de développement social à l'intérieur des paramètres de soutien financier qui s'appliqueront à tous les organismes. Or ces priorités nationales reposent sur des choix d'investissements autres que ceux prévus par la politique, notamment le soutien gouvernemental au développement de l'économie sociale, un champ d'intervention qui relève pourtant d'un autre cadre de reconnaissance et qui se trouve exclu *a priori* du champ d'application. Il nous apparaît essentiel que l'action communautaire autonome soit traitée à part de ces autres choix gouvernementaux.

• **Régionalisation du financement en appui à la mission**

De plus, certains passages indiquent que le financement en appui à la mission des groupes pourrait être soumis aux priorités d'octroi régionales et locales déterminées en lien avec le milieu. Dans le mémoire présenté à la consultation publique présidée par Gerald Larose, le Comité aviseur a bien fait valoir son opposition à la poursuite de la régionalisation ou localisation du financement de base des organismes d'action communautaire autonome par d'autres ministères ou organismes gouvernementaux que celui de la Santé et des Services sociaux. Cette position s'appuie entre autres sur le constat de l'absence de structures décentralisées détenant une expertise reconnue en la matière et sur l'analyse que le financement du fonctionnement des organismes d'action communautaire autonome ne saurait être considéré sur le même pied que le financement des services complémentaires ou les projets de développement. Le Comité aviseur maintient cette position et attend du gouvernement un engagement explicite à l'effet que le financement en appui à la mission globale ne sera pas décentralisé dans d'autres ministères que le MSSS.

• **Absence de vraies balises nationales**

Ceci nous ramène à la nécessité de balises nationales très fermes assurant que les orientations gouvernementales de la future politique seront appliquées à tous les paliers du gouvernement, tant sur le plan de la reconnaissance et du respect des caractéristiques de l'action communautaire autonome que sur le plan du financement des organismes et du maintien des acquis. Les références faites à ces balises dans le texte gouvernemental ne nous convainquent pas que l'action communautaire autonome sera suffisamment protégée et que son financement sera accru de façon significative dans le respect de la mission des groupes.

• **Caractère non prépondérant du financement de la mission**

Ainsi, même si le document du 2 mars prévoit que «le financement en appui à la mission globale des organismes communautaires autonomes constituera une portion prépondérante du financement global octroyé par le gouvernement au milieu communautaire», il ne prévoit pas que ce caractère prépondérant sera effectif dans tous les ministères et organismes gouvernementaux concernés. En l'absence d'un tel engagement, rien n'assure que le financement de l'action communautaire autonome sera favorisé par les ministères qui n'ont pas fait le choix du financement de base. Nous attendons du gouvernement un engagement explicite à cet égard et un réel renversement de la tendance gouvernementale actuelle au financement par projets et par programmes. De plus, dans le cadre des discussions qui ont eu cours avec le SACA et le cabinet du ministre responsable, nous n'avons pas obtenu de réponse claire concernant ce que l'on entend dans la politique par financement prépondérant : cela devra être précisé.

• **Absence d'engagements financiers**

Pour être significatif, un tel renversement de tendance devrait être accompagné d'engagements financiers fermes envers l'action communautaire autonome. Ce n'est pas le cas. Le document gouvernemental est très elliptique sur le sujet. Il en est brièvement question dans le chapitre consacré à la mise en oeuvre, sans que cela soit associé à des objectifs engageants de rattrapage en ce qui a trait aux situations de précarité et de pauvreté vécues par les organismes et regroupements. Les conditions difficiles d'intervention de ces groupes ont été largement documentées lors de la consultation publique. Il est temps que le gouvernement s'engage à soutenir adéquatement l'action communautaire autonome dans le respect de la mission des

organismes et regroupements mais aussi des personnes qui y sont impliquées.

• **Absence de priorité à la défense collective des droits**

Dans le même esprit, il est capital que le Fonds d'aide à l'action communautaire autonome mis sur pied par le gouvernement du Québec en 1995 demeure exclusivement dédié à l'action communautaire autonome et que la priorité du Fonds consiste en la reconnaissance et le financement des organismes et regroupements de défense collective des droits. Des ambiguïtés persistent à cet égard dans le document du 2 mars. Cette question constitue une grande préoccupation du mouvement communautaire autonome et cela depuis les débuts des représentations du Comité aviseur dans le dossier de la politique gouvernementale. Il s'agit là de la catégorie d'organismes dont la marge d'autonomie face à l'État doit être assurée avec le maximum de garanties, compte tenu de l'importance de leur rôle critique et de représentation des plus démunis face aux politiques gouvernementales.

NOTRE RECOMMANDATION : UN DISPOSITIF COMPLET DE PROTECTION POUR L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

En conséquence, le Comité aviseur considère que la politique gouvernementale doit prévoir un dispositif complet de protection de l'action communautaire autonome face à toutes les dimensions abordées par la politique, incluant le champ d'application, les objectifs visés, les critères de reconnaissance, les paramètres et le mode de financement, les balises nationales, l'évaluation et la reddition de comptes, etc. C'est là, à notre avis, la condition à mettre en oeuvre pour sauvegarder ce vaste champ de participation et de transformation sociale face à la réorganisation en cours des modes d'intervention de l'État et des politiques de financement.

Avis préliminaire du Comité aviseur concernant le document de travail du 2
mars 2001
sur le projet de politique gouvernementale - 2 avril 2001

CONCLUSION

Le Comité aviseur a bon espoir que les échanges encore à venir avec le SACA et les ministres responsables apporteront des réponses tangibles aux aspirations légitimes du mouvement à une véritable reconnaissance et à un financement adéquat de la mission des organismes et regroupements d'action communautaire autonome.

Nous tenons en conclusion à réaffirmer le rôle essentiel joué par la Rencontre nationale du mouvement communautaire autonome dans le processus en cours. Cette instance, qui réunit les représentantes et représentants de quelque 150 regroupements d'organismes de niveau national, régional et local, constitue l'instance d'orientation du Comité aviseur au regard du mandat reçu du mouvement.

Rappelons que le Comité aviseur a pris l'engagement ferme de soumettre au mouvement le résultat des travaux menés sur le dossier de la politique gouvernementale. Lors de cette rencontre qui doit avoir lieu en mai prochain, le mouvement communautaire autonome sera appelé à se prononcer sur le projet de politique gouvernementale proposé et à décider de la réponse à y donner.

Le Comité aviseur est convaincu qu'il peut compter sur le respect de cette instance de la part des ministres responsables du dossier.

Soulignons en terminant que le mouvement communautaire autonome attend avec beaucoup d'espoir qu'un signal clair lui soit envoyé dans les crédits du gouvernement du Québec qui vienne attester le sérieux des engagements à son égard.

COMITÉ AVISEUR
de l'action communautaire autonome

AVIS

CONCERNANT

LE DOCUMENT DE TRAVAIL DU 12 AVRIL 2001
SUR LE PROJET DE POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

««L'action communautaire : une contribution
essentielle
à l'exercice de la citoyenneté
et au développement social du Québec»»

Document soumis
à
Monsieur Jean Rochon
Ministre d'État au Travail, à l'Emploi et à la Solidarité
sociale
et
Madame Nicole Léger
Ministre déléguée à la Lutte contre la pauvreté et
l'exclusion

5 juin 2001

Avis préliminaire du Comité aviseur concernant le document de travail du
2 mars 2001
sur le projet de politique gouvernementale - 2 avril 2001

**Avis concernant le document de travail du 12 avril 2001
sur le projet de politique gouvernementale
«L'action communautaire : une contribution essentielle à
l'exercice de la citoyenneté
et au développement social du Québec»**

INTRODUCTION : POSITION ADOPTÉE

Par la présente, le Comité aviseur de l'action communautaire autonome désire faire connaître officiellement au ministre d'État au Travail, à l'Emploi et à la Solidarité sociale ainsi qu'à la ministre déléguée à la Lutte contre la pauvreté et l'exclusion la réponse du mouvement communautaire autonome au document de travail du 12 avril 2001 sur le projet de politique gouvernementale intitulé «L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec».

Rappelons que quelque 150 représentantes et représentants des regroupements d'organismes d'action communautaire autonome se sont réunis les 30 et 31 mai derniers dans le cadre de la Rencontre nationale convoquée par le Comité aviseur. Les personnes déléguées ont, par une très forte majorité, mandaté le Comité aviseur pour exprimer un avis favorable au projet de politique en date du 12 avril, en exprimant trois (3) conditions à cet appui. Voici la position adoptée :

Considérant que la proposition de politique gouvernementale du 12 avril 2001 reconnaît :

- la spécificité de l'action communautaire autonome dans son rôle de transformation sociale;
- la nécessité d'un financement de base en reconnaissance à la mission globale;
- que la question de l'évaluation doit être négociée avec le Comité aviseur de l'action communautaire autonome;
- que le gouvernement s'engage à ne pas imposer le soutien financier indirect aux regroupements;

Considérant que la politique gouvernementale n'est qu'une étape dans le processus de reconnaissance des organismes d'action communautaire autonome;

Considérant toutefois :

- que nous n'avons aucune garantie que le financement gouvernemental serve prioritairement à soutenir la mission globale des organismes d'action communautaire autonome;

Avis concernant le document de travail du 12 avril 2001
sur le projet de politique gouvernementale
«L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté
et au développement social du Québec»

- que nous n'avons pas toutes les garanties à l'effet que ce soutien financier soit instauré dans chacun des ministères et des organismes gouvernementaux concernés;
- qu'il n'y a pas de garantie à l'effet qu'il y aura une évaluation continue de cette politique et de ses impacts sur les organismes;
- que le Comité aviseur n'a pas le rôle prépondérant qu'il devrait avoir;

IL EST RÉSOLU

« Que la troisième Rencontre nationale du mouvement communautaire autonome émette un avis favorable à la proposition de politique gouvernementale du 12 avril 2001 à la condition que le gouvernement :

- a) reconnaisse le Comité aviseur de l'action communautaire autonome comme l'interlocuteur du mouvement communautaire autonome;
- b) s'engage dans un processus de négociation continue avec ce dernier dans la bonification et l'application de la politique; et
- c) mette en place un mécanisme d'évaluation de la politique aux trois (3) ans. »

En appui à cette position, les délégués de la Rencontre nationale ont réclamé unanimement que l'adoption de la politique soit accompagnée de l'injection de crédits additionnels significatifs au soutien de l'action communautaire autonome pour l'année budgétaire 2001-2002.

Précisons que la Rencontre nationale a réaffirmé avec tout autant d'unanimité le mandat du Comité aviseur comme représentant et porte-parole des organismes d'action communautaire autonome du Québec en regard des pratiques et politiques gouvernementales de reconnaissance et de financement de l'action communautaire autonome (aca). Cela concerne notamment les démarches devant conduire à l'obtention d'une politique gouvernementale de reconnaissance et de financement et, le cas échéant, la mise en œuvre de la politique, incluant la négociation de programmes de reconnaissance et de financement de la mission globale des organismes et regroupements d'aca dans chacun des ministères et organismes gouvernementaux concernés.

Les personnes déléguées ont également résolu d'exiger du gouvernement du Québec qu'il reconnaisse explicitement, dans la

Avis concernant le document de travail du 12 avril 2001
sur le projet de politique gouvernementale
«L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté
et au développement social du Québec»

politique gouvernementale, la représentativité du Comité aviseur comme représentant du mouvement communautaire autonome et qu'il lui reconnaisse un rôle conseil majeur dans la mise en oeuvre de cette politique, notamment en regard des balises nationales, des modalités d'application de celles-ci de même que dans la définition des divers programmes de soutien à la mission globale des organismes et regroupements d'aca.

PRÉSENTATION DES TROIS CONDITIONS

La Rencontre nationale, qui est l'instance fournissant au Comité aviseur ses grandes orientations, est aussi celle qui mandate les représentants du mouvement au nom des quelque 4000 groupes d'action communautaire autonome (aca). Les conditions posées par le mouvement communautaire autonome à son appui au projet de politique témoignent des avancées importantes constatées dans le texte du 12 avril, tout en faisant état des insatisfactions qui demeurent face à plusieurs aspects. Les avancées ont été jugées assez significatives pour que le mouvement se déclare favorable au projet de politique, à trois conditions, mettant l'accent sur le processus et le fonctionnement à adopter pour arriver à une politique respectueuse de l'autonomie et de la spécificité des groupes d'aca et enfin parvenir à une amélioration sensible de leur situation.

Pour ce qui est de la **première condition**, la Rencontre nationale entend s'assurer que la politique gouvernementale dans son ensemble prenne en compte le rôle conseil du Comité aviseur et l'affirme clairement, de même que le Plan de mise en œuvre. Le mouvement désire aussi s'assurer que le gouvernement n'effectuera aucune ingérence dans le fonctionnement du Comité aviseur, ceci excluant toute forme de pression visant à faire modifier sa composition. Le Comité aviseur a reçu le mandat de représenter tous les secteurs du mouvement communautaire autonome et il entend s'acquitter de ce mandat en toute autonomie, sous le contrôle de ses membres, selon le fonctionnement démocratique mis en place à partir du processus d'adhésion adopté.

Concernant la **deuxième condition**, c'est sur la base des expériences passées que le mouvement a formulé l'exigence que soit mis en place un processus de négociation continue entre le Comité aviseur et les représentants gouvernementaux dans la bonification et l'application de la politique. Nous parlons ici d'un processus d'échange et de dialogue permettant que des améliorations soient apportées à la politique, et ce au fur et à

Avis concernant le document de travail du 12 avril 2001
sur le projet de politique gouvernementale
«L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté
et au développement social du Québec»

mesure que des problèmes seront identifiés, tout en faisant profiter de l'expertise du Comité aviseur les ministres, le SACA et les autres intervenants dans le dossier. L'expérience vécue lors des négociations menées depuis les débuts des représentations effectuées par le Comité aviseur, tout particulièrement lors des rencontres tenues en février et mars derniers avec le SACA et le cabinet du ministre de la Solidarité sociale, est là pour en témoigner. Le mouvement désire que le Comité aviseur joue un rôle actif de chien de garde face aux orientations gouvernementales. Pour ce faire, des rapports étroits, entretenus sur une base continue, sont vus comme indispensables.

Comme **troisième condition**, le mouvement revendique que soit mis en place un mécanisme d'évaluation de la politique aux trois (3) ans. Il apparaît essentiel que les principes et modalités d'application de la politique soient régulièrement soumis à un jugement critique éclairé, tant du côté gouvernemental que du côté du mouvement communautaire autonome. Cela avec l'objectif que soient apportés tous les trois ans des correctifs formels aux problèmes qui n'auront pu être résolus par le processus de négociation continue. Cela viserait tout autant les mécanismes mis en place que les programmes instaurés dans les différents ministères et organismes gouvernementaux concernés.

AMÉLIORATIONS SOUHAITÉES

Le mouvement constate cependant que des problèmes perdurent dans le projet du 12 avril, tels qu'identifiés par le Comité aviseur. Nous demandons que soient apportées au projet de politique d'ultimes améliorations, sans que cela ait pour effet de retarder l'adoption par le Conseil des Ministres prévue d'ici l'été. Ces améliorations permettraient de rallier l'ensemble du mouvement à une participation active à la mise en œuvre de la politique et d'éviter certains glissements prévisibles dans l'interprétation du texte de celle-ci.

Il demeure en effet des contradictions dans le texte du 12 avril, déjà soulignées, que nous rappellerons ici tout en réitérant les demandes du Comité aviseur.

Ainsi, tout en affirmant à plusieurs endroits la volonté du gouvernement de reconnaître et préserver la spécificité de l'action communautaire autonome, notamment par la mise en œuvre d'un dispositif particulier de financement, le texte du projet de

Avis concernant le document de travail du 12 avril 2001
sur le projet de politique gouvernementale
«L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté
et au développement social du Québec»

politique soumet pourtant le financement de la mission globale des groupes d'aca aux priorités nationales en matière de développement social. Cela apparaît contraire aux objectifs visés. Il est capital que le texte de la politique soit corrigé, de telle sorte que le financement de l'aca devienne une priorité gouvernementale et qu'il ne soit pas obligatoirement soumis aux priorités sectorielles ou aux priorités locales et régionales, notamment pour ce qui est du cadre de référence en développement social.

Il nous apparaît que le projet de politique devrait clarifier le fait que les crédits supplémentaires destinés à l'ensemble de l'action communautaire seront majoritairement appliqués au soutien financier de la mission globale des organismes et regroupements de l'aca. Cela est différent de l'engagement gouvernemental à «consacrer au dispositif de soutien financier à l'aca la majorité des crédits supplémentaires qu'il dégagera pour la présente politique». Il nous semble que le fait pour le gouvernement d'allouer aux groupes communautaires de nouveaux crédits sous forme d'ententes de services sans les associer à la politique de reconnaissance permettrait de passer à côté de cet engagement. Le texte de la politique devrait être rectifié.

Par ailleurs, le projet du 12 avril pose comme prémisse du soutien financier que «la participation au financement de la mission globale des organismes d'aca est un élément clé de la politique», précisant qu'il s'agit d'un «enjeu majeur pour l'autonomie et la stabilité des groupes». Or on doit constater l'absence d'engagements financiers fermes envers l'aca, tant dans le texte même du projet de politique que dans les crédits adoptés par le gouvernement en mars dernier. Le mouvement réclame pour les organismes et regroupements de l'aca un niveau de soutien financier permettant d'assurer une base correcte de fonctionnement eu égard à leur mission sans devoir recourir aux ententes de services.

Le financement des regroupements soulève encore des inquiétudes. En effet, le projet du 12 avril émet l'hypothèse que certains regroupements sectoriels pourraient voir une part de leur financement octroyé par l'entremise des cotisations de leurs membres qui seraient soutenus pour ce faire. Il est à craindre que l'on ouvre ainsi une brèche dans le principe du financement en appui à la mission globale. Le mouvement demande que le dispositif de soutien à la mission globale des regroupements sectoriels de l'aca écarte l'approche de soutien indirect à ces

Avis concernant le document de travail du 12 avril 2001
sur le projet de politique gouvernementale
«L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté
et au développement social du Québec»

regroupements (transit par l'appui à la cotisation des organismes membres);

Enfin, les rôles et pouvoirs des membres au sein des organisations semblent bien peu pris en compte par le projet de politique dans les sections concernant la reddition de compte et l'évaluation. Les groupes d'aca ont leur propre fonctionnement, reposant sur des valeurs de démocratie, que la politique devrait se faire fort de respecter. S'appuyant sur le fait que le gouvernement s'engagerait formellement à respecter l'autonomie de gestion des organismes, le mouvement réclame que la reddition de comptes des organismes d'aca se limite au rapport d'activités et au rapport financier et que l'évaluation soit faite en fonction de la mission et du plan d'action décidés en assemblée générale par les membres et selon une méthode choisie par les organismes.

Nous attendons du gouvernement du Québec qu'il continue de faire montre d'ouverture et qu'il s'attache à apporter promptement des correctifs aux lacunes identifiées.

EN CONCLUSION

Rappelons que le Comité aviseur a accepté de participer à la dernière phase des travaux d'élaboration de la politique gouvernementale dans la mesure où le résultat de la négociation pourrait être soumis en bonne et due forme au mouvement communautaire autonome réuni en Rencontre nationale, pour être débattu et évalué par les instances de représentation des organismes d'action communautaire autonome. Cette Rencontre nationale a eu lieu les 29 et 30 mai derniers.

Nous remercions le ministre de la Solidarité sociale et la ministre déléguée à la Lutte contre la pauvreté et l'exclusion d'avoir fait montre de respect envers la démarche de consultation du mouvement entreprise par le Comité aviseur. Nous osons espérer que cela soit une indication de la qualité du processus qui sera mis en place en appui à la mise en œuvre et à l'application de la politique gouvernementale.

En terminant, ayant répondu avec diligence au vœu exprimé par la ministre déléguée de recevoir un avis donnant suite à la Rencontre nationale tenue à la fin mai, le Comité aviseur se fait le porte-parole du mouvement communautaire autonome pour exprimer à son tour une attente : **que soit communiquée officiellement au Comité aviseur, dans les meilleurs délais, la réponse**

Avis concernant le document de travail du 12 avril 2001
sur le projet de politique gouvernementale
«L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté
et au développement social du Québec»

ministérielle aux trois conditions posées à l'avis favorable
exprimé face au projet de politique.

COMITE AVISEUR
de l'action communautaire autonome

**COMMENTAIRES
PRÉLIMINAIRES**

CONCERNANT

**LE PLAN DE TRAVAIL CONJOINT
SOUMIS PAR LE SACA
AU COMITÉ AVISEUR**

**POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE
SUR L'ACTION COMMUNAUTAIRE**

Document soumis à
Madame Nicole Léger
ministre déléguée à la Lutte contre la pauvreté et l'exclusion

10 janvier 2002

**COMMENTAIRES PRÉLIMINAIRES
SUR LE PLAN DE TRAVAIL CONJOINT
SOU MIS PAR LE SACA AU COMITÉ AVISEUR
10 janvier 2002**

INTRODUCTION

La présente vise à faire part des commentaires préliminaires du Comité aviseur face au Plan de travail conjoint soumis par le SACA au Comité aviseur pour la mise en œuvre de la politique gouvernementale «L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec ». D'autres commentaires pourraient être émis dans un deuxième temps, selon l'évolution des travaux, à la suite de la tenue des premiers échanges sur les différents thèmes identifiés.

Il est à noter que le Comité aviseur a bien reçu la version révisée du Plan de mise en œuvre et que celle-ci lui apparaît conforme à la politique adoptée.

REACTIONS AUX PRINCIPAUX ELEMENTS DU PLAN DE TRAVAIL

Concernant le rôle dévolu au Comité aviseur

Soulignons tout d'abord que le rôle proposé au Comité aviseur apparaît en conformité avec ce que prévoit la politique.

Concernant l'implantation de la politique

- *Calendrier des sessions de travail avec le SACA*

Le calendrier des rencontres sera à établir en regard de l'appréciation du travail à réaliser, des priorités déterminées et de l'échéancier de mise en œuvre. Il apparaît clair que ce calendrier, de même que les diverses étapes envisagées, devra s'adapter au rythme d'avancement des travaux.

LE COMITE AVISEUR RECOMMANDE :

1. Qu'une première rencontre sur le cadre d'ensemble des échanges ait lieu avec le SACA dès janvier, permettant de préciser les échéances, les priorités et les étapes à franchir ;

- *Mise sur pied d'une Table de concertation*

Dans le Plan de travail soumis par le SACA, l'on parle de représentants de l'ensemble des secteurs du milieu communautaire dont un représentant du Comité aviseur. Lors de la rencontre du 13 novembre tenue avec la ministre déléguée, il a été mentionné la présence possible de bailleurs de fonds. À une autre occasion, on a émis l'hypothèse d'y inviter des chercheurs.

CONSTAT :

Les membres du Comité aviseur font observer que l'objectif de cette Table n'est pas clair. S'agit-il d'une table de concertation avec les acteurs communautaires visés par la politique ? Ou s'agit-il d'un lieu de sensibilisation des autres acteurs de la société civile à l'importance du développement de l'action communautaire ?

**COMMENTAIRES PRÉLIMINAIRES SUR LE PLAN DE TRAVAIL CONJOINT
SOU MIS PAR LE SACA AU COMITÉ AVISEUR**

10 janvier 2002

Par le passé, le Comité aviseur s'est déjà fermement opposé à l'inclusion dans le projet de politique gouvernementale d'une instance de concertation des bailleurs de fonds. Rappelons que cette position s'appuyait sur le fait que, de l'avis du Comité aviseur, une politique gouvernementale de reconnaissance ne devrait pas reposer sur la bonne volonté des bailleurs de fonds privés. Elle doit bien plutôt affirmer la volonté politique du gouvernement du Québec de reconnaître et soutenir enfin adéquatement les groupes qui travaillent avec les populations les plus vulnérables. Et éviter de contribuer à une diminution des sources de financement des organismes par l'entremise d'un plus grand arrimage des bailleurs de fonds et de leurs créneaux de contributions financières.

Le Comité aviseur n'a pas encore statué sur sa participation à la Table de concertation prévue par la Politique gouvernementale. Il entend connaître d'abord les objectifs, la composition et le mandat de cette Table.

LE COMITE AVISEUR RECOMMANDE :

2. Que les objectifs, la composition et le mandat de la Table de concertation soient déterminés dans les meilleurs délais et que ces informations soient soumises aux représentantes et représentants invités afin qu'ils soient en mesure de statuer sur leur participation ;

Concernant les comités conjoints proposés

Trois (3) comités conjoints sont proposés par le Plan de travail: un Comité en lien avec le mode de soutien financier de l'a.c.a., un Comité sur l'évaluation des résultats, un Comité sur le Fonds d'aide à l'action communautaire autonome. Nous traiterons ici de ces trois comités, de leurs objets de travail et des échéances proposées.

Mais avant cela, le Comité aviseur s'étonne que le Plan de travail proposé ne fasse pas état des travaux du comité sur le bénévolat mis en place par le SACA. Le Comité aviseur réitère sa demande d'être consulté par ce comité face aux travaux concernant la révision de la Loi sur les numéros de charité et l'Accord fédéral.

LE COMITE AVISEUR RECOMMANDE :

3. Que le SACA voie à consulter le Comité aviseur dans le cadre de son comité sur le bénévolat face aux travaux concernant la révision de la Loi sur les numéros de charité et l'Accord fédéral ;

• Comité en lien avec le mode de soutien financier de l'ACA

Trois avis seraient demandés au Comité aviseur dans le cadre de ce comité, étant spécifié que des échanges préalables auraient lieu avec le SACA sur les questions soumises à l'examen du Comité aviseur. Ce comité est celui qui présente le caractère le plus transversal face à la mise en œuvre, étant donné qu'il devrait viser l'ensemble des balises s'adressant à l'a.c.a. découlant de la politique gouvernementale. Cette approche nous apparaît fonctionnelle.

**COMMENTAIRES PRÉLIMINAIRES SUR LE PLAN DE TRAVAIL CONJOINT
SOU MIS PAR LE SACA AU COMITÉ AVISEUR**

10 janvier 2002

Un **premier avis**, requis pour février, serait attendu en réponse au document de travail qui serait soumis par le SACA concernant:

- les critères de définition de l'a.c.a.
- la définition de la défense collective des droits

CONSTAT:

Si l'on considère l'évolution actuelle des travaux, le Comité aviseur pourrait être prêt à remettre cet avis dans les délais proposés après avoir consulté les secteurs.

Un **2e avis**, requis pour avril, serait attendu en réponse à un document de travail du SACA concernant les balises nationales de financement.

CONSTAT :

La date de remise de cet avis sera à évaluer à la suite des échanges qui auront eu lieu sur les différentes définitions ainsi qu'à partir des travaux réalisés concernant les balises de financement.

Un **3e avis**, requis pour mai, serait attendu en réponse à un document de travail du SACA concernant les procédures administratives, incluant la reddition de comptes.

CONSTAT :

Sur cette question, le Comité aviseur aura à déterminer s'il choisit de traiter exclusivement de la reddition de comptes ou s'il décide de traiter de l'ensemble des sujets mentionnés dans le plan de travail, sur la base du document soumis par le SACA. La date de remise de cet avis sera à évaluer à la suite des autres échanges qui auront eu lieu.

LE COMITE AVISEUR RECOMMANDE :

4. Que le calendrier de travail du comité en lien avec le mode de soutien financier de l'a.c.a. prenne en compte le besoin de consultation par le Comité aviseur des instances des secteurs pour tout avis à soumettre à la ministre à l'hiver ou au printemps 2002 ;
5. Que ce calendrier prenne en compte, tout particulièrement, la consultation essentielle des groupes de base pour tout enjeu nécessitant une concertation plus large ;

• **Comité sur l'évaluation des résultats**

Les travaux sur cette question ne nous semblent pas présenter pas le même caractère d'urgence. Dans le plan de travail proposé, les rencontres avec le SACA et les chercheurs ne commencent d'ailleurs pas avant avril 2002. À noter que la démarche proposée viserait à outiller les groupes communautaires, mais seulement face à l'approche de l'évaluation par résultats.

**COMMENTAIRES PRÉLIMINAIRES SUR LE PLAN DE TRAVAIL CONJOINT
SOU MIS PAR LE SACA AU COMITÉ AVISEUR
10 janvier 2002**

CONSTAT :

La politique adoptée prend en compte plus largement les autres approches existantes. Le Comité aviseur n'a pas fait le choix de privilégier l'évaluation par résultats. Plusieurs secteurs ont expérimenté d'autres approches jugées intéressantes au regard des pratiques de l'action communautaire autonome.

LE COMITE AVISEUR RECOMMANDE :

6. Que le titre et le mandat du comité soit élargi à l'ensemble des modes d'évaluation ;
7. Que, dans le mandat de ce comité, il soit clairement établi que l'évaluation sera mise de l'avant comme une démarche volontaire et non imposée ;

• **Comité sur le Fonds d'aide à l'action communautaire autonome**

Un avis serait requis du Comité aviseur pour février 2002 portant sur les *programmes du Fonds*, sur la base de la proposition qui aurait été élaborée en collaboration avec le Comité aviseur et le comité interministériel.

L'identification des *impacts des transferts* devrait se faire en janvier : nombre, modalités, échéancier.

Des échanges auraient lieu à compter de décembre entre le SACA et le Comité aviseur concernant le *processus de traitement des plaintes* qui serait mis en place pour les groupes financés par le Fonds d'aide. Un avis serait aussi requis du Comité aviseur sur cette question pour février.

CONSTAT :

Déjà deux premières rencontres d'information ont eu lieu avant les Fêtes entre le SACA et le comité de travail du Comité aviseur sur la défense collective des droits. De nouvelles rencontres sont prévues en janvier sur la base des premiers documents de travail déposés par le SACA concernant les programmes du Fonds d'aide.

Le Comité aviseur a mis en place trois comités internes qui constitueront les interlocuteurs du SACA pour l'ensemble des programmes du Fonds. Il s'agit du comité sur la défense collective des droits, du comité sur les groupes et regroupements sans port d'attache et du comité sur le Fonds d'aide, ce dernier étant plus particulièrement chargé de se préoccuper de l'alimentation en financement du Fonds d'aide et des différents programmes du SACA.

L'ensemble des travaux du comité proposé présente un caractère névralgique. En effet, élaborés en parallèle des balises nationales transversales non encore établies, les programmes du Fonds serviront en quelque sorte de terrain d'expérimentation pour les différents aspects abordés par la politique en matière de reconnaissance et de financement de l'a.c.a. Il faut donc s'assurer que ces programmes seront obligatoirement soumis après coup aux balises nationales établies et qu'ils seront revus à la hausse.

**COMMENTAIRES PRÉLIMINAIRES SUR LE PLAN DE TRAVAIL CONJOINT
SOU MIS PAR LE SACA AU COMITÉ AVISEUR**

10 janvier 2002

LE COMITE AVISEUR RECOMMANDE :

8. Que les travaux d'élaboration des programmes du Fonds d'aide aient lieu dans les meilleurs délais en tenant compte des autres travaux à réaliser ;
9. Que les travaux conjoints prennent en compte le besoin de consulter les secteurs concernés sur les programmes du Fonds d'aide, sur la base des documents élaborés en collaboration avec le Comité aviseur ;
10. Que la ministre déléguée s'engage à ce que les programmes du Fonds ainsi élaborés soient par la suite revus à la hausse, en fonction des balises nationales transversales prévues par la politique qui auront été élaborées avec la collaboration du Comité aviseur, tant sur le plan des conditions de financement que de tout autre sujet d'intérêt;

Concernant le mandat du comité d'évaluation de l'implantation

Le Plan de travail proposé par le SACA prévoit un processus d'évaluation associant les points de vue gouvernemental et communautaire, s'étalant sur plus d'un an.

CONSTAT :

Le Comité aviseur ne considère pas pertinent à cette étape de se prononcer sur le processus d'évaluation de la politique tel que proposé. Nous y reviendrons.

CONCLUSION

La proposition de Plan de travail du SACA ne semble pas poser problème, a priori, par ses éléments de contenu. Elle respecte les termes de la politique.

Cependant le plan proposé comprend des échéances de remises d'avis du Comité aviseur sur les programmes du Fonds d'aide en parallèle de l'élaboration des balises nationales. Cette planification pourrait laisser croire que l'on envisage de soustraire le Fonds d'aide aux orientations adoptées. On nous assure, tant du côté de la ministre déléguée que du SACA, qu'il n'en est rien. Le Comité aviseur en prend acte.

Le Plan de travail conjoint repose ainsi sur la prémisse que les travaux d'élaboration se feront en parallèle, sur la base de l'engagement qui serait donné que les programmes élaborés pour le Fonds d'aide seront rehaussés dès que les balises nationales auront été établies. À cette dernière condition, le Comité aviseur est prêt à amorcer de plein pied les travaux proposés.

COMITÉ AVISEUR
de l'action communautaire autonome

AVIS
CONCERNANT
LE DOCUMENT DE TRAVAIL PRÉPARÉ PAR LE SACA
SUR LES PROGRAMMES DE SOUTIEN FINANCIER
DU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE
AUTONOME
POUR L'ANNÉE 2002-2003

Document soumis à
Madame Nicole Léger
ministre déléguée à la Lutte contre la pauvreté
et l'exclusion
et à
Madame Linda Goupil
Ministre d'État à la Solidarité sociale, à la
Famille et à l'Enfance

21 février 2002

AVIS
CONCERNANT LE DOCUMENT DE TRAVAIL PRÉPARÉ PAR LE SACA
SUR LES PROGRAMMES DE SOUTIEN FINANCIER
DU FONDS D'AIDE A L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
POUR L'ANNEE 2002-2003

INTRODUCTION

Le présent Avis porte sur les Programmes de soutien financier du Fonds d'aide en élaboration pour l'année 2002-2003. cet Avis s'inscrit dans le processus conjoint convenu avec le Secrétariat à l'action communautaire autonome (SACA) face aux travaux à accomplir dans le cadre de la mise en œuvre de la politique gouvernementale sur l'action communautaire, dans le contexte du rôle conseil exercé par le comité aviseur auprès de la ministre responsable et du SACA.

Tel que convenu, ce document constitue l'avis du comité aviseur requis en février 2002. Il constitue également la réponse du comité aviseur au dernier document de travail soumis en date du 13 février par le SACA au comité de travail du comité aviseur sur le Fonds d'aide.

Les membres du comité aviseur expriment l'attente que l'ensemble des représentations effectuées et des positions exprimées dans cet Avis sera pris en compte dans les programmes à venir pour 2002-2003.

Cinq rencontres au total ont eu lieu entre les représentantes et représentants du comité aviseur, le personnel et la direction du SACA, sans compter évidemment les rencontres internes tenues entre les membres du comité aviseur sur ce sujet. Sans viser à reprendre l'ensemble des débats qui ont eu cours, ce document rappellera dans un premier temps les principaux commentaires exprimés en regard des documents de travail déposés par le SACA de décembre à février. Dans un deuxième temps, nous présenterons les écueils majeurs qui demeurent et les solutions que nous désirons y voir apporter.

Les commentaires qui suivent portent tant sur le programme I que sur le programme II. Il ne sera pas ici question du programme III traitant des projets qui nous apparaît beaucoup moins problématique.

AVIS CONCERNANT LE DOCUMENT DE TRAVAIL PRÉPARÉ PAR LE SACA
SUR LES PROGRAMMES DE SOUTIEN FINANCIER DU FONDS D'AIDE POUR
L'ANNÉE 2002-2003, 21 FÉVRIER 2002

I - RAPPEL DES PRINCIPAUX COMMENTAIRES ET CRITIQUES ADRESSÉS AUX PROGRAMMES EN ÉLABORATION

Il faut tout d'abord souligner que, à notre demande, le caractère transitoire des programmes proposés a été clarifié dans le document du 13 février. cela nous apparaît absolument indispensable, dans la mesure où les programmes élaborés contiennent encore de grandes lacunes au regard des orientations de la politique et des attentes exprimées par les milieux concernés. Ils devront être révisés et bonifiés à la lumière des balises nationales qui auront été identifiées.

Précisons que les représentantes et représentants du comité aviseur ont déposé des demandes complètes concernant les programmes du Fonds d'aide le 11 février dernier.

La structuration des programmes de soutien financier du SACA en trois programmes destinés aux organismes et regroupements d'organismes d'action communautaire autonome est conforme à ce que prévoit la politique gouvernementale, soit : un premier programme portant sur la défense collective des droits ; un deuxième destiné sur une base temporaire aux organismes et regroupements sans port d'attache; et un troisième destiné aux projets de développement de l'action communautaire autonome.

certaines aspects des programmes ont été clarifiés dans le dernier document de travail déposé par le SACA, tels que les critères d'admissibilité aux programmes d'aide financière. L'introduction dans le premier programme d'une définition de la défense collective des droits, qui a fait l'objet de plusieurs échanges avec le SACA, est à saluer. Soulignons cependant qu'il reste encore quelques dernières rectifications à y apporter.

Aspects problématiques

Nous nous attarderons plus longuement sur les aspects qui ont été jugés problématiques au cours des échanges et qui n'ont trouvé que partiellement réponse. Les voici.

- Les programmes esquissés par le SACA relèvent encore d'une ***approche de soutien financier de dernier recours***.

**AVIS CONCERNANT LE DOCUMENT DE TRAVAIL PRÉPARÉ PAR LE SACA
SUR LES PROGRAMMES DE SOUTIEN FINANCIER DU FONDS D'AIDE POUR
L'ANNÉE 2002-2003, 21 FÉVRIER 2002**

Les anciens programmes ont été gérés par le SACA comme une rallonge budgétaire pour les organismes et regroupements à situation financière particulièrement précaire. Les membres du comité aviseur refusent que soit maintenue plus longtemps cette approche, qui ne correspond en rien aux orientations de la politique gouvernementale sur l'action communautaire : on est en effet loin du financement en appui à la mission globale. Quoique atténuée, l'optique du dernier recours semble toujours présente dans le document daté du 13 février.

Ainsi, qu'en est-il de l'exigence de "consolidation du financement" dans les critères d'appréciation s'appliquant aux demandes d'augmentation du soutien financier ou aux nouvelles demandes: de quoi parle-t-on exactement ? Et en quoi un groupe d'action communautaire autonome devrait-il être tenu de faire la preuve de la consolidation de son financement alors qu'il s'adresse au gouvernement pour assurer une "partie significative" de celui-ci, ainsi que l'indique la politique ? Il est à craindre qu'un tel critère ait pour effet le gel du financement de plusieurs organismes ou encore de bloquer l'accès au Fonds d'aide à certains autres ne pouvant faire la démonstration demandée.

Dans les critères d'appréciation proposés, nous avons souligné notre opposition à l'introduction du nouvel énoncé suivant, présent dans le document du SACA daté du 13 février : "la présence d'autres organismes ou regroupements [d']organismes ayant la même mission, offrant les mêmes activités auprès de la même population cible, sur une même territoire". Nous considérons que ce critère pourrait servir à forcer la réorganisation des organismes sur un territoire donné, ce qui n'est assurément pas le but d'un programme de financement et nous apparaît contraire à la reconnaissance inscrite dans la politique.

- Le comité aviseur a demandé dans sa proposition qu'il soit explicitement cité dans l'Avant-propos des programmes (ou à tout autre endroit du texte jugé pertinent) que la politique adoptée engage clairement le gouvernement à opérer un **recentrage de la mission du Fonds d'aide sur la défense collective des droits** et à faire jouer à celui-ci un rôle de premier plan en

AVIS CONCERNANT LE DOCUMENT DE TRAVAIL PRÉPARÉ PAR LE SACA
SUR LES PROGRAMMES DE SOUTIEN FINANCIER DU FONDS D'AIDE POUR
L'ANNÉE 2002-2003, 21 FÉVRIER 2002

matière de soutien à la défense collective des droits (Réf. *Politique sur l'action communautaire*, p. 43). L'énoncé de cette volonté affirmée par le gouvernement dans la politique devrait à notre avis être inclus dans les pages préliminaires des programmes. En effet, cette orientation a pour conséquence que le financement de la défense collective des droits doit devenir prépondérant au regard des sommes versées à d'autres types d'organismes dans le cadre des programmes du SACA. À cet égard, nous déplorons le fait qu'on ne lise dans le document du 13 février **aucun engagement financier envers la défense collective des droits.**

De plus, rien n'indique, que ce soit dans les programmes ou dans les déclarations récentes des responsables gouvernementaux, que le financement du Fonds d'aide sera haussé dans un avenir prochain. Voilà qui est fort inquiétant.

- concernant le ***maintien des acquis*** des organismes et regroupements, il subsiste des ambiguïtés dans le texte. Les différentes versions laissent planer des doutes quant à la durée de l'engagement gouvernemental. De plus, rien n'est clair concernant les sommes qui seront transférées. Qui assurera le respect de l'engagement gouvernemental sur le maintien des acquis concernant les groupes et regroupements accueillis par un nouveau ministère ou organisme gouvernemental ?

Pour les organismes qui seraient transférés à partir d'un ministère, le document du 13 février n'assure nullement le maintien des acquis du financement reçu en appui à la mission de la part d'un ministère ou d'un autre organisme gouvernemental que le SACA. À preuve la phrase suivante (p. 4, critères d'appréciation, 1^{er} paragraphe) : "c'est l'année 2001-2002 et le soutien financier octroyé par le SACA cette année-là qui serviront de référence au niveau du respect des acquis". cet énoncé semble avoir pour effet d'exclure du maintien des acquis le financement éventuellement reçu du Programme de soutien aux organismes communautaires (Soc) en santé et services sociaux ou encore du Programme de soutien à l'éducation populaire autonome (PSEPA). ce qui est contraire à l'engagement gouvernemental en la matière.

AVIS CONCERNANT LE DOCUMENT DE TRAVAIL PRÉPARÉ PAR LE SACA
SUR LES PROGRAMMES DE SOUTIEN FINANCIER DU FONDS D'AIDE POUR
L'ANNÉE 2002-2003, 21 FÉVRIER 2002

Pour les organismes et regroupements qui auraient subi des coupures dans le financement du SACA par les années passées, nous avons demandé que le **niveau du maintien des acquis** soit calculé sur la base du financement reçu le plus élevé des trois dernières années. À cette demande, le SACA a opposé un refus. Il pourrait cependant envisager d'allouer d'ici la fin de l'année une part des nouveaux budgets escomptés aux groupes qui auraient pu être "échappés" ces dernières années.

- En dépit des représentations effectuées par le comité aviseur, la **perspective d'équité** entre les organismes et regroupements, que ce soit sur une base sectorielle ou intersectorielle, se trouve absente des documents de travail du SACA. or ce paramètre important était pris en compte dans les anciens programmes. que signifie son absence aujourd'hui alors que la notion d'équité est inscrite de plein pied dans la politique gouvernementale ? cela est inquiétant et doit être corrigé. Le maintien de cette notion dans les programmes du SACA nous apparaît essentiel si l'on veut réduire les écarts entre les différentes catégories d'organismes et de regroupements à l'intérieur des secteurs de l'action communautaire autonome.

AVIS CONCERNANT LE DOCUMENT DE TRAVAIL PRÉPARÉ PAR LE SACA
SUR LES PROGRAMMES DE SOUTIEN FINANCIER DU FONDS D'AIDE POUR
L'ANNÉE 2002-2003, 21 FÉVRIER 2002

• Aussi, nous déplorons l'**accroissement des exigences en matière de reddition de comptes**. compte tenu du bas niveau de financement alloué aux organismes et regroupements soutenus par le Fonds d'aide, nous comprenons mal l'introduction de nouvelles exigences. De plus, certaines nouvelles exigences apparaissent en double, comme la demande de fournir à la fois la preuve de la convocation d'une assemblée générale et un extrait du procès-verbal en faisant foi.

Le problème au Fonds d'aide depuis sa création n'est pas que les groupes refusent de rendre des comptes. Le mouvement communautaire autonome a toujours reconnu l'importance de la reddition de comptes à l'égard des fonds publics reçus. Le problème posé est plutôt, à notre avis, le très faible financement gouvernemental qui leur est alloué en contrepartie de ce qui ressemble fort à de l'ingérence à l'égard de l'autonomie de gestion.

• Enfin, nous avons dit à plusieurs reprises notre désaccord avec l'abandon du mécanisme de **révision** mis en place il y a quelques années. Nous croyons qu'il faut plutôt améliorer le traitement des dossiers, bien baliser la notion de financement en appui à la mission globale et injecter dans le Fonds d'aide des crédits supplémentaires. car, si les organismes et regroupements font autant appel à ce mécanisme, c'est sans aucun doute parce que la plupart des refus leur semblent injustifiés, entre autres raisons si les demandes ont été évaluées selon une approche de dernier recours, si le refus essuyé découle du découpage des enveloppes par région, ... La proposition du 13 février réintroduit de façon partielle le droit à la révision. Dans la perspective où l'analyse des dossiers doit être encore améliorée et resituée à partir de nouvelles orientations, ce mécanisme devrait être préservé intégralement.

Pour ce qui est du fonctionnement de la révision, nous suggérons d'explorer la formule suivante : la mise sur pied d'un **comité de révision constitué de personnes jugées acceptables par les deux parties** (comité aviseur et SACA). cette formule viserait à assurer une certaine indépendance du processus au regard du bailleur de fonds.

**AVIS CONCERNANT LE DOCUMENT DE TRAVAIL PRÉPARÉ PAR LE SACA
SUR LES PROGRAMMES DE SOUTIEN FINANCIER DU FONDS D'AIDE POUR
L'ANNÉE 2002-2003, 21 FÉVRIER 2002**

**II - ÉCUEILS MAJEURS DE LA DERNIÈRE PROPOSITION DU SACA ET
RÉPONSES ATTENDUES**

dans un tel contexte, en l'absence de balises nationales transversales établies en collaboration avec le comité aviseur, alors que des insatisfactions importantes subsistent encore à l'égard des programmes proposés, il nous apparaît clair que les programmes 2002-2003 du SACA doivent absolument avoir un **caractère transitoire**. Ce caractère transitoire, inscrit dans le document de travail du SACA daté du 13 février, devra apparaître très clairement dans la version finale des programmes. Le texte de présentation de ceux-ci devrait également inclure un **engagement à bonifier les programmes** sur la base des balises nationales qui auront été établies.

De plus, l'analyse de la dernière version du document de travail soumise par le SACA nous indique qu'il subsiste un certain nombre d'écueils majeurs auxquels devront être apportés des correctifs. Cela devrait permettre que, même sur une base transitoire, les programmes du Fonds d'aide contribuent à un certain relèvement des conditions de financement des organismes et regroupements plutôt que d'engendrer des contraintes supplémentaires. Voici les principaux écueils identifiés ainsi que les réponses attendues, tant de la part du SACA que de la ministre responsable.

♦ devant l'absence de rehaussement du budget du Fonds d'aide et des budgets alloués spécifiquement à la défense collective des droits, **des assurances devront être fournies rapidement concrétisant les engagements gouvernementaux à l'égard du financement de l'action communautaire autonome et de la défense collective des droits**. Rappelons que le comité aviseur a formellement demandé cet automne à la ministre responsable **qu'une perspective d'équité guide la répartition des 50 millions de dollars annoncés**. Les premières annonces effectuées ne nous ont en rien rassurés, ne confirmant aucunement le recentrage du Fonds d'aide sur la défense collective des droits.

♦ devant le flou entourant l'application de l'engagement gouvernemental concernant le **maintien des acquis**, nous attendons de la ministre responsable

**AVIS CONCERNANT LE DOCUMENT DE TRAVAIL PRÉPARÉ PAR LE SACA
SUR LES PROGRAMMES DE SOUTIEN FINANCIER DU FONDS D'AIDE POUR
L'ANNÉE 2002-2003, 21 FÉVRIER 2002**

qu'elle donne enfin suite aux **demandes de clarification** adressées par le comité aviseur.

À cet égard, nous maintenons l'interprétation exprimée dans notre lettre du 23 novembre, tout comme dans les représentations effectuées, à l'effet que les **montants actuels** dédiés à l'action communautaire autonome dans le cadre de différents programmes gouvernementaux devraient être **préservés à 100 %**, quelle qu'en soit la teneur, pour chacun des organismes et regroupements actuellement financés par le gouvernement du Québec. Et cela en vertu de l'application des orientations de la politique gouvernementale, non seulement pour la période de mise en œuvre, mais **tant et aussi longtemps que les organismes et regroupements concernés satisfont aux exigences des programmes.**

Il devrait aussi être précisé que le maintien des acquis inclut également les conditions faites aux organismes, en termes de récurrence ou de reddition de comptes, ou toute autre condition favorable obtenue par les groupes. (Réf. *Lettre de Johanne Nasstrom à Madame Nicole Léger*, 23 novembre 2001)

Nous demandons également que les programmes 2002-2003 du SACA témoignent de façon explicite des clarifications apportées.

♦ concernant les transferts d'organismes et de financement, le document écrit de la ministre devrait aussi clarifier la responsabilité du ministère ou organisme gouvernemental dans le **"parrainage" des sommes transférées** à titre de soutien financier à la mission de l'organisme ou du regroupement. Trop d'incertitude et de contradictions marquent les informations reçues à ce sujet de diverses sources gouvernementales. Les organismes et regroupements ont le droit d'être informés précisément de ce qui s'en vient.

Une ambiguïté persiste dans les programmes proposés par le SACA, qu'il faut éliminer : les **organismes et regroupements transférés au Fonds d'aide** devraient se voir garantir leur admissibilité aux nouveaux programmes sans plus d'exigences que les groupes déjà financés par le SACA. De plus, les critères

**AVIS CONCERNANT LE DOCUMENT DE TRAVAIL PRÉPARÉ PAR LE SACA
SUR LES PROGRAMMES DE SOUTIEN FINANCIER DU FONDS D'AIDE POUR
L'ANNÉE 2002-2003, 21 FÉVRIER 2002**

d'appréciation devraient soutenir l'évaluation du niveau de la demande, non pas représenter une étape supplémentaire à franchir pour démontrer son admissibilité. Sinon, à quoi rime le maintien des acquis ?

♦ En matière d'appréciation des demandes et de reddition de comptes, plusieurs exigences nous semblent encore excessives. Rappelons que la politique gouvernementale affirme la volonté du gouvernement de "privilégier les mécanismes de reddition de comptes respectueux de l'autonomie des groupes communautaires et sensibles à la réalité qui est la leur". Il y est même stipulé que "les exigences en matière de reddition de comptes ne doivent pas avoir pour effet d'accroître le fardeau des organismes sous ce rapport". Nous demandons que les nouvelles exigences introduites soient réévaluées à partir de cette orientation. Ainsi, un "rapport de mission de compilation" ne devrait pas être exigé pour les organismes ou regroupements dont le financement est inférieur à 100 00 \$, à moins d'un rehaussement substantiel de la subvention au-delà des plafonds inscrits dans les programmes 2001-2002.

EN CONCLUSION

Pour le comité aviseur, il est absolument essentiel que soient réglés les différents écueils identifiés dans le présent Avis. Et cela dans le cadre de programmes dont le caractère transitoire sera dûment précisé. Il y va de la confiance accordée au processus mis en place. Des précisions et des correctifs s'imposent.

Le comité aviseur considère que les balises nationales, qui seront bientôt en élaboration dans le cadre d'un processus de travail conjoint avec le SACA, devront à bien des égards préciser la portée et la teneur des programmes d'aide financière du Fonds d'aide.

Les membres des comités de travail du comité aviseur sur la défense collective des droits et le Fonds d'aide sont disponibles pour toute rencontre ou échange qui pourrait être nécessaire en complément du présent Avis.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

Répartition régionale

Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec

ÉTAT DES SUBVENTIONS VERSÉES PAR PROGRAMME ET PAR RÉGION

RÉGIONS	Subventions versées au programme 1	Subventions versées au programme 2	Subventions versées au programme 3	TOTAL
01 - Bas-Saint-Laurent	317 000 \$	174 000 \$	18 000 \$	509 000,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	341 000 \$	233 000 \$	0 \$	574 000,00 \$
03 - Capitale-Nationale	388 000 \$	487 000 \$	50 000 \$	925 000,00 \$
04 - Mauricie	409 000 \$	224 000 \$	70 000 \$	703 000,00 \$
05 - Estrie	509 000 \$	205 000 \$	0 \$	714 000,00 \$
06 - Montréal	1 578 000 \$	1 763 000 \$	319 300 \$	3 660 300,00 \$
07 - Outaouais	283 000 \$	221 000 \$	35 000 \$	539 000,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	213 000 \$	96 000 \$	59 000 \$	368 000,00 \$
09 - Côte-Nord	126 000 \$	94 000 \$	0 \$	220 000,00 \$
10 - Nord-du-Québec	10 000 \$	10 000 \$	0 \$	20 000,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	173 000 \$	129 000 \$	35 000 \$	337 000,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	446 000 \$	161 000 \$	0 \$	607 000,00 \$
13 - Laval	168 000 \$	127 000 \$	0 \$	295 000,00 \$
14 - Lanaudière	280 000 \$	239 000 \$	25 000 \$	544 000,00 \$
15 - Laurentides	201 000 \$	298 000 \$	15 000 \$	514 000,00 \$
16 - Montérégie	1 032 000 \$	593 000 \$	0 \$	1 625 000,00 \$
17 - Centre-du-Québec	537 000 \$	187 000 \$	15 000 \$	739 000,00 \$
TOTAL	7 011 000,00 \$	5 241 000,00 \$	641 300,00 \$	12 893 300,00 \$

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec, en date du:

6 mars 2002

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (1 - 1)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 1 Soutien à la défense collective des droits

Région 01 - Bas-Saint-Laurent

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Action chômage Kamouraska inc.	20 000,00 \$
Action populaire Rimouski-Neigette	12 000,00 \$
Association coopérative d'économie familiale de la péninsule	22 000,00 \$
Association coopérative d'économie familiale du Grand-Portage	18 000,00 \$
Association coopérative d'économie familiale Rimouski-Neigette et Mitis	18 000,00 \$
Association pocatoise des personnes handicapées inc.	10 000,00 \$
Corporation de développement communautaire du K.R.T.B.	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire Vallée de la Matapédia	60 000,00 \$
G.E.A.S.K. (Groupement d'entraide des assistés sociaux du Kamouraska)	14 000,00 \$
Le regroupement des personnes à faible revenu - Vallée de la Matapédia	15 000,00 \$
Service d'aide aux personnes accidentées du travail et de la route "Parechoc" du KRTB	18 000,00 \$
Table de concertation des groupes de femmes Bas-Saint-Laurent	50 000,00 \$
	<u>317 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (1 - 2)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 1 Soutien à la défense collective des droits

Région 02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Association des personnes handicapées visuelles de la région 02 inc.	16 000,00 \$
Association régionale pour les personnes épileptiques (région 02)	10 000,00 \$
Comité des droits sociaux d'Alma	25 000,00 \$
Corporation de développement communautaire du ROC	60 000,00 \$
L.A.S.T.U.S.E. du Saguenay (Lieu d'actions et de services travaillant dans l'unité avec les sans-emploi	20 000,00 \$
La corporation de développement communautaire des Deux-Rives	60 000,00 \$
La ligue des droits et libertés de la personne du Saguenay Lac-St-Jean inc.	25 000,00 \$
Les gens oubliés de Notre-Dame-d'Hébertville inc.	20 000,00 \$
Loge m'entraide	10 000,00 \$
Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Saguenay-Lac St-Jean-Chibougama	30 000,00 \$
Recif-02	50 000,00 \$
Regroupement des usagers du transport adapté du Saguenay inc.	15 000,00 \$
	<u>341 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (1 - 3)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 1 Soutien à la défense collective des droits

Région 03 - Capitale-Nationale

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Action-Chômage de Québec	25 000,00 \$
Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées	20 000,00 \$
Association pour la défense des droits sociaux Québec métropolitain (ADDSQM)	30 000,00 \$
Bureau d'animation et information logement du Québec métropolitain (BAIL) inc.	10 000,00 \$
Carrefour adaptation Québec	10 000,00 \$
Centre d'information et de recherche en consommation de Charlevoix Ouest	12 000,00 \$
Coalition gaie et lesbienne - Québec	24 000,00 \$
Comité d'aide aux femmes sourdes de Québec	10 000,00 \$
Comité des citoyens du quartier Saint-Sauveur	22 000,00 \$
Comité populaire St-Jean-Baptiste	15 000,00 \$
Comité régional des usagers des transports en commun (03 et 012)	20 000,00 \$
Communications Basse-Ville	20 000,00 \$
L'association coopérative d'économie familiale de Québec	20 000,00 \$
Le comité d'action des personnes vivant des situations de handicap (CAPVISH)	10 000,00 \$
Le mouvement "Personne d'abord" du Québec métropolitain	20 000,00 \$
Les amis et amies de la terre de Québec	15 000,00 \$
Ligue des droits et libertés - section de Québec	10 000,00 \$
Mouvement action-chômage de Charlevoix inc.	12 000,00 \$
Regroupement des femmes sans emploi du nord de Québec	15 000,00 \$
Regroupement des groupes de femmes de la région de Québec (03) Portneuf - Québec - Charlevoix	50 000,00 \$
Regroupement pour l'intégration sociale de Charlevoix	18 000,00 \$
	<u>388 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (1 - 4)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 1 Soutien à la défense collective des droits

Région 04 - Mauricie

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
"Association coopérative d'économie familiale de la Mauricie"	20 000,00 \$
Association du Québec pour enfants avec problèmes auditifs Mauricie-Centre-du-Québec inc.	9 000,00 \$
ATTAM Association des travailleurs et travailleuses accidentés de la Mauricie	20 000,00 \$
Bulletin communautaire Le tour d'y voir	15 000,00 \$
Comité d'action des non-organisés de Trois-Rivières inc.	20 000,00 \$
Comité logement Trois-Rivières inc.	13 000,00 \$
Comité pour la défense des droits sociaux La Tuque	12 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Francheville (CDC de Francheville)	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de la MRC de Maskinongé inc.	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire Mékinac	36 000,00 \$
Groupe pour la défense des droits sociaux de Trois-Rivières et Trois-Rivières Ouest inc.	10 000,00 \$
Mouvement action-chômage Trois-Rivières	20 000,00 \$
Parrainage civique du Trois-Rivières métropolitain	12 000,00 \$
R.D.D.S. (Cap-de-la-Madeleine) inc.	24 000,00 \$
R.D.D.S. (Shawinigan) inc.	13 000,00 \$
Regroupement des organismes d'éducation populaire autonome de la Mauricie	15 000,00 \$
Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie	50 000,00 \$
	<u>409 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (1 - 5)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 1 Soutien à la défense collective des droits

Région 05 - Estrie

Nom de l'organisme

Montant de
l'engagement

Association des locataires du quartier nord de Sherbrooke inc.	12 000,00 \$
Association du Québec pour enfants avec problèmes auditifs (A.Q.E.P.A.) Estrie (05) inc.	12 000,00 \$
Collectif pour le libre choix de Sherbrooke	15 000,00 \$
Comité des travailleurs accidentés de l'Estrie inc.	15 000,00 \$
Concertation femmes Estrie	50 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de la M.R.C. d'Asbestos	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire du Granit	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire du Sherbrooke-Métro	36 000,00 \$
Corporation de développement communautaire Memphrémagog	60 000,00 \$
Han-Droits L'association de promotion et de défense des droits des personnes handicapées de la région	8 000,00 \$
Illusion-Emploi de l'Estrie	20 000,00 \$
L'action plus de Sherbrooke inc.	20 000,00 \$
L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.	10 000,00 \$
L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.	20 000,00 \$
Ligue des droits et libertés (section Estrie)	15 000,00 \$
Mouvement des chômeurs de l'Estrie inc.	22 000,00 \$
Regroupement des usagers du transport adapté de Sherbrooke métropolitain	15 000,00 \$
Service budgétaire populaire de la MRC d'Asbestos	12 000,00 \$
Solidarité populaire Estrie	20 000,00 \$
Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie	18 000,00 \$
Table ronde des OVEP de l'Estrie	9 000,00 \$
	<u>509 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (1 - 6)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 1 Soutien à la défense collective des droits

Région 06 - Montréal

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Association des aides familiales du Québec	36 000,00 \$
Association des locataires de Villeray inc.	25 000,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) secti	5 000,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) secti	5 000,00 \$
Association québécoise des étudiants ayant des incapacités au post-secondaire (AQEIPS)	20 000,00 \$
Association québécoise des personnes de petite taille inc.	20 000,00 \$
Association québécoise Plaidoyer-Victimes	30 000,00 \$
Bingo-Lib Québec	30 000,00 \$
BRAS Villeray	18 000,00 \$
Centre d'aide aux travailleurs et travailleuses accidentés de Montréal inc.	25 000,00 \$
Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'oeuvre	16 000,00 \$
Comité chômage de Montréal	36 000,00 \$
Comité de base pour l'action et l'information sur le logement social d'Hochelaga-Maisonneuve	18 000,00 \$
Comité logement Bordeaux-Cartierville inc.	15 000,00 \$
Comité provincial des adultes fibro-kystiques	20 000,00 \$
Comité-Chômage de l'est de Montréal	36 000,00 \$
Comité-Logement centre-sud de Montréal	20 000,00 \$
Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN)	12 000,00 \$
Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) du Québec inc.	36 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Rosemont inc.	60 000,00 \$
Développement québécois de la sécurité des femmes	25 000,00 \$
Entraide logement Hochelaga-Maisonneuve	18 000,00 \$
F.R.O.N.T. Femmes regroupées en options non traditionnelles	45 000,00 \$
Fédération des associations coopératives d'économie familiale du Québec	50 000,00 \$
Fédération des femmes du Québec	50 000,00 \$
Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec	30 000,00 \$
Fédération du Québec pour le planning des naissances	20 000,00 \$
Force jeunesse inc.	20 000,00 \$
Front commun des assistés sociaux du Québec inc.	50 000,00 \$
Front d'action populaire en réaménagement urbain FRAPRU inc.	30 000,00 \$
Infologis de l'est de l'île de Montréal	30 000,00 \$
Jeunesse ouvrière chrétienne nationale du Québec	24 000,00 \$
Jeunesse ouvrière chrétienne région de Montréal	15 000,00 \$
L'assemblée des travailleurs et travailleuses accidentés du Québec (A.T.T.A.Q.)	40 000,00 \$
L'association féminine d'éducation et d'action sociale	36 000,00 \$
L'R des centres de femmes du Québec	40 000,00 \$
La CDC de la Pointe, région est de Montréal	60 000,00 \$
La corporation Dire enfin la violence	24 000,00 \$
La ligue des droits et libertés	40 000,00 \$
La ligue des Noirs du Québec	15 000,00 \$
Le regroupement des organismes bénéficiaires de bingos (ROBIN)	24 000,00 \$
Le réseau québécois des groupes écologistes	30 000,00 \$
Ligue des femmes du Québec	10 000,00 \$
Regroupement des aidants-naturels de Montréal	20 000,00 \$
Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec	24 000,00 \$
Regroupement des organismes communautaires autonomes jeunesse du Québec	30 000,00 \$
Regroupement des usagers du transport adapté de la CUM inc.	10 000,00 \$
Regroupement information-logement de Pointe-St-Charles	10 000,00 \$
Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel	50 000,00 \$

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec, en date du:

6 mars 2002

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (1 - 6)

Titre	Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.
--------------	---

PROGRAMME 1 Soutien à la défense collective des droits	
Région 06 - Montréal	
<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Réseau des lesbiennes du Québec (RLQ)	20 000,00 \$
Réseau québécois d'action pour la santé des femmes	50 000,00 \$
Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes inc.	35 000,00 \$
Table des groupes de femmes de Montréal	50 000,00 \$
Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de Montréal	25 000,00 \$
Transport 2000 Québec	30 000,00 \$
Union des travailleurs et travailleuses accidentés de Montréal (U.T.T.A.M.)	15 000,00 \$
	<u>1 578 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (1 - 7)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 1 Soutien à la défense collective des droits

Région 07 - Outaouais

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Action santé Outaouais	25 000,00 \$
Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR)	50 000,00 \$
Association coopérative d'économie familiale de l'Outaouais	25 000,00 \$
Association de solidarité et d'entraide communautaire de la Haute-Gatineau	10 000,00 \$
Association pour la défense des droits sociaux, Hull	30 000,00 \$
Association pour les personnes handicapées de la Petite Nation	14 000,00 \$
Corporation de développement communautaire Rond Point	60 000,00 \$
Logement occupe	33 000,00 \$
Mouvement action-chômage Outaouais	36 000,00 \$
	<u>283 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (1 - 8)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 1 Soutien à la défense collective des droits

Région 08 - Abitibi-Témiscamingue

*Nom de l'organisme**Montant de
l'engagement*

Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section	6 000,00 \$
Corporation de développement communautaire d'Amos	60 000,00 \$
L'association coopérative d'économie familiale de l'Abitibi-Témiscamingue	22 000,00 \$
L'association pour la défense des droits sociaux (A.D.D.S.) de Dubuisson et les environs	12 000,00 \$
R.E.P.A.S. de Rouyn-Noranda	18 000,00 \$
Regroupement d'éducation populaire d'Abitibi-Témiscamingue (REPAT)	10 000,00 \$
Regroupement d'entraide sociale du Témiscamingue	20 000,00 \$
Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue	50 000,00 \$
Regroupement des sans emplois de l'Abitibi-Témiscamingue	15 000,00 \$
	<u>213 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 12a - (1 - 9)

Titre	Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.
--------------	---

PROGRAMME 1 Soutien à la défense collective des droits	
Région 09 - Côte-Nord	
<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Association des personnes avec difficultés visuelles de Manicouagan	8 000,00 \$
L'association pour la protection des intérêts des consommateurs de la Côte-Nord inc.	20 000,00 \$
Le centre de recherche et d'information en consommation (C.R.I.C.), Port-Cartier	20 000,00 \$
Le module d'épanouissement à la vie de Sept-Îles	6 000,00 \$
Regroupement des femmes de la Côte-Nord inc.	50 000,00 \$
Table des groupes populaires de Baie-Comeau-Hauterive	22 000,00 \$
	<u>126 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (1 - 10)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 1 Soutien à la défense collective des droits**Région 10 - Nord-du-Québec***Nom de l'organisme**Montant de
l'engagement*

Table régionale des organismes communautaires du Nord-du-Québec

10 000,00 \$

10 000,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 12a - (1 - 11)

Titre	Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.
--------------	---

PROGRAMME 1 Soutien à la défense collective des droits	
Région 11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	
<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
APHAC	10 000,00 \$
Association des handicapés Val-Rosiers	11 000,00 \$
Centre pour handicapés La joie de vivre de Chandler inc.	15 000,00 \$
Droits devant	10 000,00 \$
Droits et recours en santé mentale, Gaspésie-Les-Îles	13 000,00 \$
Épilepsie - Gaspésie Sud	16 000,00 \$
L'AHMI Association pour personnes handicapées de Murdochville inc.	10 000,00 \$
L'association des personnes à faible revenu Denis-Riverin	15 000,00 \$
L'association des personnes handicapées du secteur CLSC L'estran inc.	8 000,00 \$
La table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles	50 000,00 \$
Regroupement des organismes communautaires Gaspésie / Îles-de-la-Madeleine	15 000,00 \$
	<u>173 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (1 - 12)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 1 Soutien à la défense collective des droits

Région 12 - Chaudière-Appalaches

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Aide aux travailleurs accidentés - K.L.M. (A.T.A.)	25 000,00 \$
Association coopérative d'économie familiale Amiante - Beauce - Etchemins	18 000,00 \$
Association coopérative d'économie familiale Lévis-Lauzon	10 000,00 \$
Association de défense des droits sociaux (A.D.D.S.) de la Rive-Sud	12 000,00 \$
Association des locataires de Thetford Mines inc.	13 000,00 \$
Au point... où j'en suis	16 000,00 \$
Comité d'appui aux travailleurs et travailleuses accidentés de la région de L'Amiante	10 000,00 \$
Corporation de défense de droits sociaux de Lotbinière inc.	16 000,00 \$
Corporation de développement communautaire Beauce-Etchemins	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de L'Amiante	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Lotbinière inc.	36 000,00 \$
Corporation de développement communautaire Desjardins et Chutes-de-la-Chaudière	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire Montmagny-L'Islet	60 000,00 \$
Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches	50 000,00 \$
	<u>446 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (1 - 13)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 1 Soutien à la défense collective des droits**Région 13 - Laval**

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
ALTA (Association lavalloise pour le transport adapté) inc.	20 000,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section	10 000,00 \$
Carrefour d'intercultures de Laval	12 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Laval	60 000,00 \$
Mouvement personne d'abord de Laval	16 000,00 \$
Table de concertation de Laval en condition féminine	50 000,00 \$
	<u>168 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (1 - 14)

Titre	Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.
--------------	---

PROGRAMME 1 Soutien à la défense collective des droits	
Région 14 - Lanaudière	
<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Action populaire des Moulins	20 000,00 \$
Association coopérative d'économie familiale de la région Lanaudière	22 000,00 \$
Association des personnes handicapées physiques Rive-Nord inc.	6 000,00 \$
Association des personnes handicapées visuelles de Lanaudière	12 000,00 \$
Association des travailleurs et travailleuses accidentés du Matawin	24 000,00 \$
Association des travailleurs, travailleuses accidentés de Joli-Mont	24 000,00 \$
Association pour un environnement familial et social sécuritaire (Lanaudière)	20 000,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) secti	10 000,00 \$
Association québécoise pour les enfants atteints d'audimutité (AQEA) chapitre Lanaudière	11 000,00 \$
Comité régional des assistés sociaux de Lanaudière	30 000,00 \$
Le mouvement des personnes d'abord de Joliette	15 000,00 \$
Le regroupement des assistés sociaux de Joliette métropolitain (R.A.S.J.M.)	12 000,00 \$
Mouvement d'éducation populaire autonome de Lanaudière (M.E.P.A.L.)	14 000,00 \$
Regroupement des usagers de transport adapté de Lanaudière	10 000,00 \$
Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière	50 000,00 \$
	<u>280 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (1 - 15)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 1 Soutien à la défense collective des droits

Région 15 - Laurentides

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Association coopérative d'économie familiale des Basses-Laurentides	36 000,00 \$
Carrefour d'actions populaires de St-Jérôme	15 000,00 \$
D.O.S.E. M.R.C. Deux-Montagnes	24 000,00 \$
Maison populaire d'Argenteuil	20 000,00 \$
Mouvement personne d'abord de Saint-Eustache	18 000,00 \$
Mouvement personne d'abord de Sainte-Thérèse	18 000,00 \$
Regroupement des handicapés visuels des Laurentides	10 000,00 \$
Regroupement pour la concertation des personnes handicapées des Laurentides	10 000,00 \$
Réseau des femmes des Laurentides	50 000,00 \$
	<u>201 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (1 - 16)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 1 Soutien à la défense collective des droits

Région 16 - Montérégie

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Association coopérative d'économie familiale de Granby	26 000,00 \$
Association coopérative d'économie familiale de la Rive-Sud	12 000,00 \$
Association coopérative d'économie familiale du Haut St-Laurent	20 000,00 \$
Association des devenus sourds et des malentendants du Québec secteur Sud-Ouest	8 000,00 \$
Association des usagers des transports adaptés aux personnes handicapées de la rive-sud de Montréal	16 000,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) secti	10 000,00 \$
Centre d'information, de références et de services (CIRS) inc.	20 000,00 \$
Comité chômage du Haut-Richelieu	25 000,00 \$
Comité des citoyens du logement de Châteauguay	15 000,00 \$
Comité logement Beauharnois	10 000,00 \$
Comité logement de Valleyfield	11 000,00 \$
Comité-Logement Montérégie inc.	15 000,00 \$
Corporation de développement communautaire Beauharnois-Salaberry	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Brome-Missisquoi	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de la Haute-Yamaska	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Vaudreuil-Soulanges	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire des Maskoutains (C.D.C. des Maskoutains)	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire du Bas-Richelieu	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire du Haut-Richelieu	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire du Haut-St-Laurent	36 000,00 \$
Dynamique des handicapés de l'Estrie inc.	20 000,00 \$
Épilepsie Granby et région inc.	10 000,00 \$
Groupement des associations de personnes handicapées de la rive-sud de Montréal inc.	12 000,00 \$
Inclusion: Regroupement d'aide aux personnes bénéficiaires de la sécurité du revenu et à faibles reven	30 000,00 \$
L'association Action-Plus Brome-Missisquoi inc.	30 000,00 \$
L'association des droits des minorités du Grand Châteauguay	20 000,00 \$
La corporation de développement communautaire de Longueuil inc.	60 000,00 \$
Le centre d'information communautaire de St-Hyacinthe	4 000,00 \$
Mouvement action chômage de St-Hyacinthe	12 000,00 \$
Organisation populaire des droits sociaux de Valleyfield	15 000,00 \$
Regroupement des assistés sociaux du Bas-Richelieu	30 000,00 \$
Regroupement des chômeurs et chômeuses de la région Sorel-Tracy inc.	25 000,00 \$
Regroupement des usagers de transport adapté Haut-Richelieu (R.U.T.A.H.R.)	15 000,00 \$
Regroupement maskoutain des utilisateurs du transport adapté	10 000,00 \$
Réseau d'information et d'aide aux personnes assistées sociales de Châteauguay (R.I.A.P.A.S.)	15 000,00 \$
Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie	50 000,00 \$
Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de la Montérégie (T.R.O.V.E.P.)	30 000,00 \$
	<u>1 032 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (1 - 17)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 1 Soutien à la défense collective des droits

Région 17 - Centre-du-Québec

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Association des locataires des Bois-Francis	15 000,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) secti	16 000,00 \$
C.D.P.A.S.-VICTO (Comité pour les droits des personnes assistées sociales)	12 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de L'Érable inc.	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de la MRC de Bécancour	36 000,00 \$
Corporation de développement communautaire des Bois-Francis inc.	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire Drummond inc.	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire Nicolet-Yamaska	60 000,00 \$
Emmanuel, l'amour qui sauve	15 000,00 \$
Envir-Action	10 000,00 \$
La fédération des mouvements personnes d'abord du Québec inc.	20 000,00 \$
La table de concertation du mouvement des femmes Centre du Québec	50 000,00 \$
Le regroupement des sans-emploi de la MRC de L'Érable	18 000,00 \$
RATTACQ Regroupement d'aide aux travailleurs et travailleuses accidentés du Centre du Québec	15 000,00 \$
Regroupement des sans-emplois de Victoriaville	10 000,00 \$
Table nationale des corporations de développement communautaire	80 000,00 \$
	<u>537 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (2 - 1)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 2 Soutien aux cibles prioritaires

Région 01 - Bas-Saint-Laurent

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Carrefour d'initiatives populaires de Rivière-du-Loup	12 000,00 \$
Comité parrains-marraines du K.R.T.B.	5 000,00 \$
Comptoir de linge "À la boutonnière" de St-Juste-du-Lac	9 000,00 \$
Cuisines collectives de Cabano	14 000,00 \$
Cuisines collectives de Dégelis	15 000,00 \$
Cuisines collectives du Haut-Pays	20 000,00 \$
Info-Éveil de la région de Matane (Association des familles monoparentales et recomposées)	10 000,00 \$
Maison de la famille du Grand-Portage	15 000,00 \$
Maison des familles de la Matapédia	16 000,00 \$
Maison des jeunes "La piôle"	12 000,00 \$
Moisson Kamouraska	5 000,00 \$
Regroupement des assistées sociales et assistés sociaux du Témiscouata	15 000,00 \$
Relais santé (Matane)	16 000,00 \$
Service de dépannage alimentaire du Témiscouata	10 000,00 \$
	<u>174 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 12a - (2 - 2)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 2 Soutien aux cibles prioritaires

Région 02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
"Parents uniques" Lac-St-Jean Est	8 000,00 \$
Centre communautaire d'aide à la jeunesse Tandem Lac-Saint-Jean-Est	10 000,00 \$
Centre de bénévolat Soif de vivre de La Baie	8 000,00 \$
Groupe de ressources pour les troubles de panique - G.R.T.P.	18 000,00 \$
L'association monoparentale La relance inc.	8 000,00 \$
Le patro de Jonquièrre inc.	16 000,00 \$
Maison d'accueil pour sans-abri de Chicoutimi inc.	24 000,00 \$
Maison de jeunes de St-Prime	10 000,00 \$
Maison de jeunes L'exode	18 000,00 \$
Maison des familles de La Baie	12 000,00 \$
Maison des jeunes (12-18) L'entre-parenthèse de Chambord	10 000,00 \$
Maison des jeunes Alaxion	15 000,00 \$
Maison des jeunes de St-Bruno du Lac St-Jean	10 000,00 \$
Maison des jeunes St-Honoré	10 000,00 \$
Sentiers nouveaux inc.	15 000,00 \$
Service alimentaire "La recette"	10 000,00 \$
Service budgétaire et communautaire d'Alma	7 000,00 \$
Service communautaire de consultation individualisée de Chicoutimi inc.	24 000,00 \$
	<u>233 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (2 - 3)

Titre	Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.
--------------	---

PROGRAMME 2 Soutien aux cibles prioritaires	
Région 03 - Capitale-Nationale	
<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Association des grands-parents de Beauport inc.	12 000,00 \$
Association des personnes intéressées à l'aphasie (A.P.I.A.)	10 000,00 \$
Association du Québec pour enfants avec problèmes auditifs (A.Q.E.P.A.) Québec métro (03-12) inc.	10 000,00 \$
Audiothèque pour personnes handicapées de l'imprimé du Québec inc.	18 000,00 \$
Centre communautaire de Beauport inc.	16 000,00 \$
Centre Durocher inc.	11 000,00 \$
Centre Mgr Marcoux inc.	19 000,00 \$
Comptoir communautaire Saint-Joseph	12 000,00 \$
Demi-Lune	18 000,00 \$
Fédération québécoise des centres communautaires de loisir	48 000,00 \$
Fondation fête d'enfant Dédé inc.	13 000,00 \$
Gîte du nomade	20 000,00 \$
Joujouthèque Basse-Ville	16 000,00 \$
L'association des grands brûlés F.L.A.M.	10 000,00 \$
La courtepoinette	12 000,00 \$
Le centre récréatif St-François d'Assise inc.	19 000,00 \$
Le Centrespoir-Charlesbourg inc.	20 000,00 \$
Le patro Roc-Amadour (1978) inc.	10 000,00 \$
Les aspirants travailleurs et travailleuses	20 000,00 \$
Les loisirs Montcalm inc.	8 000,00 \$
Lis-moi tout Limoilou	14 000,00 \$
Maison de la famille D.A.C. (Droits d'accès Charlesbourg)	10 000,00 \$
Maison de la famille St-Ambroise	10 000,00 \$
Maison des jeunes de St-Émile	6 000,00 \$
Maison des jeunes L'atôme	12 000,00 \$
Maison du bénévolat de Charlesbourg	20 000,00 \$
Maison Plaisir de vivre pour hommes en difficulté du Grand Charlevoix	10 000,00 \$
Organisation québécoise des personnes atteintes du cancer (1984) inc.	8 000,00 \$
Patro de Charlesbourg inc.	10 000,00 \$
Patro Laval inc.	16 000,00 \$
Relais d'espérance	15 000,00 \$
Ressource Génésis Charlevoix inc.	12 000,00 \$
Service d'aide à l'adaptation des immigrants et immigrantes (S.A.A.I.)	10 000,00 \$
Service familial d'accompagnement supervisé	12 000,00 \$
	<u>487 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (2 - 4)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 2 Soutien aux cibles prioritaires

Région 04 - Mauricie

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Allaitement-Soleil	10 000,00 \$
Association d'aide aux personnes démunies de Maskinongé	10 000,00 \$
Centre de femmes de Shawinigan inc.	12 000,00 \$
Centre de formation communautaire de la Mauricie (CFCM)	11 000,00 \$
Centre loisir Multi-Plus	9 000,00 \$
Centre régional de prévention de la criminalité, Mauricie/Centre-du-Québec	12 000,00 \$
F.A.I.R.E. (Familles d'appui et intervention pour un réseau d'entraide)	7 000,00 \$
L'association des aidants naturels et aidantes naturelles du Bassin Maskinongé "Mains tendres"	12 000,00 \$
La maison de l'abondance	12 000,00 \$
Le centre Landry (1980) inc.	13 000,00 \$
Local Action jeunes	12 000,00 \$
Loisirs jeunesse du Cap-de-la-Madeleine inc.	15 000,00 \$
Maison des familles Chemin du roi inc.	18 000,00 \$
Maternaide du Québec	12 000,00 \$
Parents-Secours du Québec inc.	32 000,00 \$
Pavillon St-Arnaud inc.	7 000,00 \$
Travail de rue communautaire de la MRC de Maskinongé	10 000,00 \$
Travailleurs de rue de La Tuque inc.	10 000,00 \$
	<u>224 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (2 - 5)

Titre	Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.
--------------	---

PROGRAMME 2 Soutien aux cibles prioritaires		
Région 05 - Estrie		
<i>Nom de l'organisme</i>		<i>Montant de l'engagement</i>
Association québécoise pour les enfants atteints d'audi-mutité, chapitre Estrie		12 000,00 \$
Azimet Nord		5 000,00 \$
Carrefour accès loisirs inc.		8 000,00 \$
Centre communautaire de loisir Sherbrooke inc.		7 000,00 \$
Centre d'entraide plus de l'Estrie		14 000,00 \$
Centre d'intervention en violence et abus sexuels de l'Estrie		16 000,00 \$
Centre de santé des femmes de l'Estrie		12 000,00 \$
Centre des femmes Memphrémagog		13 000,00 \$
Fédération des communautés culturelles de l'Estrie		10 000,00 \$
La cuisine amitié de la M.R.C. d'Asbestos		5 000,00 \$
La grande table		16 000,00 \$
La ligue pour la protection de l'enfance de l'Estrie inc.		14 000,00 \$
Les services d'entraide alimentaire de la M.R.C. du Haut-Saint-François		12 000,00 \$
Les tabliers en folie		10 000,00 \$
Maison des grands-parents de Sherbrooke		10 000,00 \$
Maison des jeunes de Fleurimont		8 000,00 \$
S.O.S. grossesse (Estrie)		10 000,00 \$
Service budgétaire populaire de l'Estrie inc.		15 000,00 \$
Unité Domrémy d'Asbestos		8 000,00 \$
		<u>205 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (2 - 6)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 2 Soutien aux cibles prioritaires

Région 06 - Montréal

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
"Maison multiethnique Myosotis" inc.	20 000,00 \$
Action secours, vie d'espoir	10 000,00 \$
Action solidarité Grand Plateau	30 000,00 \$
Alerte Centre-Sud	15 000,00 \$
Association des devenus sourds et des malentendants du Québec	24 000,00 \$
Association des haltes-garderies communautaires du Québec AHGCQ	36 000,00 \$
Association du syndrome de Sjögren inc.	15 000,00 \$
Association haïtiano-canado-québécoise d'aide aux démunis	15 000,00 \$
Association L'amitié n'a pas d'âge	15 000,00 \$
Association québécoise des personnes aphasiques	24 000,00 \$
Association sportive et communautaire du Centre-Sud inc.	13 000,00 \$
Ateliers d'alphabétisation du S.A.C. Anjou inc.	12 000,00 \$
Ateliers d'éducation populaire de Mercier	20 000,00 \$
Baobab familial	15 000,00 \$
C.A.R.E., (Centre d'activités récréatives et éducatives)	10 000,00 \$
Carrefour communautaire de Rosemont, L'entre-gens inc.	8 000,00 \$
Carrefour d'alimentation et de partage St-Barnabé inc.	16 000,00 \$
Carrefour d'éducation populaire de Pointe St-Charles	20 000,00 \$
Carrefour des femmes de Saint-Léonard	15 000,00 \$
Carrefour solidarité Anjou	17 000,00 \$
CASA-CAFI (Centre d'aide aux familles immigrantes)	14 000,00 \$
CCSE Maisonneuve	10 000,00 \$
Centre Alpha-Sourd	24 000,00 \$
Centre communautaire de loisir de la Côte des Neiges	7 000,00 \$
Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie	19 000,00 \$
Centre communautaire La patience	15 000,00 \$
Centre communautaire multi-ethnique de Montréal-Nord	15 000,00 \$
Centre d'aide à la famille	24 000,00 \$
Centre d'entraide et de ralliement familial Le C.E.R.F.	24 000,00 \$
Centre d'orientation paralégale et sociale pour immigrants (C.O.P.S.I.) inc.	20 000,00 \$
Centre de loisirs Monseigneur Pigeon	5 000,00 \$
Centre des femmes haïtiennes de Rivière des Prairies	15 000,00 \$
Centre éducatif communautaire René Goupil	20 000,00 \$
Centre haïtien d'organisation, de ressources et de référence d'Anjou	24 000,00 \$
Centre haïtien de regroupement et d'intégration à la société canadienne et québécoise C.H.R.I.S.O.C.	12 000,00 \$
Centre récréatif Poupard inc.	19 000,00 \$
Club intergénération La Petite Patrie	16 000,00 \$
Comité de la semaine québécoise des familles	40 000,00 \$
Comité social Centre-Sud inc.	20 000,00 \$
Communauté vietnamienne au Canada région Montréal	20 000,00 \$
Continuité famille auprès des détenues C.F.A.D.	15 000,00 \$
Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart	7 000,00 \$
Cuisines collectives St-Roch	20 000,00 \$
Femmes du monde à Côte-des-Neiges	20 000,00 \$
Fondation pour l'art thérapeutique et l'art brut au Québec	12 000,00 \$
GEMO (Groupe d'entraide de Mercier-Ouest)	20 000,00 \$
Groupe-Ressource des personnes assistées sociales du Plateau Mont-Royal inc.	24 000,00 \$
La clé des champs Groupe d'entraide pour agoraphobes	24 000,00 \$
La rue des femmes de Montréal	24 000,00 \$

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec, en date du:

6 mars 2002

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (2 - 6)

Titre	Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.
--------------	---

PROGRAMME 2 Soutien aux cibles prioritaires	
Région 06 - Montréal	
<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Le bouclier d'Athéna, services familiaux	12 000,00 \$
Le C.A.R.R.É. Comptoir alimentaire de rencontres, de références et d'entraide inc.	15 000,00 \$
Le centre communautaire des gais et lesbiennes de Montréal	24 000,00 \$
Le centre d'action bénévole de Rivière-des-Prairies	16 000,00 \$
Le centre des femmes de Pointe-aux-Trembles	24 000,00 \$
Le club populaire des consommateurs de la Pointe St-Charles	24 000,00 \$
Le comité d'éducation aux adultes de la Petite Bourgogne et de St-Henri	20 000,00 \$
Le net Centre des jeunes de Lachine inc.	14 000,00 \$
Le patro Le Prévost	7 000,00 \$
Le projet Harmonie	20 000,00 \$
Le relais populaire inc.	24 000,00 \$
Le repère des jeunes Île-des-Soeurs	16 000,00 \$
Loisirs olympiques Ste-Marie inc.	22 000,00 \$
Maison de jeunes de Saint-Léonard	18 000,00 \$
Milieu éducatif La source	24 000,00 \$
Mission du grand berger	18 000,00 \$
Mouvement fraternité multi-ethnique inc.	23 000,00 \$
Multi-Femmes deux inc.	20 000,00 \$
Pause parents-enfants de Verdun inc.	12 000,00 \$
Pavillon d'éducation communautaire Hochelaga-Maisonneuve	20 000,00 \$
Pères séparés inc.	5 000,00 \$
Programme alternative au décrochage du Plateau Mont-Royal	8 000,00 \$
Projet 80 inc.	5 000,00 \$
Projet de prévention des toxicomanies: Cumulus	20 000,00 \$
Promotion intervention en milieu ouvert inc.	15 000,00 \$
Regroupement des bureaux de parrainage civique du Québec	30 000,00 \$
Regroupement des cuisines collectives du Grand Plateau	24 000,00 \$
Regroupement des cuisines collectives du Québec	48 000,00 \$
Regroupement des magasins-partage de l'île de Montréal	12 000,00 \$
Regroupement jeunesse en marche du Québec	24 000,00 \$
Regroupement québécois pour personnes avec acouphènes (R.Q.P.A.).	18 000,00 \$
Rencontres-Cuisines	15 000,00 \$
Repère (Relation d'entraide pour une paternité renouvelée)	15 000,00 \$
Réseau - Bénévoles de Verdun inc.	17 000,00 \$
Réseau hommes Québec (R.H.Q.)	14 000,00 \$
Réseau québécois pour la santé du sein voie d'expression des femmes	24 000,00 \$
ROCIDEC, Regroupement des organismes communautaires d'intervention auprès des jeunes décroche	35 000,00 \$
Santropol roulant (Québec) inc.	18 000,00 \$
Service d'aide communautaire et de liaison pour immigrants de Notre-Dame-de-Grâce (SACLI)	24 000,00 \$
Service de nutrition et d'action communautaire (SNAC)	10 000,00 \$
Société canadienne de la sclérose en plaques (section Montréal)	12 000,00 \$
Société Ressources-Loisirs de Pointe-aux-Trembles	10 000,00 \$
Solidarité Saint-Henri	15 000,00 \$
Solidarités Villeray	25 000,00 \$
Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain	48 000,00 \$
Tel-Écoute	20 000,00 \$
	1 763 000,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 12a - (2 - 7)

Titre	Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.
--------------	---

PROGRAMME 2 Soutien aux cibles prioritaires	
Région 07 - Outaouais	
<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Association pour personnes souffrant de douleur chronique	7 000,00 \$
Donnes-toi une chance	24 000,00 \$
Entraide-Deuil de l'Outaouais	12 000,00 \$
Groupe entre femmes de l'Outaouais	20 000,00 \$
La souprière de l'amitié de Gatineau inc.	24 000,00 \$
Le centre d'entraide des aînés de Buckingham	12 000,00 \$
Le relais des jeunes Gatinois	16 000,00 \$
Maison de l'amitié de Hull	12 000,00 \$
Patro de Fort-Coulonge / Mansfield	11 000,00 \$
Prévention spécialisée en toxicomanie	24 000,00 \$
Regroupement des organismes communautaires du Pontiac	18 000,00 \$
Service animation jeunesse de l'Outaouais inc.	17 000,00 \$
Suicide détour	24 000,00 \$
	<u>221 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (2 - 8)

Titre	Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.
--------------	---

PROGRAMME 2 Soutien aux cibles prioritaires	
Région - 08 - Abitibi-Témiscamingue	
<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Campus-Jeunesse	20 000,00 \$
Centre Bernard-Hamel	20 000,00 \$
Groupe image du Témiscamingue (G.I.T.)	12 000,00 \$
La maison de la famille d'Amos inc.	10 000,00 \$
Le centre de bénévolat Lac-Témiscamingue	10 000,00 \$
Les grands frères et grandes soeurs de l'Abitibi-Ouest	6 000,00 \$
Société Alzheimer de la Vallée de l'Or inc.	12 000,00 \$
Société Alzheimer de Rouyn-Noranda	6 000,00 \$
	<u>96 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (2 - 9)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 2 Soutien aux cibles prioritaires

Région 09 - Côte-Nord

Nom de l'organisme

Montant de
l'engagement

Carrefour familial de Chute-aux-Outardes	12 000,00 \$
Centre communautaire pour les aînés de Ragueneau inc.	5 000,00 \$
Centre Le volet des femmes	8 000,00 \$
Comité jeunesse de Pointe-aux-Outardes	8 000,00 \$
L'entre-deux-tourants	24 000,00 \$
La maison du Tonnerre	8 000,00 \$
Le chemin de l'espoir de Port-Cartier	14 000,00 \$
Maison des jeunes "La source" Minganie	15 000,00 \$
	<u>94 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (2 - 10)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 2 Soutien aux cibles prioritaires**Région 10 - Nord-du-Québec***Nom de l'organisme**Montant de
l'engagement*

Regroupement de "Bouches à oreilles"

10 000,00 \$

10 000,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (2 - 11)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 2 Soutien aux cibles prioritaires

Région 11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Family ties Carrefour famille New Carlisle	8 000,00 \$
Grands amis de la baie	12 000,00 \$
Grands-frères et grandes-soeurs de Gaspé inc.	8 000,00 \$
Interface Baie-des-Chaleurs	5 000,00 \$
La CADOC	10 000,00 \$
La soupe populaire "L'étincelle"	10 000,00 \$
La source alimentaire Bonavignon inc.	24 000,00 \$
Maison de la famille Parenfant Gaspé	8 000,00 \$
Maison des jeunes de Caplan	10 000,00 \$
Maison des jeunes de Carleton	10 000,00 \$
Maison des jeunes de St-Elzéar	12 000,00 \$
Parrainage civique de Gaspé	12 000,00 \$
	<u>129 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (2 - 12)

Titre	Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.
--------------	---

PROGRAMME 2 Soutien aux cibles prioritaires	
Région 12 - Chaudière-Appalaches	
<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Association de l'action volontaire de Beauce	8 000,00 \$
Centre J'ai du génie	12 000,00 \$
Club parentale Beauce-Centre	20 000,00 \$
Groupe l'avenir économique de Ste-Apolline	10 000,00 \$
L'assiettée beauceronne	12 000,00 \$
La ressource de Lotbinière	10 000,00 \$
La société Alzheimer Chaudière-Appalaches	15 000,00 \$
Le patro de Lévis inc.	8 000,00 \$
Maison de la famille R.E.V. Rive-Sud	15 000,00 \$
Moisson Beauce inc.	20 000,00 \$
Ouvre ton cœur à l'espoir	10 000,00 \$
Stan-Jeunes	5 000,00 \$
Unité Domrémy de Thetford Mines inc.	16 000,00 \$
	<u>161 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (2 - 13)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 2 Soutien aux cibles prioritaires

Région 13 - Laval

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Association amicale des jeunes & parents «Agape» inc.	24 000,00 \$
Association des personnes aphasiques de Laval	14 000,00 \$
Centre d'écoute de Laval	8 000,00 \$
Le relais du quartier de St-Vincent-de-Paul	24 000,00 \$
Maison de quartier Vimont	13 000,00 \$
Maison des jeunes de Sainte-Dorothée	10 000,00 \$
Oasis, Unité mobile d'intervention	10 000,00 \$
S.O.S. jeunesse	24 000,00 \$
	<u>127 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (2 - 14)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 2 Soutien aux cibles prioritaires

Région 14 - Lanaudière

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Association des personnes handicapées de Brandon	9 000,00 \$
Association des personnes handicapées, du secteur Berthier	18 000,00 \$
Centre d'entraide Mandeville inc.	14 000,00 \$
Centre de bénévolat Brandon inc.	12 000,00 \$
Cible famille Brandon inc.	12 000,00 \$
La manne quotidienne	14 000,00 \$
La souprière Joliette-Lanaudière	10 000,00 \$
Le comptoir alimentaire de la Haute Matawinie	12 000,00 \$
Le relais jeunesse de Lavaltrie	10 000,00 \$
Le réseau des aidants naturels D'Autray	10 000,00 \$
Les ailes de l'espoir de St-Calixte	10 000,00 \$
Les cuisines collectives de Matha	24 000,00 \$
Maison des jeunes "Le gros orteil"	15 000,00 \$
Maison des jeunes de Ste-Marcelline	10 000,00 \$
Maison des jeunes Jeunesse-Énergie	10 000,00 \$
Moisson Lanaudière	12 000,00 \$
Popote roulante La Plaine	3 000,00 \$
Service d'accompagnement Montcalm Matawinie	10 000,00 \$
Solidarité sociale de Rawdon	24 000,00 \$
	<u>239 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (2 - 15)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 2 Soutien aux cibles prioritaires

Région 15 - Laurentides

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
"Café communautaire L'entre-gens" de Sainte-Adèle, comté Rousseau	15 000,00 \$
Amie du quartier	14 000,00 \$
Association de parents Panda de Ste-Thérèse-de-Blainville	10 000,00 \$
Association des parents d'enfants handicapés des Hautes-Laurentides	20 000,00 \$
Atelier des aînés de la M.R.C. Rivière du Nord	20 000,00 \$
Centre d'aide et de références de Sainte-Anne-des-Plaines	15 000,00 \$
Centre ressource jeunesse N.D.L.	12 000,00 \$
Comptoir d'entraide de Labelle	12 000,00 \$
La maison des jeunes de Grenville et agglomération	15 000,00 \$
La popote roulante d'Argenteuil inc.	10 000,00 \$
La rencontre de Ste-Marguerite du Lac Masson	12 000,00 \$
Le coin Alpha	15 000,00 \$
Maison de la famille de Bois-des-Filion	12 000,00 \$
Manne du jour	20 000,00 \$
Mouvement des personnes d'abord de la Vallée de la Rouge	8 000,00 \$
Mouvement personne d'abord de Ste-Agathe-des-Monts	12 000,00 \$
Parents uniques des Laurentides	11 000,00 \$
Parents-Toujours inc.	12 000,00 \$
Sablier	12 000,00 \$
Service collectif aux familles de Notre-Dame-du-Laus	18 000,00 \$
Signée femmes - Le centre de femmes	13 000,00 \$
Tangage des Laurentides	10 000,00 \$
	<u>298 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (2 - 16)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 2 Soutien aux cibles prioritaires

Région 16 - Montérégie

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Action-Services aux aidants de parents âgés - Longueuil	10 000,00 \$
Association Avante	4 000,00 \$
Association canadienne pour la santé mentale filiale Sorel-St-Joseph-Tracy	10 000,00 \$
Association de parents de personnes handicapées de Brome Missisquoi	8 000,00 \$
Association des devenus sourds et des malentendants du Québec secteur Rive-Sud	11 000,00 \$
Association des familles monoparentales et recomposées de St-Hyacinthe	14 000,00 \$
Association des personnes aphasiques du Richelieu-Yamaska	8 000,00 \$
Association Granby pour la déficience intellectuelle	8 000,00 \$
Association québécoise des troubles d'apprentissage de Bedford, section Brome-Missisquoi	24 000,00 \$
Carrefour communautaire L'arc-en-ciel	10 000,00 \$
Centre communautaire des aînés et aînées de Longueuil	12 000,00 \$
Centre de femmes La marg'elle inc.	24 000,00 \$
Centre Le faré	15 000,00 \$
Club des jeunes de Longueuil	12 000,00 \$
Complexe Le partage	6 000,00 \$
Cuisine collective Soulanges	10 000,00 \$
Entre ailes Ste-Julie	15 000,00 \$
Grands frères/grandes soeurs du Suroît inc.	15 000,00 \$
Grenier aux trouvailles (Partage sans faim)	24 000,00 \$
Groupe d'entraide G.E.M.E.	10 000,00 \$
Groupe d'entraide L'expression libre du Haut Richelieu	24 000,00 \$
L'association des parents des enfants handicapés de la région de Saint-Hyacinthe inc.	12 000,00 \$
L'association du syndrome de Turner du Québec	10 000,00 \$
L'école de la vie de Longueuil	12 000,00 \$
L'écrit tôt de Saint-Hubert	11 000,00 \$
L'entraide pour hommes Vallée-du-Richelieu inc.	16 000,00 \$
L'équipe d'accompagnement "Au diapason"	15 000,00 \$
La halte familiale	9 000,00 \$
La maison des jeunes "Le boum"	12 000,00 \$
La maison des jeunes de Beaujeu	15 000,00 \$
La porte du passant inc.	12 000,00 \$
Le centre communautaire Le trait d'union	13 000,00 \$
Le coin du partage Beauharnois inc.	10 000,00 \$
Le comité Popote roulante de Farnham inc.	5 000,00 \$
Le repas du passant	18 000,00 \$
Les cuisines collectives de la Montérégie	24 000,00 \$
Les grands frères & grandes soeurs de La Vallée du Richelieu inc.	8 000,00 \$
Maison des jeunes de Sutton inc.	16 000,00 \$
Mouvement action loisirs (M.A.L.I.)	10 000,00 \$
Organisme de prévention toxicomanie L'option Brome-Missisquoi	15 000,00 \$
Parrainage civique de la Vallée du Richelieu	10 000,00 \$
Parrainage civique Saint-Hubert	14 000,00 \$
Réconfort pour avancer	8 000,00 \$
Regroupement d'entraide des personnes en perte d'autonomie (R.E.P.P.A.)	10 000,00 \$
Regroupement Entraide pour la mère et ses enfants de Bedford (E.M.E.)	8 000,00 \$
Tel-Aide région de Valleyfield	14 000,00 \$
Trait-D'union montréalais	12 000,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 12a - (2 - 16)

Titre	Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.
--------------	---

PROGRAMME 2 Soutien aux cibles prioritaires	
Région 16 - Montérégie	
<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
	<u>593 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 12a - (2 - 17)

Titre	Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.
--------------	---

PROGRAMME 2 Soutien aux cibles prioritaires	
Région 17 - Centre-du-Québec	
Nom de l'organisme	Montant de l'engagement
ADISEP Drummond inc.	12 000,00 \$
Carrefour familial de Manseau (CFM)	8 000,00 \$
Centre communautaire d'Arthabaska inc.	5 000,00 \$
Centre communautaire Drummondville-Sud inc.	13 000,00 \$
Centre communautaire Pierre-Lemaire	7 000,00 \$
Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste de Drummondville inc.	7 000,00 \$
Centre communautaire St-Pierre inc.	9 000,00 \$
Centre d'action bénévole "Contact"	7 000,00 \$
Chez-nous entre hommes	10 000,00 \$
Groupe d'entraide "L'entraîn"	10 000,00 \$
La maison des femmes des Bois-Francis	7 000,00 \$
La ruche aire-ouverte inc.	6 000,00 \$
Les cuisines collectives des Bois-Francis	18 000,00 \$
Maison des femmes de Drummondville	14 000,00 \$
Maison des jeunes de Saint-Cyrille de Wendover	14 000,00 \$
Organisme de récupération alimentaire et de services St-Eusèbe	8 000,00 \$
Parrainage civique des Bois-Francis inc.	10 000,00 \$
Répît jeunesse	12 000,00 \$
Toit Jef inc.	10 000,00 \$
	<u>187 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 12a - (3 - 1)

Titre	Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.
--------------	---

PROGRAMME 3 Soutien aux projets de développement	
Région 01 - Bas-Saint-Laurent	
<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Association des personnes handicapées visuelles du Bas-Saint-Laurent	18 000,00 \$
	<u>18 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (3 - 3)

Titre	Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.
--------------	---

PROGRAMME 3 Soutien aux projets de développement	
Région 03 - Capitale-Nationale	
<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
(Le) pavois - Programme d'activités valorisantes offrant interaction et soutien	25 000,00 \$
Plan Nagua inc.	25 000,00 \$
	<u>50 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 12a - (3 - 4)

Titre	Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.
--------------	---

PROGRAMME 3 Soutien aux projets de développement	
Région 04 - Mauricie	
<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Bulletin communautaire Le tour d'y voir	20 000,00 \$
Conseil de développement de la recherche sur la famille du Québec	10 000,00 \$
La Gazette populaire de la Mauricie	20 000,00 \$
Regroupement d'organismes de promotion pour personnes handicapées - région Mauricie	20 000,00 \$
	<u>70 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (3 - 6)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 3 Soutien aux projets de développement**Région 06 - Montréal**

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Association des haltes-garderies communautaires du Québec AHGCQ	40 000,00 \$
Association pour l'éducation interculturelle du Québec	16 000,00 \$
Comité des femmes du Haut-Anjou	19 800,00 \$
Communautique	25 000,00 \$
Fédération des associations coopératives d'économie familiale du Québec	48 000,00 \$
Fédération du Québec pour le planning des naissances	40 000,00 \$
Front commun des assistés sociaux du Québec inc.	35 000,00 \$
Regroupement des bureaux de parrainage civique du Québec	15 000,00 \$
Réseau québécois d'action pour la santé des femmes	40 000,00 \$
Société de développement communautaire de Montréal, (SODECM)	23 000,00 \$
Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de Montréal	17 500,00 \$
	<u>319 300,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 12a - (3 - 7)

Titre	Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.
--------------	---

PROGRAMME 3 Soutien aux projets de développement	
Région 07 - Outaouais	
<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Atelier d'éducation populaire	10 000,00 \$
L'association pour enfants ayant des troubles d'apprentissage (chapitre de l'Outaouais)	25 000,00 \$
	<u>35 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 12a - (3 - 8)

Titre	Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.
-------	---

PROGRAMME 3 Soutien aux projets de développement	
Région 08 - Abitibi-Témiscamingue	
Nom de l'organisme	Montant de l'engagement
Corporation de développement des Coteaux	6 500,00 \$
Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue	35 000,00 \$
Solidarité rurale Abitibi-Témiscamingue	17 500,00 \$
	<u>59 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 12a - (3 - 11)

Titre	Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.
--------------	---

PROGRAMME 3 Soutien aux projets de développement	
Région 11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	
<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Regroupement des associations des personnes handicapées de la Gaspésie (Îles-de-la-Madeleine)	10 000,00 \$
Regroupement des organismes communautaires Gaspésie / Îles-de-la-Madeleine	25 000,00 \$
	<u>35 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 12a - (3 - 14)

Titre	Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.
--------------	---

PROGRAMME 3 Soutien aux projets de développement	
Région 14 - Lanaudière	
<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Centre de femmes Marie-Dupuis	25 000,00 \$
	<u>25 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 12a - (3 - 15)

Titre	Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.
--------------	---

PROGRAMME 3 Soutien aux projets de développement	
Région 15 - Laurentides	
<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Le centre de femmes Les unes et les autres inc.	15 000,00 \$
	<u>15 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (3 - 17)

Titre	Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.
--------------	---

PROGRAMME 3 Soutien aux projets de développement	
Région 17 - Centre-du-Québec	
<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Projet Place aux jeunes	15 000,00 \$
	<u>15 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

12b

Titre: Dans chacun des programmes:

Politique et critères d'attribution des subventions.

Critères d'admissibilité

- Être un organisme sans but lucratif légalement constitué ou reconnu en vertu d'une loi du Québec et dont les activités se déroulent au Québec.
- Être issu de la communauté et soutenu par cette-dernière.
- L'organisme doit démontrer :
 - Que ses activités sont en conformité avec sa charte;
 - Qu'il mène une action sociale susceptible d'améliorer les conditions de vie des personnes et des populations;
 - Qu'il adopte une approche qui tient compte de toute la personne et de son environnement;
 - Qu'il intervient de manière à favoriser la prise en charge individuelle et collective;
 - Qu'il intervient auprès d'une catégorie de personnes ou de diverses populations mais pas uniquement auprès de ses membres;
 - Qu'il fonctionne selon des règles démocratiques;
 - Qu'il réalise des activités depuis deux ans dans le secteur d'activité concerné par la demande, et ce, pour les programmes 1 et 2.

Critères d'appréciation de la demande

- La conformité entre les activités et les orientations de l'organisme ou des regroupements et les objectifs du programme visé.
- La population desservie, les activités ou les services offerts par l'organisme ou le regroupement ainsi que les modes d'intervention.
- La vie associative de l'organisme ou du regroupement.
- La situation financière et le réalisme budgétaire.
- Les démarches faites pour assurer la diversité des contributions financières, les prêts de ressources humaines et les prêts de ressources matérielles et techniques.
- L'étendue du territoire et la densité démographique.
- L'équité interrégionale et intrarégionale.
- L'équité interorganismes.

Facteurs d'exclusion

- Une fondation engagée prioritairement dans la distribution de fonds.
- Le Fonds ne peut servir à combler en tout ou en partie un déficit accumulé.
- L'achat ou la rénovation de biens immobiliers.
- Les organismes dont la mission ou les activités sont de nature politique partisane, religieuse, syndicale ou professionnelle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

12b

Titre: Dans chacun des programmes:

Politique et critères d'attribution des subventions.

Programme 1 – Soutien à la défense collective des droits

Le programme est destiné aux organismes et aux regroupements :

- dont l'activité principale est la défense collective des droits ;
- sectoriels et multisectoriels qui visent la promotion, la défense, la protection ou la représentation des droits et besoins faisant l'objet d'une revendication et qui rejoignent des segments de la population ;
- qui assurent la défense collective des droits d'une catégorie de personnes et non seulement celle de leurs membres.

L'objectif visé par le programme est un soutien à la base de fonctionnement de l'organisme ou du regroupement de façon à lui permettre d'atteindre ses objectifs prioritaires et de maintenir ses activités régulières.

La contribution pour l'exercice 2001-2002 est de :

- jusqu'à 36 000 \$ pour un organisme ;
- jusqu'à 50 000 \$ pour un regroupement.

Programme 2 – Soutien aux cibles prioritaires

Le programme de soutien aux cibles prioritaires est destiné aux organismes et aux regroupements qui oeuvrent auprès des populations les plus vulnérables.

L'objectif visé par le programme est de permettre à un organisme ou un regroupement d'atteindre ses objectifs prioritaires et de maintenir ses activités régulières.

La contribution pour l'exercice 2001-2002 est de :

- jusqu'à 24 000 \$ pour un organisme ;
- jusqu'à 48 000 \$ pour un regroupement.

Programme 3 – Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome

Le programme est destiné aux organismes et aux regroupements qui ont pour but de favoriser notamment la réflexion, l'expérimentation et l'échange sur les pratiques d'action communautaire autonome au niveau local, régional, national ou international.

L'objectif visé par le programme est un soutien financier ponctuel aux projets individuels (un organisme) ou aux projets collectifs (collaboration de plusieurs organismes), d'une durée maximale de trois ans, qui ont pour objectif le partage et le développement de l'expertise québécoise, la recherche, la formation ou la promotion de l'action communautaire. Les projets qui s'inscrivent dans les activités régulières de l'organisme sont exclus.

La contribution pour l'exercice 2001-2002 est de :

- jusqu'à 25 000 \$ pour un projet individuel ;
- jusqu'à 50 000 \$ pour un projet collectif.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

12c

Titre Dans chacun des programmes – liste des organismes dont la demande a fait l'objet d'un refus pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

L'information demandée exige une extraction particulière du système de gestion des demandes (SGD). Cette information pourrait être disponible ultérieurement si le besoin en était exprimé.

Toutefois, la fiche présentée en annexe donne le portrait du nombre de demandes refusées par programme et par région.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12c

Titre	Dans chacun des programmes - liste des organismes dont la demande à fait l'objet d'un refus pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.
--------------	---

Répartition régionale

Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec

ÉTAT DES DEMANDE INITIALES REFUSÉES VERSÉES PAR PROGRAMME ET PAR RÉGION			
RÉGIONS	Nombre de demandes initiales refusées au programme 1	Nombre de demandes initiales refusées au programme 2	Nombre de demandes initiales refusées au programme 3
01 - Bas-Saint-Laurent	8	19	11
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	8	42	8
03 - Capitale-Nationale	26	44	18
04 - Mauricie	17	25	7
05 - Estrie	10	18	10
06 - Montréal	47	133	56
07 - Outaouais	5	32	4
08 - Abitibi-Témiscamingue	5	20	3
09 - Côte-Nord	3	15	4
10 - Nord-du-Québec	0	4	0
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	5	25	9
12 - Chaudière-Appalaches	7	33	7
13 - Laval	6	16	4
14 - Lanaudière	13	31	8
15 - Laurentides	6	32	4
16 - Montérégie	9	75	17
17 - Centre-du-Québec	8	16	2
TOTAL	183	580	172

Total des demandes initiales refusées versées:

935

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec, en date du:

22 mars 2002

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 13

Titre : Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail

Bilan du budget et des dépenses de même que la répartition des crédits alloués dans chacune des régions pour les années 1999-2000, 2000-2001 et 2001-2002

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail est issu d'un consensus de l'ensemble des partenaires lors du Sommet sur l'économie et l'emploi, d'octobre 1996, pour lutter contre l'appauvrissement des plus démunis de notre société. Cette contribution de solidarité, initialement prévue à 250 millions de dollars sur 3 ans, provenait à parts égales des particuliers et des sociétés.

Lors du Sommet du Québec et de la jeunesse, le gouvernement a décidé de reconduire le Fonds pour une période de trois ans et d'y allouer un budget de 160 millions de dollars.

Ce fonds est, de façon exceptionnelle, sous la responsabilité du Premier ministre. Il est conseillé quant à son utilisation par un comité aviseur constitué de représentants des milieux communautaires, patronal, syndical et gouvernemental. L'administration du Fonds a été confiée à la ministre de la Solidarité sociale.

Pour l'année 2001-2002, un budget de 60 millions de dollars a été distribué entre les 17 grandes régions du Québec et une partie du budget a été réservée pour les projets qui touchent plusieurs régions simultanément (projets nationaux). Rappelons que les sommes du Fonds non engagées dans une année financière peuvent l'être l'année suivante.

En 2001-2002, au 15 mars 2002, les comités d'approbation des projets ont accepté de soutenir des projets pour une valeur totale de 69,4 millions de dollars. Les versements pour ces projets peuvent être faits sur plus d'une année financière.

Au 15 mars 2002, les dépenses effectuées au Fonds de lutte en 2001-2002 totalisent 51,1 millions de dollars.

L'annexe ci-jointe présente un portrait de la répartition budgétaire 2001-2002 et des projets acceptés en 2001-2002.

SOURCE : DGPSO, Direction du Fonds de lutte contre la pauvreté, 20 mars 2002

VALIDATION : DGPSO, Direction du budget et des opérations financières,

Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail

**Portrait de la répartition du nouveau budget 2001-2002
et des projets acceptés en 2001-2002
(15 mars 2002)**

Régions	Nouveau budget 2001-2002 ⁽¹⁾	Projets acceptés 2001-2002 ⁽²⁾ 15 mars 2002
01- Bas St-Laurent	1 470 000 \$	2 020 755 \$
02- Saguenay-Lac-St-Jean	2 050 000 \$	2 555 704 \$
03- Capitale nationale	4 150 000 \$	6 072 909 \$
04- Mauricie	2 460 000 \$	3 019 171 \$
05- Estrie	1 720 000 \$	2 947 214 \$
06- Montréal	18 610 000 \$	21 800 001 \$
07- Outaouais	2 110 000 \$	2 610 954 \$
08- Abitibi-Témiscamingue	1 200 000 \$	2 054 531 \$
09- Côte-Nord	650 000 \$	1 328 579 \$
10- Nord du Québec	210 000 \$	-
11- Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	3 080 000 \$	3 355 143 \$
12- Chaudière-Appalaches	1 350 000 \$	1 014 191 \$
13- Laval	1 260 000 \$	2 138 294 \$
14- Lanaudière	2 110 000 \$	2 019 317 \$
15- Laurentides	2 470 000 \$	3 511 878 \$
16- Montérégie	5 860 000 \$	7 205 041 \$
17- Centre du Québec	1 230 000 \$	887 285 \$
Sous-total	51 990 000 \$	64 540 967 \$
Projets nationaux	8 010 000 \$	4 838 140 \$
Total	60 000 000 \$	69 379 107 \$

(1) Le Budget disponible 2001-2002 est constitué de 60 M\$ en nouveaux crédits et des surplus accumulés des années antérieures.

(2) Montants acceptés par les comités d'approbation au 1 février 2002. Les engagements et les dépenses pour les projets peuvent couvrir plus d'une année financière.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 14

Titre : Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail

Liste et les montants alloués à chacun des organismes pour l'année 1999-2000, 2000-2001 et 2001-2002.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour l'année 2001-2002, au 1 février 2002, les comités d'approbation des projets ont accepté de soutenir des projets pour une valeur totale de 69,4 millions de dollars.

La fiche numéro 13 fait état du nouveau budget ainsi que des projets acceptés en 2001-2002.

L'annexe ci-jointe présente la liste des organismes ayant débuté un projet en 2001-2002 et les engagements qui ont été pris pour ces projets. Les engagements peuvent couvrir plus d'une année financière.

SOURCE : DGPSC, Direction du Fonds de lutte contre la pauvreté, 15 mars 2002

VALIDATION : DGPSO, Direction du budget et des opérations financières,

FONDS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ PAR LA RÉINSERTION AU TRAVAIL

ENGAGEMENTS POUR DES PROJETS ACCEPTÉS ENTRE LE 1ER AVRIL 2001 ET LE 15 MARS 2002

ANNÉE FINANCIÈRE 2001-2002

Nom région	Nom de l'organisme	Montant accordé
Abitibi-Témiscamingue	ACCUEIL HARVEY-BIBEAU INC.	19 928,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	ALLIANCE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DE LA M.R.C. DE ROUYN	25 523,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	ASSOCIATION DE CHASSEURS ET DE PECHEURS DE LA RIVIERE DU MOI	15 865,50 \$
Abitibi-Témiscamingue	ASSOCIATION DES GRANDS FRERES & GRANDES SOEURS DE VAL D'OR I	19 000,80 \$
Abitibi-Témiscamingue	ASSOCIATION DES PARENTS D'ENFANTS HANDICAPES TEMISCAMINGUE	21 227,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	ASSOCIATION GRANDS FRERES GRANDES SOEURS DE ROUYN-NORANDA INC	17 581,20 \$
Abitibi-Témiscamingue	ASSOCIATION POUR PERSONNES HANDICAPEES VISUELLES DE ROUYN-NO	7 824,60 \$
Abitibi-Témiscamingue	BANDE INDIENNE DES ALGONQUINS DE LONG-POINT WINNEWAY	176 226,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	CENTRE BERNARD-HAMEL	42 271,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	CENTRE D'INTEGRATION PHYSIQUE DE L'ENVOL INC.	14 778,40 \$
Abitibi-Témiscamingue	CENTRE DE BENEVOLAT DE LA VALLEE DE L'OR	80 661,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	CENTRE DE DEPANNAGE RAPIDE-DANSEUR	6 767,20 \$
Abitibi-Témiscamingue	CENTRE DE DEPANNAGE RAPIDE-DANSEUR	38 044,19 \$
Abitibi-Témiscamingue	CENTRE LOCAL DE DEVELOPPEMENT DE LA MRC ROUYN-NORANDA INC.	16 326,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	CENTRE RESSOURCES JEUNESSE DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE	16 595,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	CLUB DE CURLING DE NORANDA	14 632,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	CLUB MOTONEIGISTE M.R.C. ROUYN-NORANDA INC.	25 363,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	CLUB MOTONEIGISTE M.R.C. ROUYN-NORANDA INC.	50 725,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	CLUB NAUTIQUE LAC ABITIBI INC.	52 225,58 \$
Abitibi-Témiscamingue	COLLECTIF DE DEVELOPPEMENT RENAULT-DESTOR	16 860,60 \$
Abitibi-Témiscamingue	COLLECTIF FEMINISTE DE ROUYN-NORANDA	28 414,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	COMITE DE DEVELOPPEMENT DE REMIGNY	10 958,75 \$
Abitibi-Témiscamingue	COMITE DE PREVENTION DU SUICIDE DU TEMISCAMINGUE	21 840,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	COMMISSION DE DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES ALGONQUI	46 023,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE D'AMOS	57 509,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE UNIVERSEAU	21 227,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	CORPORATION DES FETES POUR TOUT LE MONDE	27 159,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	CORPORATION DU PARC LINEAIRE ROUYN-NORANDA-TASCHEREAU	25 363,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	DOMAINE DE L'HIRONDELLE	19 136,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	FEDERATION DES CLUBS DE L'AGE D'OR DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGU	21 136,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	GROUPE TRANSIT "12-17 ANS" DE MONTBEILLARD	26 263,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	JEUNESSE ACTION VAL D'OR INC.	25 335,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	L'ACTIA INC.	21 226,66 \$
Abitibi-Témiscamingue	L'ENTRE-ACTE "MAISON DE LA FAMILLE" INC.	23 249,22 \$
Abitibi-Témiscamingue	LA CHAMBRE DE COMMERCE DE VILLE-MARIE	23 349,33 \$
Abitibi-Témiscamingue	LA CORPORATION DE DEVELOPPEMENT DE GUYENNE	19 022,09 \$
Abitibi-Témiscamingue	LA FABRIQUE DE LA PAROISSE DE NOTRE-DAME-DE-PROTECTION	9 568,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	LA FOIRE DU CAMIONNEUR DE BARRAUTE INC.	9 274,72 \$
Abitibi-Témiscamingue	LA FRATERNITE ST-MICHEL INC.	19 022,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	LA MAISON DE LA FAMILLE DE ROUYN-NORANDA	12 324,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	LA MAISON DE LA FAMILLE DE VAL D'OR INC.	36 192,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	LA MAISON DU SOLEIL LEVANT DE ROUYN-NORANDA	6 851,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	LA MAISON DU SOLEIL LEVANT DE ROUYN-NORANDA	33 280,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	LA PETITE BOUTIQUE (D'AMOS)	53 896,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	LA SOCIETE D'HISTOIRE DU TEMISCAMINGUE	19 339,44 \$
Abitibi-Témiscamingue	LA SOUPAPE, MAISON DES JEUNES INC.	18 574,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	LA SPIRALE D'ICI	215 280,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	LE COMITE DE LA CONDITION FEMININE AU TEMISCAMINGUE	28 646,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	LE COMITE DE LA CONDITION FEMININE AU TEMISCAMINGUE	21 452,20 \$
Abitibi-Témiscamingue	LE DISPENSAIRE DE LA GARDE	21 135,66 \$
Abitibi-Témiscamingue	LE PILIER L'ASSOCIATION DES TRAUMATISES CRANIENS DE L'ABITIB	17 581,20 \$
Abitibi-Témiscamingue	LE PONT DE ROUYN-NORANDA INC.	29 844,40 \$
Abitibi-Témiscamingue	LES ATELIERS KAMI INC.	20 512,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	LES INTREPIDES DE ROUYN-NORANDA INC.	26 419,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	LES LOISIRS DE STE-HELENE DE MANCEBOURG INC.	25 116,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	LES VOISINS D'EN HAUT	21 136,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	MAISON D'HEBERGEMENT "LE NID" POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLEN	30 064,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	MAISON DE LA FAMILLE DE SENNETERRE	23 667,23 \$
Abitibi-Témiscamingue	MAISON DES JEUNES DU TEMISCAMINGUE	20 236,99 \$
Abitibi-Témiscamingue	MAISON DES JEUNES DE BARRAUTE	6 706,50 \$
Abitibi-Témiscamingue	MAISON ST-ANDRE ABITIBI-UEST	14 168,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	MAISON ST-ANDRE ABITIBI-UEST	17 965,31 \$
Abitibi-Témiscamingue	MANOIR DU CHEMIN POUR LA SOBRIETE	21 227,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	MUNICIPALITE DE COLOMBOURG	16 944,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	MUNICIPALITE DE MOFFET	21 136,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	MUNICIPALITE REGIONALE DE COMTE D'ABITIBI-UEST	20 837,00 \$

Nom région	Nom de l'organisme	Montant accordé
Abitibi-Témiscamingue	MUNICIPALITE REGIONALE DE COMTE DE VALLEE-DE-L'OR	25 444,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	NOTRE-DAME-DU-NORD EN SANTE	17 446,80 \$
Abitibi-Témiscamingue	OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE NORMETAL	25 690,56 \$
Abitibi-Témiscamingue	ON EN SORT DU BOIS	10 574,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	PROJET JEUNESSE ST-MICHEL INC.	21 236,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	R.E.P.A.S. DE ROUYN-NORANDA	17 582,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	REFERENCE-JEUNESSE DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE	21 227,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	REGROUPEMENT DE FEMMES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE	27 476,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	REGROUPEMENT DES LOISIRS CULTURELS ET SCIENTIFIQUES DU TEMIS	27 116,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	ROULEC 95 INC.	22 826,66 \$
Abitibi-Témiscamingue	ROULEC 95 INC.	12 180,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	S.O.S. EMPLOI (ABITIBI-EST)	29 185,00 \$
Abitibi-Témiscamingue	TECHNOBOIS ENTREPRISE D'INSERTION SOCIO-ECONOMIQUE	224 657,16 \$
Abitibi-Témiscamingue	TELE COMMUNAUTAIRE D'AMOS REGION	197,50 \$
Abitibi-Témiscamingue	TELE VM	15 939,64 \$
Bas-Saint-Laurent	ASSOCIATION DE PERSONNES HANDICAPEES L'EVEIL DES BASQUES INC	27 116,00 \$
Bas-Saint-Laurent	ASSOCIATION JEUNESSE DE SAINT-LOUIS-DU-HA]-HA] INC	18 320,00 \$
Bas-Saint-Laurent	ATELIER DE TRAVAIL JEUNESSE 01	152 666,15 \$
Bas-Saint-Laurent	AUX TROIS MATS	23 592,00 \$
Bas-Saint-Laurent	AUX TROIS MATS	10 166,83 \$
Bas-Saint-Laurent	CENTRAIDE PORTAGE-TACHE	20 265,00 \$
Bas-Saint-Laurent	CENTRE D'ANIMATION ET DE DIFFUSION CULTURELLES BSL INC.	88 640,00 \$
Bas-Saint-Laurent	CENTRE DE PLEIN AIR IXWORTH, COOPERATIVE DE SOLIDARITE	102 597,00 \$
Bas-Saint-Laurent	CENTRE DES FEMMES DU TEMISCOUATA	1 803,27 \$
Bas-Saint-Laurent	COMITE ORGANISATEUR DE LA FINALE DES JEUX DU QUEBEC DE RIMOU	16 305,11 \$
Bas-Saint-Laurent	CONSEIL DE LA CULTURE DU BAS-SAINT-LAURENT	25 656,00 \$
Bas-Saint-Laurent	COOPERATIVE ATENA	7 252,17 \$
Bas-Saint-Laurent	CORPORATION D'EXPLOITATION DES RESSOURCES FAUNIQUE VALLEE D'	105 214,00 \$
Bas-Saint-Laurent	CORPORATION DE GESTION DES RIVIERES MATAPEDIA ET PATAPEDIA (75 252,24 \$
Bas-Saint-Laurent	CORPORATION TOURISTIQUE DE SAINT-CLEMENT	30 629,00 \$
Bas-Saint-Laurent	CUISINES COLLECTIVES DE DEGELIS	9 574,00 \$
Bas-Saint-Laurent	EMPLOI-SERVICES	174 265,00 \$
Bas-Saint-Laurent	FESTIVAL DE LA CHANSON ET DE L'HUMOUR LE TREMLIN DE DEGELIS	10 613,50 \$
Bas-Saint-Laurent	FESTIVAL EN CARTON DU TEMISCOUATA	21 453,50 \$
Bas-Saint-Laurent	GROUPE "RELIONS MATANE" INC.	215 618,00 \$
Bas-Saint-Laurent	L'ARC-EN-CIEL - AMQUI	13 201,50 \$
Bas-Saint-Laurent	LA CORPORATION DE LA MONTAGNE DU COLLEGE INC.	79 460,00 \$
Bas-Saint-Laurent	LA CORPORATION PARC BAS-SAINT-LAURENT	211 212,00 \$
Bas-Saint-Laurent	LA CORPORATION PARC BAS-SAINT-LAURENT	81 035,00 \$
Bas-Saint-Laurent	LA CORPORATION PARC BAS-SAINT-LAURENT	100 163,22 \$
Bas-Saint-Laurent	LA CUISINE COLLECTIVE DE LA REGION DE MATANE	218,77 \$
Bas-Saint-Laurent	LA LUEUR DE L'ESPOIR DU BAS SAINT-LAURENT INC.	19 616,57 \$
Bas-Saint-Laurent	LE TERRITOIRE POPULAIRE CHENIER INC.	98 919,90 \$
Bas-Saint-Laurent	LES AMIS DES JARDINS DE METIS INC.	107 114,22 \$
Bas-Saint-Laurent	LES COMPAGNONS DE LA MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE VIVANT DE	15 697,50 \$
Bas-Saint-Laurent	LES EDITIONS DU BERGER BLANC	4 528,00 \$
Bas-Saint-Laurent	LES EDITIONS DUBOUT-DUQUAI	2 644,00 \$
Bas-Saint-Laurent	LES LOISIRS SAINT-FABIEN INC.	24 220,00 \$
Bas-Saint-Laurent	M.A.I.N.S. BAS-ST-LAURENT (MOUVEMENT D'AIDE ET D'INFORMATION	13 167,12 \$
Bas-Saint-Laurent	M.A.I.N.S. BAS-ST-LAURENT (MOUVEMENT D'AIDE ET D'INFORMATION	25 912,56 \$
Bas-Saint-Laurent	MRC RIMOUSKI NEIGETTE	1 750,00 \$
Bas-Saint-Laurent	MUNICIPALITE DU VILLAGE DE ST-NOEL	14 632,00 \$
Bas-Saint-Laurent	MUNICIPALITE REGIONALE DE COMTE LES BASQUES	20 540,00 \$
Bas-Saint-Laurent	OFFICE DU TOURISME ET DES CONGRES DE RIVIERE-DU-LOUP INC.	16 177,22 \$
Bas-Saint-Laurent	RE-SOURCE FAMILLES ST-HONORE	11 095,00 \$
Bas-Saint-Laurent	REGROUPEMENT DE PHOTOGRAPHES F:	13 995,60 \$
Bas-Saint-Laurent	REGROUPEMENT DES ASSISTEES SOCIALES ET ASSISTES SOCIAUX DU T	32 743,60 \$
Bas-Saint-Laurent	SERVICE DE DEPANNAGE ALIMENTAIRE DU TEMISCOUATA	29 875,00 \$
Bas-Saint-Laurent	SOCIETE D'ECOLOGIE DE LA BATTURE DU KAMOURASKA (SEBKA) INC.	27 361,40 \$
Bas-Saint-Laurent	SOCIETE D'HORTICULTURE KAMOURASKA-L'ISLET	83 317,45 \$
Bas-Saint-Laurent	SOCIETE GENEALOGIQUE DE L'EST DU QUEBEC	43 360,00 \$
Bas-Saint-Laurent	SOCIETE GENEALOGIQUE DU K.R.T.	37 838,00 \$
Bas-Saint-Laurent	TRANS-APTE INC.	27 863,00 \$
Bas-Saint-Laurent	TRANSPORT ADAPTE "ROULAMI" INC.	12 558,00 \$
Bas-Saint-Laurent	TRANSPORT ADAPTE "VAS-Y" INC.	13 558,00 \$
Bas-Saint-Laurent	TREMLIN TRAVAIL VALLEE DE LA MATAPEDIA INC.	13 412,50 \$

FONDS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ PAR LA RÉINSERTION AU TRAVAIL

ENGAGEMENTS POUR DES PROJETS ACCEPTÉS ENTRE LE 1ER AVRIL 2001 ET LE 15 MARS 2002

ANNÉE FINANCIÈRE 2001-2002

Nom région	Nom de l'organisme	Montant accordé
Bas-Saint-Laurent	TREMPLIN TRAVAIL VALLEE DE LA MATAPEDIA INC.	35 000,00 \$
Bas-Saint-Laurent	VILLE D'AMQUI	125 042,00 \$
Bas-Saint-Laurent	VILLE DE CAUSAPSCAL	4 671,89 \$
Bas-Saint-Laurent	VILLE DE MATANE	17 500,00 \$
Bas-Saint-Laurent	VILLE DE RIVIERE-DU-LOUP	1 748,00 \$
Capitale nationale	ACTION CHOMAGE QUEBEC	23 231,00 \$
Capitale nationale	AMICALE ALFA DE QUEBEC,	77 380,10 \$
Capitale nationale	ASSOCIATION DES LOCATAIRES DES APPARTEMENTS ST-PIE X (1992)	7 763,48 \$
Capitale nationale	ATELIER DE CERAMIQUE SAINT-ELME	112 000,00 \$
Capitale nationale	ATOUT-LIRE	37 322,00 \$
Capitale nationale	AU CARREFOUR ETUDIANTS	29 200,08 \$
Capitale nationale	AUDIOTHEQUE POUR PERS. HANDIC. DE L'IMPRIME DU QUEBEC INC.	17 871,00 \$
Capitale nationale	BOUQUINERIE TRAIT D'UNION	117 370,00 \$
Capitale nationale	CAP-A-L' AIGLE VILLAGE DES LILAS	25 116,00 \$
Capitale nationale	CARREFOUR TIERS-MONDE INC.	75 596,00 \$
Capitale nationale	CARREFOUR TIERS-MONDE INC.	50 883,00 \$
Capitale nationale	CENTRE COMMUNAUTAIRE DE BEAUPORT INC.	54 181,00 \$
Capitale nationale	CENTRE D'AMITIE AUTOCHTONE DE QUEBEC INC,	33 795,00 \$
Capitale nationale	CENTRE DE FORMATION OPTION-TRAVAIL STE-FOY	147 253,00 \$
Capitale nationale	CENTRE DE PARRAINAGE CIVIQUE DE QUEBEC	22 702,00 \$
Capitale nationale	CENTRE DE VALORISATION DU PATRIMOINE VIVANT	38 092,60 \$
Capitale nationale	CENTRE RESSOURCES JARDIN DE FAMILLES	73 168,00 \$
Capitale nationale	CENTRE VANIEROIS DE L'EMPLOI	24 299,00 \$
Capitale nationale	CENTRE-FEMMES AUX PLURIELLES	40 409,00 \$
Capitale nationale	CENTRE-FEMMES AUX PLURIELLES	31 770,00 \$
Capitale nationale	CFER DE QUEBEC	9 568,00 \$
Capitale nationale	COLLECTIF DE RECHERCHE PEDAGOGIQUE (C.R.P.) INC.	1 833,19 \$
Capitale nationale	COLLEGE O'SULLIVAN DE QUEBEC INC.	211 910,00 \$
Capitale nationale	COMITE ORGANISATEUR DE LA FINALE DES JEUX DU QUEBEC DE LA MR	260 061,62 \$
Capitale nationale	COMMISSION SCOLAIRE DES PREMIERES- SEIGNEURIES	99 271,54 \$
Capitale nationale	COMMISSION SCOLAIRE DES PREMIERES- SEIGNEURIES	103 125,00 \$
Capitale nationale	COMMISSION SCOLAIRE DES PREMIERES- SEIGNEURIES	181 137,00 \$
Capitale nationale	COMMISSION SCOLAIRE DES PREMIERES- SEIGNEURIES	58 902,00 \$
Capitale nationale	COMMISSION SCOLAIRE DES PREMIERES- SEIGNEURIES	169 145,00 \$
Capitale nationale	COMMISSION SCOLAIRE DES PREMIERES- SEIGNEURIES	83 413,30 \$
Capitale nationale	COMMISSION SCOLAIRE DES PREMIERES- SEIGNEURIES	105 200,00 \$
Capitale nationale	COMMUNAUTE AGAPE DE QUEBEC	165 756,00 \$
Capitale nationale	COMPAGNIE DE DANSE ETHNIQUE MIGRATIONS	17 175,00 \$
Capitale nationale	COMPTOIR EMMAUS	16 490,50 \$
Capitale nationale	CONCERTATION RECYCLAGE QUEBEC	14 308,04 \$
Capitale nationale	CONFECTION HAUT DE GAMME INDUSTRIELLE DE QUEBEC, COOPERATIVE	108 063,75 \$
Capitale nationale	CONFECTION HAUT DE GAMME INDUSTRIELLE DE QUEBEC, COOPERATIVE	1 868,00 \$
Capitale nationale	CONFECTION HAUT DE GAMME INDUSTRIELLE DE QUEBEC, COOPERATIVE	171 339,00 \$
Capitale nationale	CONFEDERATION DES ASSOCIATIONS LATINO-AMERICAINES DE QUEBEC	26 402,00 \$
Capitale nationale	CONSEIL QUEBECOIS DU PATRIMOINE VIVANT	43 530,00 \$
Capitale nationale	COOPERATIVE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL, QUEBEC-APPALACHES	94 775,00 \$
Capitale nationale	COOPERATIVE DE SERVICES A DOMICILE DE CHARLESBOURG	143 221,00 \$
Capitale nationale	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DE SERVICES A DOMICILE ORLEANS	3 426,67 \$
Capitale nationale	COOPERATIVE DE TRAVAIL LES SAUVAGEONNES	56 316,00 \$
Capitale nationale	COOPERATIVE DES BRASSEURS PROFESSIONNELS	12 167,46 \$
Capitale nationale	COUP DE POUCE TRAVAIL 1982 INC.	119 620,00 \$
Capitale nationale	CREECQ	460 670,12 \$
Capitale nationale	ECOLE DE CIRQUE DE QUEBEC	1 285,35 \$
Capitale nationale	EDITIONS J'AI VU	18 354,00 \$
Capitale nationale	EN VERT & DIFFERENCES	51 698,62 \$
Capitale nationale	EPILEPSIE SECTION DE QUEBEC	19 901,00 \$
Capitale nationale	EQUITRAVAIL	196 189,23 \$
Capitale nationale	EXPORTEX, GESTION DE SURPLUS TEXTILE	64 743,00 \$
Capitale nationale	FEDERATION REGIONALE DES COOPERATIVES D'HABITATION DE QUEBEC	75 116,06 \$
Capitale nationale	FONDATION CHABOU	35 209,00 \$
Capitale nationale	INSTITUT DE FORMATION D.C.E. INC.	75 000,00 \$
Capitale nationale	JEUNESSOR PORTNEUF	51 518,00 \$
Capitale nationale	JEUNESSOR PORTNEUF	209 897,00 \$
Capitale nationale	JONATHAN 1445 INC.	51 652,00 \$
Capitale nationale	JONATHAN 1445 INC.	120 263,00 \$
Capitale nationale	JONATHAN 1445 INC.	50 232,67 \$

Nom région	Nom de l'organisme	Montant accordé
Capitale nationale	L'AUTONHOMMIE, CENTRE DE RESSOURCES	36 250,00 \$
Capitale nationale	L'OURLET, ATELIER DE COUTURE	38 905,60 \$
Capitale nationale	LA BARATTE	89 046,00 \$
Capitale nationale	LA BOUCHEE GENEREUSE	51 608,00 \$
Capitale nationale	LA CASERNE, LIEU ARTISTIQUE ET CULTUREL DE LIMOILLOU	14 787,82 \$
Capitale nationale	LA COOPERATIVE D'ENTRETIEN MENAGER FLEURIE	1 548,60 \$
Capitale nationale	LA COURTEPOINTE	253,50 \$
Capitale nationale	LA COURTEPOINTE	325,00 \$
Capitale nationale	LA FONDATION CANADIENNE REVES D'ENFANTS	9 515,70 \$
Capitale nationale	LA MAISON CREADICI MODE QUEBEC	24 195,20 \$
Capitale nationale	LA MAISON DE L'AUBERIVIERE	35 000,00 \$
Capitale nationale	LA MUNICIPALITE DE SAINT-AUGUSTIN	3 189,37 \$
Capitale nationale	LA SOCIETE ST-VINCENT DE PAUL DE QUEBEC	57 046,00 \$
Capitale nationale	LE CENTRE DE RESSOURCES EN CREATION D'ENTREPRISES COLLECTIVE	129 708,00 \$
Capitale nationale	LE COLLECTIF D'ACCOMPAGNEMENT A L'ACCOUCHEMENT "LES ACCOMPAG	26 992,00 \$
Capitale nationale	LE COMITE D'ACTION DES PERSONNES VIVANT DES SITUATIONS DE HA	25 216,00 \$
Capitale nationale	LE MAGNIFIQUE INC.	53 565,00 \$
Capitale nationale	LE VELO VERT INC.	24 761,00 \$
Capitale nationale	LE VERGER- CENTRE COMMUNAUTAIRE EN SANTE MENTALE	14 943,89 \$
Capitale nationale	LE VERGER- CENTRE COMMUNAUTAIRE EN SANTE MENTALE	64 930,00 \$
Capitale nationale	LES ATELIERS ENTR'ACTES	73 493,00 \$
Capitale nationale	LES COPIES DU PAVOIS INC.	73 771,62 \$
Capitale nationale	LES EDITIONS VIABILYS INC.	19 444,75 \$
Capitale nationale	LES ENTREPRISES (LES PROMOTIONS) DE LA COTERIE INC.	2 731,50 \$
Capitale nationale	LÈS GRANDS FRERES ET GRANDES SOEURS DE QUEBEC INC.	24 487,00 \$
Capitale nationale	LES OEUVRES DE LA MAISON DAUPHINE INC.	6 382,51 \$
Capitale nationale	LES OEUVRES DE LA MAISON DAUPHINE INC.	39 047,20 \$
Capitale nationale	LES OEUVRES DE LA MAISON DAUPHINE INC.	37 615,70 \$
Capitale nationale	LES SERVICES DE MAIN-D'OEUVRE L'APPUI INC.	93 090,95 \$
Capitale nationale	MAISON DE JOB	24 226,67 \$
Capitale nationale	MAISON DE LA FAMILLE DE CHARLEVOIX	11 924,64 \$
Capitale nationale	MAISON DU BENEVOLAT DE CHARLESBOURG	26 218,00 \$
Capitale nationale	MOUVEMENT ACTION-CHOMAGE DE CHARLEVOIX INC.	33 916,00 \$
Capitale nationale	MRC DE LA JACQUES-CARTIER	5 832,86 \$
Capitale nationale	OEIL DE POISSON INC	37 701,84 \$
Capitale nationale	PASSEPORT EMPLOI	3 114,73 \$
Capitale nationale	PLAN NAGUA	60 092,00 \$
Capitale nationale	PRESENCE-FAMILLE ST-AUGUSTIN	68 511,00 \$
Capitale nationale	PROJET-INTERVENTION- PROSTITUTION QUEBEC INC.	26 218,00 \$
Capitale nationale	RADIO CHARLESBOURG/HAUTE ST-CHARLES	123 115,00 \$
Capitale nationale	RECUPERATION MONSTRE	157 672,66 \$
Capitale nationale	REPAC-03-12	11 774,47 \$
Capitale nationale	RESSOURCES FAMILIALES DE LA COTE-DE-BEAUPRE	126 234,00 \$
Capitale nationale	SER. D'ORIENTATION ET D'INTEGRATION AU TRAVAIL QUEBEC INC.	21 188,37 \$
Capitale nationale	SERVICE FAMILIAL D'ACCOMP. SUPERVISE	2 470,00 \$
Capitale nationale	SOCIETE ACTION-CHAMBREURS DE QUEBEC	21 226,66 \$
Capitale nationale	THEATRE DU MANOIR ST-CASTIN	29 900,00 \$
Capitale nationale	THIVIERGE, GAGNON EN FIDUCIE-DIRECTION DU CONTENTIEUX	7 000,00 \$
Capitale nationale	UNITE DOMREMY DE CLERMONT INC.	15 151,00 \$
Capitale nationale	VIEUX-LIMOILLOU EN FETE	54 765,60 \$
Capitale nationale	VILLE DE CHARLESBOURG PROJET VILLES ET VILLAGES D'ART+PATRI	2 512,93 \$
Centre-du-Québec	A.C.E.F. DES BOIS-FRANCS	23 327,00 \$
Centre-du-Québec	ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPEES DU LAC ST-PIERRE	14 651,00 \$
Centre-du-Québec	ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPEES DE LA MRC BECANCOUR	3 989,38 \$
Centre-du-Québec	ASSOCIATION MALENTENDANTS, MALENTENDANTES CENTRE DU QUEBEC I	16 054,29 \$
Centre-du-Québec	ASSOCIATION PARENTS-RESSOURCES DES BOIS-FRANCS	61 234,65 \$
Centre-du-Québec	C.D.P.A.S.	6 962,50 \$
Centre-du-Québec	CAFE-RENCONTRE DRUMMOND INC.	19 636,00 \$
Centre-du-Québec	CAFE-RENCONTRE DRUMMOND INC.	7 751,00 \$
Centre-du-Québec	CARREFOUR D'ENTRAIDE DRUMMOND INC.	5 307,88 \$
Centre-du-Québec	CENTRE COMMUNAUTAIRE DRUMMONDVILLE-SUD INC.	29 081,49 \$
Centre-du-Québec	CENTRE COMMUNAUTAIRE DRUMMONDVILLE-SUD INC.	11 246,24 \$
Centre-du-Québec	CENTRE COMMUNAUTAIRE ST-PIERRE INC.	15 004,33 \$
Centre-du-Québec	CENTRE DE RELEVEMENT ET D'INFORMATION SOCIALE VICTORIAVILLE	16 401,00 \$
Centre-du-Québec	CENTRE DE RELEVEMENT ET D'INFORMATION SOCIALE VICTORIAVILLE	21 534,66 \$
Centre-du-Québec	CENTRE DE STIMULATION L'ENVOL	21 882,09 \$

FONDS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ PAR LA RÉINSERTION AU TRAVAIL

ENGAGEMENTS POUR DES PROJETS ACCEPTÉS ENTRE LE 1ER AVRIL 2001 ET LE 15 MARS 2002

ANNÉE FINANCIÈRE 2001-2002

Nom région	Nom de l'organisme	Montant accordé
Centre-du-Québec	CHEZ-NOUS ENTRE HOMMES	14 987,00 \$
Centre-du-Québec	CLUB DE VOILE DRUMMONDVILLE, INC.	10 103,00 \$
Centre-du-Québec	CLUB DES ALLEGHANISH DES BOIS FRANCS INC.	19 954,80 \$
Centre-du-Québec	CLUB JOIE DE VIVRE DE LA M.R.C. DE L'ERABLE INC.	15 918,00 \$
Centre-du-Québec	CLUB ROTARY DE DRUMMONDVILLE (QUEBEC, CANADA) INC.	15 403,00 \$
Centre-du-Québec	COMITE D'ACCUEIL INTERNATIONAL DES BOIS-FRANC	22 135,66 \$
Centre-du-Québec	COMITE DE DEVELOPPEMENT ET DE FIERTE DE MANSEAU INC.	28 362,79 \$
Centre-du-Québec	COMITE DE DEVELOPPEMENT LOCAL DE ST-EUGENE	4 709,25 \$
Centre-du-Québec	COMITE LOCAL DEVELOPPEMENT ST-BONAVENTURE	24 956,01 \$
Centre-du-Québec	CONSEIL REGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT CENTRE-DU-QUEBEC	45 384,89 \$
Centre-du-Québec	COOP DE TRAVAIL EN TELEVISION TELE-CENTRE DRUMMOND	56 119,00 \$
Centre-du-Québec	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE LA MRC DE BECA	21 165,00 \$
Centre-du-Québec	DOMAINE LA SOLITUDE DE STE-FRANCOISE	47 446,40 \$
Centre-du-Québec	EDUCO-POP DES BOIS-FRANCS	5 313,00 \$
Centre-du-Québec	ENSOLEILVENT	22 075,20 \$
Centre-du-Québec	GARDERIE FLEUR DE SOLEIL INC.	20 540,00 \$
Centre-du-Québec	GROUPE-ACTION ST-MAURICE/ST-ADOLPHE	19 237,00 \$
Centre-du-Québec	ILOT RESIDENTIEL ADAPTE DRUMMOND INC.	28 716,00 \$
Centre-du-Québec	L'ASSOCIATION DES GROUPES DE JEUNES DES HAUTS-RELIEFS	22 230,00 \$
Centre-du-Québec	L'EPICERIE DE DURHAM-SUD - COOP DE SOLIDARITE	39 144,00 \$
Centre-du-Québec	LA CHRYSALIDE MAISON D'HEBERGEMENT COMMUNAUTAIRE EN SANTE ME	44 453,32 \$
Centre-du-Québec	LA CORPORATION DES LOISIRS DE ST-JOACHIM-DE-COURVAL	19 103,99 \$
Centre-du-Québec	LA CORPORATION DES LOISIRS DE ST-JOACHIM-DE-COURVAL	19 892,00 \$
Centre-du-Québec	LA FERME D'ANTAN INC.	72 760,00 \$
Centre-du-Québec	LA FONDATION FONDA-MENTALE	19 888,40 \$
Centre-du-Québec	LA FREQUENCE INC LA MAISON DES JEUNES	12 733,35 \$
Centre-du-Québec	LA MAISON LA NACELLE	22 727,00 \$
Centre-du-Québec	LA MAISON LE COUDRIER	22 611,40 \$
Centre-du-Québec	LA ROSE DES VENTS DE DRUMMOND INC.	4 529,98 \$
Centre-du-Québec	LA RUCHE AIRE-OUVERTE INC	22 103,99 \$
Centre-du-Québec	LE LIEN MAISON DE LA FAMILLE	14 861,00 \$
Centre-du-Québec	LES AMIS DU THEATRE BELCOURT	11 064,17 \$
Centre-du-Québec	LES CUISINES COLLECTIVES DES BOIS-FRANCS	22 603,99 \$
Centre-du-Québec	LES GROUPES POPULAIRES ASSOCIES DE DRUMMOND INC.	18 202,00 \$
Centre-du-Québec	MAISON DE LA FAMILLE DRUMMOND INC.	23 104,00 \$
Centre-du-Québec	MAISON DES JEUNES DE SAINT-CYRILLE DE WENDOVER	12 768,35 \$
Centre-du-Québec	MAISON DU LAC	24 277,00 \$
Centre-du-Québec	MAISON HABIT ACTION DE DRUMMONDVILLE INC.	26 258,00 \$
Centre-du-Québec	MAISON MARIE RIVIER DE DRUMMONDVILLE INC	16 122,51 \$
Centre-du-Québec	MANITOU DRUMMOND INC.	34 775,25 \$
Centre-du-Québec	MUSEE DU BRONZE D'INVERNESS	15 069,60 \$
Centre-du-Québec	ORGANISME CENTRETIEN DE NICOLET ET REGIONS	20 103,99 \$
Centre-du-Québec	PARC LINEAIRE DES BOIS-FRANCS	13 535,90 \$
Centre-du-Québec	PAROISSE DE NOTRE-DAME-DE-PIERREVILLE	24 946,00 \$
Centre-du-Québec	PAVILLON THEMATIQUE ET MULTIFONCTIONNEL INC.	73 260,00 \$
Centre-du-Québec	RECUPAIDE INTERNATIONAL	1 000,00 \$
Centre-du-Québec	REFUGE LA PIAULE DU CENTRE DU QUEBEC INC.	64 290,00 \$
Centre-du-Québec	S.A.R.A. - SERVICE D'APPLICATION DES RESSOURCES ADAPTEES	22 676,00 \$
Centre-du-Québec	SOCIETE ALZHEIMER DRUMMOND (MAISON MYOSOTIS)	23 635,66 \$
Centre-du-Québec	SOCIETE HISTORIQUE D'ODANAK	4 745,00 \$
Centre-du-Québec	TABLE DE CONCERTATION DU LOISIR DES PERSONNES AYANT UNE DEFI	29 302,00 \$
Centre-du-Québec	TABLE NATIONALE DES CORPORATIONS DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTA	7 369,54 \$
Centre-du-Québec	TELEVISION COMMUNAUTAIRE DE PLESSISVILLE INC.	52 813,00 \$
Centre-du-Québec	TELEVISION COMMUNAUTAIRE DES BOIS-FRANCS INC.	43 462,85 \$
Chaudière-Appalaches	AU BERCAIL ST GEORGES INC	354,20 \$
Chaudière-Appalaches	CAFE JEUNESSE DE ST-NARCISSE	2 275,00 \$
Chaudière-Appalaches	CENTRE AIDE ET PREVENTION JEUNESSE DE LEVIS	40 330,65 \$
Chaudière-Appalaches	CENTRE AIDE ET PREVENTION JEUNESSE DE LEVIS	10 593,00 \$
Chaudière-Appalaches	CENTRE AQUATIQUE ET RECREATIF DE LA HAUTE-BEAUCE	7 976,78 \$
Chaudière-Appalaches	CENTRE COMMUNAUTAIRE DE BEAUCE INC.	897,00 \$
Chaudière-Appalaches	CENTRE D'ECOUTE TELEPHONIQUE ET DE PREVENTION DU SUICIDE BEA	4 074,71 \$
Chaudière-Appalaches	CENTRE DES ARTS ET DE LA CULTURE	5 755,75 \$
Chaudière-Appalaches	COOPERATIVE DE SERVICES AUX ECRIVAINS DE LA COTE-DU-SUD	2 340,50 \$
Chaudière-Appalaches	COOPERATIVE DE SERVICES RIVE-SUD	75 866,80 \$
Chaudière-Appalaches	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE L'AMIANTE	2 500,00 \$
Chaudière-Appalaches	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE MONTMAGNY-L'ISLET	2 500,00 \$

Nom région	Nom de l'organisme	Montant accordé
Chaudière-Appalaches	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE MONTMAGNY-L'ISLET	25 846,49 \$
Chaudière-Appalaches	CORPORATION TOURISTIQUE DE LA SEIGNEURIE DES AULNAIES	31 824,00 \$
Chaudière-Appalaches	CULTURE STYLE LIBRE	52 624,00 \$
Chaudière-Appalaches	DIFFUSION AVANT SCENE, COOPERATIVE DE SOLIDARITE CULTURELLE	76 211,00 \$
Chaudière-Appalaches	FONDATION DU DOMAINE JOLY DE LOTBINIERE	221 998,50 \$
Chaudière-Appalaches	FONDATION DU DOMAINE JOLY DE LOTBINIERE	7 537,00 \$
Chaudière-Appalaches	GROUPE L'AVENIR ECONOMIQUE DE STE-APOLLINE	20 600,59 \$
Chaudière-Appalaches	JOURNAL COMMUNAUTAIRE DE DISRAELI	7 287,80 \$
Chaudière-Appalaches	L'ALIBI CAFE CULTUREL	45 448,00 \$
Chaudière-Appalaches	L'ASSOCIATION BENEVOLE DES CANTONS INC.	3 880,80 \$
Chaudière-Appalaches	LA RESSOURCERIE DE LOTBINIERE	448,50 \$
Chaudière-Appalaches	LES ENFANTS D'AMOUR	45 632,00 \$
Chaudière-Appalaches	LES FRIGOS PLEINS	80 314,82 \$
Chaudière-Appalaches	LES FRIGOS PLEINS	9 024,00 \$
Chaudière-Appalaches	LIEN PARTAGE INC.	5 096,00 \$
Chaudière-Appalaches	M.R.C. DE BELLECHASSE	9 197,27 \$
Chaudière-Appalaches	M.R.C. DE DESJARDINS	5 434,60 \$
Chaudière-Appalaches	M.R.C. DE MONTMAGNY	9 198,75 \$
Chaudière-Appalaches	MAISON DES JEUNES PATRIOTES	7 986,10 \$
Chaudière-Appalaches	MOISSON BEUCE INC.	489,76 \$
Chaudière-Appalaches	MOISSON BEUCE INC.	153 285,68 \$
Chaudière-Appalaches	MOUVEMENT PROAMIANT CHRYSTILE	29 643,43 \$
Chaudière-Appalaches	MUNICIPALITE DE ST-JEAN-PORT-JOLI	4 879,91 \$
Chaudière-Appalaches	OFFICE DU TOURISME DE LA COTE DU SUD	2 912,00 \$
Chaudière-Appalaches	OFFICE DU TOURISME ET DES CONGRES DE BEUCE	4 603,00 \$
Chaudière-Appalaches	RADIO BELLECHASSE	1 518,19 \$
Chaudière-Appalaches	REHABILITATION DE BEUCE INC.	11 361,35 \$
Chaudière-Appalaches	RESSOURCE ALTERNATIVE DES JEUNES DE BELLECHASSE	2 962,00 \$
Chaudière-Appalaches	RESSOURCE LE BERCEAU INC.	31 295,00 \$
Chaudière-Appalaches	RESSOURCERIE BELLECHASSE INC.	124 480,39 \$
Chaudière-Appalaches	SOCIETE DE GESTION DU PARC REGIONAL MASSIF DU SUD	80 960,00 \$
Chaudière-Appalaches	SOCIETE DU PATRIMOINE DES BEUCERONS	2 511,60 \$
Chaudière-Appalaches	TELEVISION COMMUNAUTAIRE DE THETFORD MINES	2 616,24 \$
Chaudière-Appalaches	TOURISME AMIANTE INC	216 575,16 \$
Chaudière-Appalaches	TRANSITION'ELLE	70 422,25 \$
Chaudière-Appalaches	TRAVAIL JEUNESSE	54 731,00 \$
Côte-Nord	AGITOUR (COTE-NORD) INC.	47 102,33 \$
Côte-Nord	ASSOCIATION DE CHASSE ET PECHE DE FORESTVILLE INC.	13 983,00 \$
Côte-Nord	ASSOCIATION DE SPORTS ET ACTIVITES RECREATIVES DE ST-AUGUSTI	49 128,00 \$
Côte-Nord	CENTRE ARCHEO TOPO	7 140,00 \$
Côte-Nord	CENTRE D'ACTION BENEVOLE DE LA MINGANIE	2 975,00 \$
Côte-Nord	CENTRE D'ACTION BENEVOLE DE LA MINGANIE	19 001,00 \$
Côte-Nord	CENTRE D'ACTION BENEVOLE DE SEPT-ILES INC.	12 807,32 \$
Côte-Nord	CENTRE D'ACTION BENEVOLE LE NORD-EST	18 556,16 \$
Côte-Nord	CENTRE D'ACTIVITES DE LA HAUTE-COTE INC.	23 249,00 \$
Côte-Nord	CENTRE D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE EN FORESTERIE DE STE-F	2 887,77 \$
Côte-Nord	CENTRE D'INTERVENTION LE ROND POINT	14 477,00 \$
Côte-Nord	CENTRE D'INTERVENTION LE ROND POINT	18 473,00 \$
Côte-Nord	CENTRE D'INTERVENTION LE ROND POINT	14 476,80 \$
Côte-Nord	CENTRE DE BENEVOLAT MANICOUAGAN INC, (MONIQUE LEVESQUE)	11 774,00 \$
Côte-Nord	CENTRE DE FEMMES L'ETINCELLE	27 937,00 \$
Côte-Nord	CENTRE DES FEMMES DE FORESTVILLE	20 430,00 \$
Côte-Nord	CENTRE DES FEMMES DE FORESTVILLE	24 557,70 \$
Côte-Nord	CENTRE LE VOLET DES FEMMES	19 885,00 \$
Côte-Nord	CENTRE-EMERSION (MANICOUAGAN) INC.	62 346,00 \$
Côte-Nord	COMMISSION SCOLAIRE DE L'ESTUAIRE	30 912,00 \$
Côte-Nord	COMPTOIR ALIMENTAIRE DE SEPT-ILES	4 750,00 \$
Côte-Nord	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EST-OUEST	16 698,00 \$
Côte-Nord	CORPORATION DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT DES SEPT-ILES	19 324,03 \$
Côte-Nord	DEPANNAGE DE L'ANSE INC.	33 176,00 \$
Côte-Nord	EKI-LIB SANTE COTE-NORD	16 908,53 \$
Côte-Nord	EKI-LIB SANTE COTE-NORD	19 001,00 \$
Côte-Nord	GROUPE D'ALPHABETISATION POPULAIRE DE SEPT-ILES (LIRA)	44 384,89 \$
Côte-Nord	HOMMES SEPT-ILES CENTRE D'ENTRAIDE POUR HOMMES DES SEPT-RIVI	31 389,92 \$
Côte-Nord	JOURNAL COMMUNAUTAIRE LE PORTAGEUR	39 767,00 \$
Côte-Nord	L'ASSOCIATION CANADIENNE POUR LA SANTE MENTALE COTE-NORD INC	13 819,00 \$

FONDS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ PAR LA RÉINSERTION AU TRAVAIL

ENGAGEMENTS POUR DES PROJETS ACCEPTÉS ENTRE LE 1ER AVRIL 2001 ET LE 15 MARS 2002

ANNÉE FINANCIÈRE 2001-2002

Nom région	Nom de l'organisme	Montant accordé
Côte-Nord	L'ENVOL, MAISON DE LA FAMILLE	16 908,53 \$
Côte-Nord	L'ENVOL, MAISON DE LA FAMILLE	15 851,75 \$
Côte-Nord	LA MAISON LA SOURCE MINGANIE.	18 837,00 \$
Côte-Nord	LA MUNICIPALITE DE LA COTE- NORD-DU-GOLFE-ST-LAURENT	17 445,00 \$
Côte-Nord	LA SOCIETE HISTORIQUE ET PATRIMONIALE DE PORT-CARTIER	46 652,00 \$
Côte-Nord	LA SOCIETE HISTORIQUE ET PATRIMONIALE DE PORT-CARTIER	24 259,04 \$
Côte-Nord	LE CENTRE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION EN CONSOMMATION (C.R.	21 743,00 \$
Côte-Nord	MAISON DES JEUNES L'ENTRE DEUX TOURNANTS	20 899,00 \$
Côte-Nord	MUNICIPALITE DU VILLAGE DE BAIE-TRINITE	25 472,00 \$
Côte-Nord	MUNICIPALITE DU VILLAGE DE TADOUSSAC	7 268,00 \$
Côte-Nord	MUNICIPALITE VILLAGE GRANDES BERGERONNES	31 395,00 \$
Côte-Nord	PLAISIR DE LIRE INC.	21 136,00 \$
Côte-Nord	POPCO INC.	15 939,00 \$
Côte-Nord	REPIT DES ILES	20 324,03 \$
Côte-Nord	RESSOURCE DE REINSERTION "LE PHARE"	80 860,36 \$
Côte-Nord	RESSOURCE DE REINSERTION "LE PHARE"	17 711,00 \$
Côte-Nord	RESSOURCE DE REINSERTION "LE PHARE"	32 622,24 \$
Côte-Nord	S.I.D.A.C. PLACE DU COMMERCE	33 395,00 \$
Côte-Nord	SOCIETE D'AMENAGEMENT ET D'EXPLOITATION DE BAIE-TRINITE INC.	15 608,00 \$
Côte-Nord	TOURISME DU 50E PARALLELE INC.	21 739,54 \$
Côte-Nord	VERS L'AGE SENIOR	10 000,00 \$
Estrie	ACTION-HANDICAP ESTRIE	31 682,00 \$
Estrie	AIDE DOMESTIQUE DU HAUT ST-FRANCOIS	46 059,00 \$
Estrie	ASSOCIATION COOPERATIVE D'ECONOMIE FAMILIALE DE L'ESTRIE	326,55 \$
Estrie	ASSOCIATION D'ACTION BENEVOLE DU GRANIT	13 036,20 \$
Estrie	ASSOCIATION D'ACTION BENEVOLE DU GRANIT	19 501,00 \$
Estrie	ASSOCIATION DE LA SP ESTRIE	18 395,00 \$
Estrie	ASSOCIATION DE PARENTS PANDA DE L'ESTRIE	23 843,00 \$
Estrie	ASSOCIATION DE PARENTS PANDA DE L'ESTRIE	8 732,21 \$
Estrie	ASSOCIATION DU QUEBEC POUR ENFANTS AVEC PROBLEMES AUDITIFS (26 138,00 \$
Estrie	ASSOCIATION TOURISTIQUE ET CULTURELLE DE DUDSWELL	30 794,00 \$
Estrie	AU PONT DE BOIS	23 198,40 \$
Estrie	C.D. TOURISTIQUE,PATRIMONIAL ET CULTUREL DE LINGWICK	17 442,60 \$
Estrie	CARREFOUR DES CUISINES COLLECTIVES DE SHERBROOKE	4 856,00 \$
Estrie	CARREFOUR DES CUISINES COLLECTIVES DE SHERBROOKE	46 481,40 \$
Estrie	CARREFOUR DU PARTAGE DE MAGOG INC	12 399,60 \$
Estrie	CENTRE D'ACTION BENEVOLE DE LA M.R.C. DE COATICOOK	21 184,00 \$
Estrie	CENTRE D'ACTION BENEVOLE DE LA M.R.C. DE COATICOOK	268,64 \$
Estrie	CENTRE D'ACTION BENEVOLE VALCOURT ET REGION	1 558,00 \$
Estrie	CENTRE D'EDUCATION POPULAIRE DE L'ESTRIE	23 373,20 \$
Estrie	CENTRE DE BENEVOLAT DE RICHMOND	26 920,00 \$
Estrie	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE L'ESPIEGLERIE	30 566,40 \$
Estrie	CENTRE DE METIERS D'ART LE CORRELIEU	24 465,80 \$
Estrie	CENTRE DE SANTE DES FEMMES DE L'ESTRIE	52 975,00 \$
Estrie	CENTRE DE SERVICES EDUCATIFS POPULAIRES DU HAUT ST-FRANCOIS	5 428,50 \$
Estrie	CENTRE DES FEMMES LA PAROLIERE	24 450,00 \$
Estrie	CENTRE REGIONAL DE SERVICES AUX BIBLIOTHEQUES PUBLIQUES DE L	24 235,00 \$
Estrie	CENTRE SAINT MICHEL (EDUCATION ADULTES SHERBROOKE)	11 210,00 \$
Estrie	CHALLENGE AUTOMOBILE SUR GLACE DE SHERBROOKE INC.	27 470,00 \$
Estrie	COALITION SHERBROOKOISE POUR LE TRAVAIL DE RUE	21 073,53 \$
Estrie	COMITE D'HYGIENE ET D'AMENAGEMENT DES RIVIERES MAGOG ET SAIN	90 096,00 \$
Estrie	COMITE DE L'ESTRIE POUR L'INTEGRATION AU TRAVAIL PERS HAND.	3 442,50 \$
Estrie	COMITE RUE PRINCIPALE D'ASBESTOS	30 057,00 \$
Estrie	COMMISSION SCOLAIRE DE LA REGION-DE- SHERBROOKE	73 171,00 \$
Estrie	CONCERTACTION FEMMES ESTRIE	30 302,00 \$
Estrie	CONSEIL DU LOISIR SCIENTIFIQUE DE L'ESTRIE	27 802,00 \$
Estrie	CONSEIL DU LOISIR SCIENTIFIQUE DE L'ESTRIE	8 224,80 \$
Estrie	COOP LA JOVIGNALE	20 621,40 \$
Estrie	COOP. DE SOLIDARITE EN SOINS ET SERVICES DE ST-CAMILLE	2 042,60 \$
Estrie	COOPERATIVE DE SERVICES A DOMICILE DE L'ESTRIE	94 796,00 \$
Estrie	COOPERATIVE DE SERVICES AUX ECRIVAINS DE L'ESTRIE	25 616,00 \$
Estrie	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DE SERVICES A DOMICILE MEMPHREMAGO	77 696,00 \$
Estrie	COOPERATIVE DE TRAVAIL PLENITUD	11 955,50 \$
Estrie	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE LA M.R.C. D'AS	2 500,00 \$
Estrie	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DU GRANIT	508,00 \$
Estrie	CORPORATION DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DE ST-CAMILLE	1 838,70 \$

Nom région	Nom de l'organisme	Montant accordé
Estrie	CORPORATION DU 200IEME ANNIVERSAIRE DE LA VILLE DE SHERBROOK	27 118,00 \$
Estrie	CORPORATION DU 200IEME ANNIVERSAIRE DE LA VILLE DE SHERBROOK	27 476,36 \$
Estrie	CORPORATION JEUNESSE MEMPHREMAGOG INC.	21 636,00 \$
Estrie	GALOPIN, SERVICES PSYCHOEDUCATIFS AVEC LE CHEVAL	22 240,00 \$
Estrie	GROUPE D'ACTION POUR L'ENRICHISSEMENT COLLECTIF DU HAUT-ST-F	30 276,00 \$
Estrie	HAN-DROITS	30 090,00 \$
Estrie	L'ASSOCIATION QUEBECOISE POUR LA DEFENSE DES RETRAITES ET RE	27 709,00 \$
Estrie	L'ENVOL MEMPHRE	28 169,00 \$
Estrie	LA CHAUDRONNEE DE L'ESTRIE INC.	43 119,00 \$
Estrie	LA CHAUDRONNEE DE L'ESTRIE INC.	18 543,00 \$
Estrie	LA CUISINE AMITIE DE LA M.R.C. D'ASBESTOS	22 636,00 \$
Estrie	LA CUISINE AMITIE DE LA M.R.C. D'ASBESTOS	12 858,00 \$
Estrie	LA GRANDE TABLE	52 050,46 \$
Estrie	LA MAISON CAMELEON DE L'ESTRIE INC.	42 380,00 \$
Estrie	LA MAISON DE L'ACTION BENEVOLE DE L'OR BLANC INC.	41 158,00 \$
Estrie	LA MAISON DE LA FAMILLE DU GRANIT	16 270,00 \$
Estrie	LA MAISON REGIONALE DE L'INDUSTRIE (REGION 05) INC.	5 222,00 \$
Estrie	LA SOCIETE D'HISTOIRE DE SHERBROOKE	62 793,00 \$
Estrie	LA SOCIETE D'HISTOIRE DE SHERBROOKE	18 209,10 \$
Estrie	LA SOCIETE D'HISTOIRE DE SHERBROOKE	58 910,00 \$
Estrie	LA VIEILLE GARE DU PAPIER	22 843,00 \$
Estrie	LE GRAND PRIX AUTOMOBILE SUR GLACE DU CANADA INC.	41 205,00 \$
Estrie	LES ENFANTS DE LA TERRE, ECOLE RUDOLF STEINER DE L'ESTRIE	56 712,00 \$
Estrie	LES GRANDS FRERES ET GRANDES SOEURS DE L'ESTRIE INC.	41 571,00 \$
Estrie	LES POUSSSES VERTES DU HAUT-ST-FRANCOIS INC.	418,60 \$
Estrie	LES TABLIERS EN FOLIE	60 435,00 \$
Estrie	MAISON DE LA FAMILLE DE SHERBROOKE INC.	21 647,00 \$
Estrie	MAISON DE LA FAMILLE MEMPHREMAGOG	300,29 \$
Estrie	MAISON DES GRANDS-PARENTS DE SHERBROOKE	20 930,00 \$
Estrie	MAISON DES JEUNES DE FLEURIMONT.	21 656,00 \$
Estrie	MAISON DES JEUNES DE STANSTEAD	30 122,00 \$
Estrie	MAISON JEUNES-EST	21 636,00 \$
Estrie	MAISON JEUNES-EST	262,35 \$
Estrie	MOUVEMENT DES CHOMEURS DE L'ESTRIE INC.	13 944,00 \$
Estrie	MOUVEMENT PROAMIANT CHRYSTOLE	31 895,00 \$
Estrie	NAISSANCE RENAISSANCE ESTRIE	22 332,00 \$
Estrie	RECUPEX (SHERBROOKE) INC.	497 556,00 \$
Estrie	REGROUPEMENT DES ARTISTES DES CANTONS DE L'EST	18 612,00 \$
Estrie	REGROUPEMENT DES BINGOS DE LA REGION DE SHERBROOKE	17 917,00 \$
Estrie	REGROUPEMENT DES CENTRES DE LA PETITE ENFANCE SANS BUT LUCRA	23 323,00 \$
Estrie	REGROUPEMENT DES USAGERS DU TRANSPORT ADAPTE DE SHERBROOKE M	25 863,00 \$
Estrie	RESEAU D'APPUI AUX FAMILLES MONOPARENTALES DE L'ESTRIE (RAME	20 525,00 \$
Estrie	RESSOURCE EN ENTRETIEN MENAGER	58 010,00 \$
Estrie	SEJOUR LA BONNE OEUVRE	18 616,00 \$
Estrie	SERCOVIE INC.	45 576,00 \$
Estrie	SERVICE BUDGETAIRE POPULAIRE DE L'ESTRIE INC.	47 446,40 \$
Estrie	SERVICE BUDGETAIRE POPULAIRE DE L'ESTRIE INC.	21 754,00 \$
Estrie	SERVICE BUDGETAIRE POPULAIRE DE LA MRC D'ASBESTOS	25 972,00 \$
Estrie	SERVICE D'AIDE AUX NEO-CANADIENS	13 567,18 \$
Estrie	SERVICE D'AIDE DOMESTIQUE DE LA REGION DE COATICOOK	66 875,00 \$
Estrie	SERVICE D'ENTRAIDE ALIMENTAIRE DU HAUT ST-FRANCOIS INC.	1 471,85 \$
Estrie	SOCIETE D'HISTOIRE ET DU PATRIMOINE DE WOTTON	24 655,00 \$
Estrie	SOCIETE DES ACTIVITES DU CENTRE-VILLE SHERBROOKE	10 965,00 \$
Estrie	SYMPOSIUM DES ARTS DE LA RUE	21 736,00 \$
Estrie	UNITE DOMREMY D'ASBESTOS	25 457,20 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	APHAC	21 304,75 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	ASSOCIATION CULTURELLE DU HAVRE-AUBERT(A.C.H.A.)	78 306,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	ASSOCIATION DES SPORTS DE GLISSE EOLIENS DES ILES	17 388,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	ASSOCIATION LA CROISEE	43 429,75 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	ASSOCIATION LOCALE DE DEVELOPPEMENT ANSE-AU-GRIFFON ET CAP-D	9 797,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	BIOPARC DE LA GASPEISIE INC.	35 919,01 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	C.A.D.O.C.(CONC, ACTION ET DEV. DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES	1 283,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	C.A.M.I.	15 008,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CARREFOUR DE LA FAMILLE	9 048,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DENIS-RIVERIN	16 677,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DENIS-RIVERIN	91 291,38 \$

FONDS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ PAR LA RÉINSERTION AU TRAVAIL

ENGAGEMENTS POUR DES PROJETS ACCEPTÉS ENTRE LE 1ER AVRIL 2001 ET LE 15 MARS 2002

ANNÉE FINANCIÈRE 2001-2002

Nom région	Nom de l'organisme	Montant accordé
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CARREFOUR-RESSOURCES	60 806,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CARREFOUR-RESSOURCES	17 017,22 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CENTR'ELLES	5 306,67 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CENTRE ACCALMIE	52 780,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CENTRE COMMUNAUTAIRE DOUGLAS	48 801,20 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CENTRE COMMUNAUTAIRE L'ECLAIRCIE	10 215,25 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CENTRE D ACTION BENEVOLE GASCONS PERCE INC	18 837,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CENTRE D ACTION BENEVOLE GASCONS PERCE INC	10 216,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CENTRE D ACTION BENEVOLE ASCENSION ESCUMINAC	46 046,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CENTRE D ACTION BENEVOLE DES CHIC-CHOCS INC.	51 663,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CENTRE D ACTION BENEVOLE LA GRANDE CORVEE	38 588,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CENTRE D ACTION BENEVOLE LA GRANDE CORVEE	83 241,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CENTRE D ACTION BENEVOLE LES HAUT-BOIS INC.	1 632,80 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CENTRE D ARCHIVES REGIONAL DES ILES	12 075,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CENTRE D ARCHIVES REGIONAL DES ILES	648,80 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CENTRE D'ENTRAINEMENT DE SKI ALPIN ET AEROBATIQUE DE L'EST D	23 954,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CENTRE D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES NOUVEAUX HORIZONS	7 245,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CENTRE D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES NOUVEAUX HORIZONS	5 000,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CENTRE D'INTERPRETATION ARCHEOLOGIQUE DE LA GASPESIE (LA MAR	28 245,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CENTRE DE FORMATION EN ENTREPRISE ET RECUPERATION DE ROCHER	33 370,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CENTRE DE FORMATION EN ENTREPRISE ET RECUPERATION DE ROCHER	15 856,50 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE "CHEZ MA TANTE"	5 152,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE "CHEZ MA TANTE"	3 399,89 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CENTRE DE PRODUCTION ET DE DIFFUSION CULTURELLES A CARLETON	25 334,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CENTRE NAUTIQUE DE L'ISTORLET	12 512,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CHAMBRE DE COMMERCE DE LA GASPESIE INC.	736,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CHAMBRE DE COMMERCE DE LA GASPESIE INC.	30 811,81 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CHAMBRE DE COMMERCE DES ILES DE LA MADELEINE	17 388,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CHAMBRE DE COMMERCE DES ILES DE LA MADELEINE	15 456,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CLAC DE RIVIERE-AU-RENARD	2 624,26 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CLUB DE GOLF DE MURDOCHVILLE INC.	10 730,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CLUB DE MOTONEIGE LES SENTIERS BLANCS INC.	21 528,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CLUB NAUTIQUE JACQUES-CARTIER DE GASPE INC.	25 444,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CLUB VACANCES "LES ILES"	15 456,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	COMITE DE DEVELOPPEMENT DU TOURISME D'HIVER DE GASPE	12 353,40 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	COMITE LOCAL DE DEVELOPPEMENT DE L'ANSE-A-VALLEAU	1 959,40 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	COMITE LOCAL DE DEVELOPPEMENT DE L'ANSE-A-VALLEAU	9 660,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	COMITE ZIP DES ILES-DE-LA-MADELEINE	6 440,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	COOP DE SOLIDARITE EN SERVICES AGRICOLES DE LA MRC COTE-DE-G	21 827,25 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	COOP DE SOLIDARITE ROCHER PERCE	134 653,17 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN PRODUCTION ANIMALE DES ILES-DE-	7 245,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CORP. DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU MONT ST-JOSEPH INC.	7 516,80 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CORPORATION AU VIEUX TREUIL	16 560,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT SOCIO ECONOMIQUE DE FATIMA INC	14 490,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT DE CARLETON INC.	15 834,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT PORTUAIRE DE L'ANSE DE L'E.D.N.	27 048,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT PORTUAIRE DE L'ANSE DE L'E.D.N.	17 710,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CORPORATION DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DE GRANDE-VALLEE	25 471,99 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CORPORATION DU CAMPING DU PARC DU GROS-CAP	20 240,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	CORPORATION PORTUAIRE DE GASPE INC.	575,58 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE UNILE INC.	3 891,60 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE UNILE INC.	36 356,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	DEVELOPPEMENT INTERMUNICIPAL AVIGNON OUEST INC.	45 806,80 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	DIFFUSION COMMUNAUTAIRE DES ILES INC	8 050,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	ECOMUSEE TRACADIECHE	15 145,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	ENTRAIDES COMMUNAUTAIRES DES ILES INC.	17 710,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	ENTRAIDES COMMUNAUTAIRES DES ILES INC.	15 488,03 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	FABRIQUE SACRE-COEUR DE GRANDE-ENTREE	772,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	FAMIGARDE COTE-DE-GASPE	12 558,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	FAMILY TIES CARREFOUR FAMILLE NEW CARLISLE	15 083,08 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	GRUPE BEAU VILLAGE DE RIVIERE-AU-RENARD	15 435,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	GRUPE D ACTION SOCIALE ET PSYCHIATRIQUE DES MONTS INC:	129 766,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	GRUPE RESSOURCE EN LOGEMENTS COLLECTIFS DE LA GASPESIE ET D	12 577,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	GRUPE RESSOURCE EN LOGEMENTS COLLECTIFS DE LA GASPESIE ET D	26 390,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	GRUPE RESSOURCE EN LOGEMENTS COLLECTIFS DE LA GASPESIE ET D	10 465,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	GRUPE RESSOURCE EN LOGEMENTS COLLECTIFS DE LA GASPESIE ET D	6 254,43 \$

Nom région	Nom de l'organisme	Montant accordé
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	GROUPE VISION 21 INC.	20 930,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	L'ASSOCIATION DES PERSONNES A FAIBLE REVENU DENIS-RIVERIN	42 907,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	L'ASSOCIATION MONOPARENTALE L'AMICALE INC	677,32 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	L'ECLAIRCIE AIDE A LA SANTE MENTALE MRC PABOK	2 375,18 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	L'ECLAIRCIE AIDE A LA SANTE MENTALE MRC PABOK	25 848,55 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	L'ENTRE-TEMPS MAISON DES JEUNES DE CAP-CHAT INC.	19 104,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	LA COOP LEGUMIERE DE SOLIDARITE DE GRANDE-RIVIERE	15 202,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	LA FONDATION DE LA TOURELLE	20 930,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	LA FONDATION DU DIOCESE DE GASPE	13 808,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	LA MAISON A DAMAS INC.	7 820,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	LA MAISON DES JEUNES DE GASCONS INC.	19 604,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	LA MAISON MAGUIRE POUR PERSONNES HANDICAPEES INC.	13 064,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	LA MUNICIPALITE DE LA PAROISSE DE SAINT-FRANCOIS-D'ASSISE	30 912,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	LA MUNICIPALITE DU CANTON DE HOPE	23 920,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	LA SOCIETE HISTORIQUE MACHAULT INC.	22 272,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	LA SOCIETE HISTORIQUE MACHAULT INC.	22 272,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	LE CENTRE ALFRED GALLANT INC	100 096,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	LE CENTRE LOUISE-AMELIE, INC.	34 886,44 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	LE CINELUNE DE GASPE INC.	25 116,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	LE CLUB SPORTIF DU MONT ARTIQUE INC.	10 962,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	LE COLLECTIF "ACTION-JEUNESSE DES ANSES" INC.	6 368,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	LE RAID TRANS-GASPESIEN	6 064,76 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	LE REGROUPEMENT LA RELANCE INC.	28 980,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	LES ATELIERS ACTIBEC 2000 INC	15 943,50 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	LES GRANS FRERES ET LES GRANDES SOEURS DE GASPE	19 593,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	LES SENTIERS DE SHOOLBRED	25 334,40 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	LOISIRS RUISSEAU DES OLIVES INC.	5 796,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	LUNITERRE	29 110,85 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	MAISON D'AIDE ET D'HEBERGEMENT L'AID'ELLE INC.	36 233,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	MAISON D'AIDE ET D'HEBERGEMENT L'OREE DE PABOS INC.	20 930,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	MAISON DE LA FAMILLE PARENFAANT GASPE	25 471,99 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	MAISON DES JEUNES DE CAPLAN	18 193,59 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	MAISON DES JEUNES DE L'ILE DU HAVRE-AUBERT	10 143,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	MAISON DES JEUNES DE L'ILE DU HAVRE-AUBERT	1 224,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	MAISON DES JEUNES DE POINTE-A-LA-CROIX INC.	21 112,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	MAISON DES JEUNES DU GRAND PASPEBIAC	15 482,70 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	MANOIR LE BOUTILLIER INC	16 905,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	MUNICIPALITE DE GASCONS	36 708,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	MUNICIPALITE DE L'ETANG-DU-NORD	33 258,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	MUNICIPALITE DE L'ILE-DU- HAVRE-AUBERT	14 490,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	MUNICIPALITE DE PABOS	56 608,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	MUNICIPALITE REGIONALE DE COMTE LES-ILES-DE-LA- MADELEINE	58 144,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	MUSEE DE LA GASPESIE	23 184,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	MUSEE DE LA MER INC	10 465,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	NOUVEAU REGARD, ASSOCIATION DE PARENTS ET AMIS DE LA PERSONN	5 551,59 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	NOUVEAU REGARD, ASSOCIATION DE PARENTS ET AMIS DE LA PERSONN	101 451,17 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	OFFICE DU TOURISME ET DES CONGRES DE GASPE INC.	27 600,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	OFFICE DU TOURISME ET DES CONGRES DE GASPE INC.	16 593,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	OGPAC ST-ALPHONSE, NOUVELLE INC C.H.B.C.	20 069,60 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	OGPAC ST-ALPHONSE, NOUVELLE INC C.H.B.C.	26 162,50 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	PARADIS PLEIN AIR L'ARCHIPEL INC.	25 000,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	PARTAGENCE	4 183,45 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	PARTAGENCE	31 703,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	RE-UTILE INC.	24 010,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	REGIE INTERMUNICIPALE DE GESTION DES DECHETS SOLIDES DES ANS	35 956,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	REGROUPEMENT DE LA M.O.JEUNESSE INC.	15 905,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	REGROUPEMENT DES ASSISTES SOCIAUX DES ILES INC.	36 064,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	REGROUPEMENT MAISONS DES JEUNES GASPESIE LES ILES	2 662,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	RESSOURCERIE DU ROCHER-PERCE	137 724,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	SANCTUAIRE NOTRE-DAME DES DOULEURS	19 594,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT CULTUREL DE L'ESTRAN	8 490,66 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT CULTUREL DE L'ESTRAN	24 259,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	SOCIETE DE RESTAURATION ET DE GESTION DE LA NOUVELLE INC.	41 947,06 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	SOCIETE HISTORIQUE ET PATRIMONIALE DU TERRITOIRE DE CHANDLER	23 023,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	SOURCE ALIMENTAIRE BONAVIGNON	1 738,94 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	TRANSPORT ADAPTE DE LA COTE DE GASPE INC.	25 226,00 \$

FONDS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ PAR LA RÉINSERTION AU TRAVAIL

ENGAGEMENTS POUR DES PROJETS ACCEPTÉS ENTRE LE 1ER AVRIL 2001 ET LE 15 MARS 2002

ANNÉE FINANCIÈRE 2001-2002

Nom région	Nom de l'organisme	Montant accordé
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	TRANSPORT LES QUATRES MAREES INC.	17 290,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	TVCG-R INC. TELEVISION COMMUNAUTAIRE	19 986,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	UNIS-VERS JEUNES INC.	18 438,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	VILLE DE CAP-CHAT	59 892,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	VILLE DE CARLETON	18 270,76 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	VILLE DE CHANDLER	42 814,00 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	VILLE DE GRANDE RIVIERE	121 940,00 \$
Lanaudière	ACTION FAMILLE LANORAIE INC.	18 099,56 \$
Lanaudière	ASSOCIATION CARREFOUR FAMILLE MONTCALM	51 294,00 \$
Lanaudière	ASSOCIATION COOPERATIVE D'ECONOMIE FAMILIALE DE LA REGION LA	20 352,33 \$
Lanaudière	ASSOCIATION DES BENEVOLES DU CHSLD VIGI YVES-BLAIS INC.	27 179,00 \$
Lanaudière	ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPEES PHYSIQUES RIVE-NORD IN	24 992,30 \$
Lanaudière	ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPEES PHYSIQUES RIVE-NORD IN	20 370,46 \$
Lanaudière	ASSOCIATION HANDAMI POUR PERSONNES HANDICAPEES ET LEUR FAMIL	27 526,59 \$
Lanaudière	ASSOCIATION HANDAMI POUR PERSONNES HANDICAPEES ET LEUR FAMIL	19 128,00 \$
Lanaudière	ASSOCIATION POUR L' AIR PUR	17 280,20 \$
Lanaudière	ATELIERS EDUCATIFS: "LES PETITS MOUSSES"	21 340,00 \$
Lanaudière	AU BORD DES MOTS	32 449,00 \$
Lanaudière	AVENUE JEUNESSE INC.	24 553,83 \$
Lanaudière	CARREFOUR EMILIE DE LANORAIE INC.	17 016,00 \$
Lanaudière	CENTRE "AU COEUR DES FEMMES INC."	32 364,00 \$
Lanaudière	CENTRE D'ASSISTANCE ET D'ACCOMPAGNEMENT AUX PLAINTES - LANAU	62 524,00 \$
Lanaudière	CENTRE D'ENTRAIDE MANDEVILLE INC. (LE PARTAGE)	49 007,00 \$
Lanaudière	CENTRE DE F.A.M. DES MOULINS	23 851,00 \$
Lanaudière	CENTRE DE F.A.M. DES MOULINS	15 409,98 \$
Lanaudière	CENTRE DE F.A.M. DES MOULINS	47 527,00 \$
Lanaudière	CENTRE DE FEMMES MARIE-DUPUIS	35 549,00 \$
Lanaudière	CENTRE DE FEMMES MONTCALM	47 446,00 \$
Lanaudière	CENTRE LE DIAPASON	20 339,00 \$
Lanaudière	CHALLENGE DE VOLLEY-BALL EXTERIEUR DE REPENTIGNY	25 028,64 \$
Lanaudière	CHAMBRE DE COMMERCE DE ST-FELIX-DE VALOIS	4 653,82 \$
Lanaudière	CHAMBRE DE COMMERCE DE STE-JULIENNE	50 927,15 \$
Lanaudière	CLUB JEUNESSE DE LANORAIE INC.	25 672,00 \$
Lanaudière	CORPORATION DE L' AMENAGEMENT DE LA RIVIERE L' ASSOMPTION	82 325,63 \$
Lanaudière	CORPORATION DE L' AMENAGEMENT DE LA RIVIERE L' ASSOMPTION	135 580,00 \$
Lanaudière	CORPORATION DE TELEDIFFUSION REGIONALE DE BERTHIER INC.	6 086,15 \$
Lanaudière	CORPORATION DE TELEDIFFUSION REGIONALE DE BERTHIER INC.	30 612,00 \$
Lanaudière	CORPORATION LES ENFANTS DE MA RUE	45 522,00 \$
Lanaudière	CORPORATION REPIT-DEPANNAGE DE LANAUDIERE	68 787,00 \$
Lanaudière	COSE LANAUDIERE	29 037,40 \$
Lanaudière	FEDERATION LANAUDOISE DES COOPERATIVES D'HABITATION (FLACH)	22 665,00 \$
Lanaudière	FONDATION DES JEUNES HANDICAPES INTELLECTUELLEMENT DE LANAUD	22 695,30 \$
Lanaudière	FONDATION DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LANAUDIERE	16 453,00 \$
Lanaudière	FONDS HUMANITAIRE TOM DEE POUR HUMANISER LA MORT	97 256,00 \$
Lanaudière	GESTA - COOPERATIVE EN SERVICES TECHNIQUES ET ADMINISTRATIFS	17 250,80 \$
Lanaudière	GROUPE D'ENTRAIDE EN SANTE MENTALE DE LA REGION BERTHIER/LAV	11 972,25 \$
Lanaudière	GROUPE POPULAIRE D'ENTRAIDE DE LAVALTRIE INC.	16 598,00 \$
Lanaudière	INTER-FEMMES INC.	24 650,00 \$
Lanaudière	INTER-FEMMES INC.	24 650,00 \$
Lanaudière	L' ASSOCIATION DE PARENTS D'ENFANT TRISOMIQUE-21 LANAUDIERE	17 655,00 \$
Lanaudière	L' ASSOCIATION DE REPENTIGNY POUR L'AVANCEMENT DE LA MUSIQUE	12 600,00 \$
Lanaudière	L' ASSOCIATION DES JEUNES INNOVATEURS REGROUPES "L' A.J.I.R."	28 335,80 \$
Lanaudière	L'ATELIER DU SEIGNEUR MASSON	215 986,00 \$
Lanaudière	LA C.L.E.F., CENTRE LANAUDIERE D'EMPLOI POUR FEMMES	67 100,00 \$
Lanaudière	LA CHAMBRE DE COMMERCE DE L' ASSOMPTION	19 173,20 \$
Lanaudière	LA JOUJOUTHEQUE FARFOUILLE	10 871,19 \$
Lanaudière	LA MAISON DES JEUNES DE ST-FELIX-DE-VALOIS	18 587,10 \$
Lanaudière	LA MAISON DES JEUNES DE ST-SULPICE	46 310,05 \$
Lanaudière	LA ROSE BLEUE: ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPEES DES MOU	38 152,00 \$
Lanaudière	LA SOCIETE ALZHEIMER DE LANAUDIERE	28 553,00 \$
Lanaudière	LANAUDIERE: MEMOIRE ET RACINES	24 679,20 \$
Lanaudière	LE CENTRE DE SERVICES COMMUNAUTAIRES ET CULTURELS DE REPENTI	23 793,00 \$
Lanaudière	LE MOUVEMENT DES PERSONNES D'ABORD DE JOLIETTE	6 466,80 \$
Lanaudière	LE RELAIS JEUNESSE DE LAVALTRIE	30 576,00 \$
Lanaudière	LES AMIS DE LA DEFICIENCE INTELLECTUELLE, RIVE-NORD	30 708,00 \$
Lanaudière	LES SERVICES DE CRISE DE LANAUDIERE	15 993,60 \$

Nom région	Nom de l'organisme	Montant accordé
Lanaudière	MAISON D'HEBERGEMENT JEUNESSE ROLAND-GAUVREAU	22 316,00 \$
Lanaudière	MAISON D'HEBERGEMENT JEUNESSE ROLAND-GAUVREAU	22 375,00 \$
Lanaudière	MAISON DE PARENTS DE RAWDON	42 732,00 \$
Lanaudière	MAISON DES JEUNES "SENS UNIQUE" SECTEUR BRANDON	16 146,00 \$
Lanaudière	MAISON DES JEUNES DE L'EPIPHANIE	20 952,16 \$
Lanaudière	MAISON DES JEUNES DE RAWDON	49 363,00 \$
Lanaudière	MAISON DES JEUNES DE SAINT-ESPRIT DE MONTCALM INC.	27 921,00 \$
Lanaudière	MAISON DES JEUNES DE STE-MARCELLINE	10 655,30 \$
Lanaudière	MAISON DES JEUNES TERREBONNE OUEST (M.D.J.T.O.)	48 545,20 \$
Lanaudière	MARRAINES COUP DE POUCE	24 939,19 \$
Lanaudière	MOISSON LANAUDIÈRE	18 573,30 \$
Lanaudière	MUNICIPALITE DE LANORAIE	23 346,00 \$
Lanaudière	MUSEE D'ART DE JOLIETTE	78 151,00 \$
Lanaudière	PARENFANTS DE MASCOUCHE	17 203,53 \$
Lanaudière	PAROISSE DE SAINT-ALEXIS	36 929,00 \$
Lanaudière	REGARD EN ELLE	67 484,00 \$
Lanaudière	REGROUPEMENT DES USAGERS DE TRANSPORT ADAPTE DE LANAUDIÈRE	17 446,10 \$
Lanaudière	RESSOURCERIE MULTI-SERVICES LA PETITE OURSE	107 991,00 \$
Lanaudière	RESSOURCES JEUNESSE TERREBONNE	29 256,04 \$
Lanaudière	SERVICE BENEVOLE COMTE L'ASSOMPTION	20 600,00 \$
Lanaudière	SERVICE D'ENTRAIDE ST-LIN-LAURENTIDES INC.	23 675,00 \$
Lanaudière	SERVICE D'ENTRAIDE ST-LIN-LAURENTIDES INC.	16 534,16 \$
Lanaudière	SERVICE REGIONAL D'INTERPRETARIAT DE LANAUDIÈRE	23 566,00 \$
Lanaudière	SIPE LANAUDIÈRE (SIDA INFORMATION PREVENTION ECOUTE)	14 276,88 \$
Lanaudière	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DU CENTRE-VILLE DE JOLIETTE	50 962,80 \$
Lanaudière	SOLIDARITE SOCIALE DE RAWDON	22 330,16 \$
Lanaudière	SOURCE DE VIE DE ST-GABRIEL INC.	33 024,00 \$
Lanaudière	TABLE DES PARTENAIRES DU DEVELOPPEMENT SOCIAL DE LANAUDIÈRE	67 562,00 \$
Lanaudière	TRANSPORT ADAPTE SECTEUR BERTHIER	25 129,00 \$
Lanaudière	TRAVAIL ADAPTE DE LANAUDIÈRE	77 037,60 \$
Laurentides	6E JOUR INC (CENTRE MARIE EVE)	14 524,01 \$
Laurentides	ACCO-LOISIRS	20 214,00 \$
Laurentides	ACEF DES BASSES-LAURENTIDES	24 788,00 \$
Laurentides	ACEF DES BASSES-LAURENTIDES	6 511,43 \$
Laurentides	ACTION BENEVOLE DE LA ROUGE INC	86 407,00 \$
Laurentides	AMIE DU QUARTIER	32 127,79 \$
Laurentides	AMIE DU QUARTIER	21 204,00 \$
Laurentides	ASSOCIATION DE PARENTS DE STE-ANNE-DES-PLAINES	53 594,00 \$
Laurentides	ASSOCIATION DE PARENTS PANDA DE STE-THERESE-DE-BLAINVILLE	28 572,00 \$
Laurentides	ASSOCIATION SOLIDARITE ARGENTEUIL	16 981,33 \$
Laurentides	ATELIER DES AINES DE LA M.R.C. RIVIERE DU NORD	51 100,00 \$
Laurentides	BUREAU DE PARRAINAGE CIVIQUE REGION STE-THERESE/ST-EUSTACH	33 172,00 \$
Laurentides	BUREAU DE PARRAINAGE CIVIQUE REGION STE-THERESE/ST-EUSTACH	22 407,41 \$
Laurentides	C.E.S.A.M.E. CENTRE POUR L'ENFANCE EN SANTE MENTALE DEUX-MON	26 827,00 \$
Laurentides	CAFE COMMUNAUTAIRE L'ENTRE-GENS DE STE-ADELE	24 263,87 \$
Laurentides	CAFE DE LA MAISON	57 128,00 \$
Laurentides	CARREFOUR DES JEUNES DE MONT-LAURIER	25 227,00 \$
Laurentides	CARREFOUR DES JEUNES DE MONT-LAURIER	22 104,00 \$
Laurentides	CARREFOUR JEUNESSE DESJARDINS	19 103,99 \$
Laurentides	CENTRE D'ACCES COMMUNAUTAIRE INTERNET DE PREVOST	33 895,00 \$
Laurentides	CENTRE D'ACCES COMMUNAUTAIRE INTERNET DE VAL-MORIN	46 699,00 \$
Laurentides	CENTRE D'ACTION BENEVOLE LEONIE BELANGER INC.	25 472,00 \$
Laurentides	CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS DES LAURENTIDES	61 944,00 \$
Laurentides	CENTRE D'AIDE PERSONNES HANDICAPEES PHYSIQUES LAURENTIDES	29 972,00 \$
Laurentides	CENTRE D'AIDE PROFESSIONNELLE POUR L'EMPLOI	161 424,00 \$
Laurentides	CENTRE D'APPRENTISSAGE A L'AUTONOMIE L'ARCHER	49 528,00 \$
Laurentides	CENTRE D'ENTRAIDE D'ARGENTEUIL	81 416,00 \$
Laurentides	CENTRE D'ENTRAIDE DE THERESE-DE-BLAINVILLE	76 991,00 \$
Laurentides	CENTRE D'ENTRAIDE DE THERESE-DE-BLAINVILLE	30 772,00 \$
Laurentides	CENTRE D'ENTRAIDE DE THERESE-DE-BLAINVILLE	8 867,88 \$
Laurentides	CENTRE D'ENTRAIDE RACINE-LAVOIE	74 195,10 \$
Laurentides	CENTRE D'INTEGRATION EN EMPLOI LAURENTIDES (C.I.E. LAURENTID	126 591,00 \$
Laurentides	CENTRE DE LA FAMILLE DU GRAND ST-JEROME	23 604,00 \$
Laurentides	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE BEDONDAINE	23 586,99 \$
Laurentides	CENTRE DES FEMMES DE ST-EUSTACHE	25 817,00 \$
Laurentides	CENTRE METAMORPHOSE LAURENTIEN POUR ALCOOLIQUES ET TOXICOMAN	19 104,00 \$

FONDS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ PAR LA RÉINSERTION AU TRAVAIL

ENGAGEMENTS POUR DES PROJETS ACCEPTÉS ENTRE LE 1ER AVRIL 2001 ET LE 15 MARS 2002

ANNÉE FINANCIÈRE 2001-2002

Nom région	Nom de l'organisme	Montant accordé
Laurentides	CENTRE RAYONS DE FEMMES THERESE DE BLAINVILLE	7 597,09 \$
Laurentides	CENTRE RAYONS DE FEMMES THERESE-DE-BLAINVILLE	27 822,00 \$
Laurentides	CENTRE RAYONS DE FEMMES THERESE-DE-BLAINVILLE	55 604,00 \$
Laurentides	CENTRE RESSOURCE JEUNESSE N.D.L.	52 804,00 \$
Laurentides	CHAMBRE DE COMMERCE DU GRAND SAINTE-AGATHE	21 227,00 \$
Laurentides	CITE OUVERTE - LAURENTIDES	58 994,00 \$
Laurentides	CITE OUVERTE - LAURENTIDES	19 230,40 \$
Laurentides	CLUB DE PLEIN AIR ST-ADOLPHE D'HOWARD	54 974,50 \$
Laurentides	COFFRET (CENTRE D'ORIENTATION & DE FORMATION ...	775,00 \$
Laurentides	COOP DE SOLIDARITE EN ENTRETIEN MENAGER CHIFFON MAGIQUE	3 820,80 \$
Laurentides	COOPERATIVE DE TRAVAIL BOIS-DECO	100 699,00 \$
Laurentides	CORPORATION DE TELEVISION COMMUNAUTAIRE DU COMTE DE LABELLE	43 278,00 \$
Laurentides	CORPORATION DE TELEVISION COMMUNAUTAIRE DU COMTE DE LABELLE	82 629,00 \$
Laurentides	DEFI-AUTONOMIE D'ANTOINE-LABELLE	60 130,00 \$
Laurentides	DOMAINE DES PRES D'OR	74 293,10 \$
Laurentides	FABRIQUE SAINT-ANTOINE DES LAURENTIDES	671,00 \$
Laurentides	FONDATION EMILE Z. LAVIOLETTE	27 866,00 \$
Laurentides	FONDATION EMILE Z. LAVIOLETTE	27 329,00 \$
Laurentides	FONDATION MEDICALE DES LAURENTIDES	15 418,67 \$
Laurentides	FONDATION NORMAND CLARK	53 444,00 \$
Laurentides	GROUPE RELEVÉ POUR PERSONNES APHASIQUES	27 133,00 \$
Laurentides	INITIASCENE INC.	20 231,00 \$
Laurentides	L'OMBRE-ELLE	27 595,00 \$
Laurentides	LA CHAMBRE DE COMMERCE DE SAINT-JOVITE	19 104,00 \$
Laurentides	LA COLOMBE	25 472,00 \$
Laurentides	LA MAISON D'ARIANE	66 499,00 \$
Laurentides	LA MAISON DES JEUNES D'ARGENTEUIL	65 222,00 \$
Laurentides	LA MAISON DES MOTS DES BASSES-LAURENTIDES	23 317,27 \$
Laurentides	LA SOURCE DU NORD	56 231,00 \$
Laurentides	LE CENTRE REGAIN DE VIE INC.	49 120,25 \$
Laurentides	LE COIN ALPHA	37 137,00 \$
Laurentides	LE GRAFFITI CAFE RENCONTRE	31 952,00 \$
Laurentides	LES AMIS DU PATRIMOINE DU LONG-SAULT	55 307,00 \$
Laurentides	LES PAPILLONS DE NOMININGUE INC.	43 047,20 \$
Laurentides	LOCAL DES JEUNES ST-ADOLPHE D'HOWARD	2 301,20 \$
Laurentides	MAIN TENDUE AUX JEUNES DE LA RUE	14 859,00 \$
Laurentides	MAISON CLOTHILDE	26 877,00 \$
Laurentides	MAISON DE LA CULTURE DES PAYS D'EN HAUT	6 739,60 \$
Laurentides	MAISON DE LA FAMILLE DE BOIS-DES-FILION	36 735,00 \$
Laurentides	MAISON DE LA FAMILLE DE BOIS-DES-FILION	38 399,25 \$
Laurentides	MAISON DE LA FAMILLE DES PAYS D'EN HAUT	15 209,60 \$
Laurentides	MAISON DES JEUNES DE BROWNSBURG	43 515,00 \$
Laurentides	MAISON DES JEUNES DE STE-ANNE-DES-PLAINES INC.	56 270,00 \$
Laurentides	MAISON DES JEUNES DES BASSES- LAURENTIDES INC.	74 420,00 \$
Laurentides	MAISON DES JEUNES GRENVILLE	23 127,00 \$
Laurentides	MAISON PAUSE-PARENT	32 930,00 \$
Laurentides	MAISON POPULAIRE D'ARGENTEUIL	180 737,00 \$
Laurentides	MESURES ALTERNATIVES DES VALLEES DU NORD	700,00 \$
Laurentides	MESURES ALTERNATIVES DES VALLEES DU NORD	61 321,00 \$
Laurentides	MOISSON ARGENTEUIL	25 457,00 \$
Laurentides	MOISSON BASSES-LAURENTIDES	27 427,00 \$
Laurentides	MOISSON DES PAYS D'EN HAUT	18 043,00 \$
Laurentides	MOUVEMENT D'ENTRAIDE DE BELLEFEUILLE (M.E.B.)	18 393,67 \$
Laurentides	MOUVEMENT PERSONNE D'ABORD DE SAINT-EUSTACHE	32 689,30 \$
Laurentides	MOUVEMENT PERSONNE D'ABORD DE SAINTE-THERESE	27 350,00 \$
Laurentides	MOUVEMENT PERSONNES D'ABORD DE LA VALLEE DE LA ROUGE	25 727,00 \$
Laurentides	MUNICIPALITE DE MORIN-HEIGHTS	24 868,81 \$
Laurentides	MUNICIPALITE ST-PLACIDE	1 442,00 \$
Laurentides	MUSEE TRAINORAMA	40 330,65 \$
Laurentides	NAISSANCE-RENAISSANCE DES HAUTES-LAURENTIDES	2 388,00 \$
Laurentides	NAISSANCE-RENAISSANCE DES HAUTES-LAURENTIDES	24 104,00 \$
Laurentides	NAISSANCE-RENAISSANCE DES HAUTES-LAURENTIDES	24 104,00 \$
Laurentides	PARC LINEAIRE LE P'TIT TRAIN DU NORD	94 246,00 \$
Laurentides	PAROISSE DE SAINTE-MARGUERITE DU-LAC-MASSON	14 858,68 \$
Laurentides	PARTAGE-AMITIE	16 565,74 \$
Laurentides	PLACE DES JEUNES BOIS-DES-FILION	49 935,00 \$

Nom région	Nom de l'organisme	Montant accordé
Laurentides	PRAXIS ART ACTUEL	31 047,00 \$
Laurentides	REGIE INTERMUNICIPALE DU PARC REGIONAL DE LA RIVIERE-DU-NORD	126 251,00 \$
Laurentides	REGROUPEMENT DES ARTS TECHNOLOGIQUES DU QUEBEC INC.	62 582,84 \$
Laurentides	REGROUPEMENT POUR LA REVITALISATION DU CENTRE-VILLE DE MONT-	35 617,32 \$
Laurentides	RESEAU DES FEMMES DES LAURENTIDES	19 742,80 \$
Laurentides	RESTO-NORD DES LAURENTIDES	16 982,00 \$
Laurentides	SABLIER	33 537,00 \$
Laurentides	SERVICE COLLECTIF AUX FAMILLES	14 555,42 \$
Laurentides	SOCIETE CANADIENNE DU CANCER	36 626,00 \$
Laurentides	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL L'ANNONCIATION INC.	1 493,00 \$
Laurentides	SOCIETE DE L'AUTISME S.A.R. LAURENTIDES	26 510,00 \$
Laurentides	SOCIETE DE L'AUTISME S.A.R. LAURENTIDES	21 627,00 \$
Laurentides	SOUPE POPULAIRE DE LA VALLEE DE ST-SAUVEUR	42 208,85 \$
Laurentides	TELECOMMUNAUTAIRE LAURENTIDES - LANAUDIÈRE	32 453,00 \$
Laurentides	THEATRE DU MARAIS DE VAL-MORIN	41 240,00 \$
Laurentides	TOXICO ALERTE INC.	28 972,00 \$
Laurentides	UNITE REGIONALE DE LOISIR, DE SPORT ET DE PLEIN AIR DES LAUR	156 987,00 \$
Laurentides	VILLE DE PREVOST	167 750,96 \$
Laurentides	VILLE DE SAINT-EUSTACHE	1 391,25 \$
Laval	AIDE AUX PERSONNES AGEES EN RESIDENCE A LAVAL INC. (APARL)	46 165,00 \$
Laval	ASSOCIATION DES LOISIRS POUR PERSONNES HANDICAPEES PSYCHIQUE	14 969,50 \$
Laval	ATELIER DE TRI DES MATIERES PLASTIQUES RECYCLABLES DU QUEBEC	600 000,00 \$
Laval	AU JARDIN DE LA FAMILLE DE FABREVILLE INC.	65 518,61 \$
Laval	BONJOUR AUJOURD'HUI ET APRES INC.	21 618,09 \$
Laval	BONJOUR AUJOURD'HUI ET APRES INC.	6 332,36 \$
Laval	BONJOUR AUJOURD'HUI ET APRES INC.	25 349,33 \$
Laval	BUREAU D'AIDE ET D'ASSISTANCE FAMILIALE PLACE ST-MARTIN	28 184,00 \$
Laval	BUREAU D'AIDE ET D'ASSISTANCE FAMILIALE PLACE ST-MARTIN	68 490,00 \$
Laval	BUREAU D'AIDE ET D'ASSISTANCE FAMILIALE PLACE ST-MARTIN	24 116,25 \$
Laval	CARREFOUR D'ENTRAIDE LAVAL INC.	19 883,50 \$
Laval	CARREFOUR FAMILIAL DE LAVAL	20 897,00 \$
Laval	CENTRE COMMUNAUTAIRE VAL-MARTIN	17 520,21 \$
Laval	CENTRE DE RECHERCHE D'EMPLOI LAVAL (FLP)	220 000,00 \$
Laval	CENTRE REGIONAL DE RECUPERATION ET DE RECYCLAGE LAVAL (C.R.R	128 715,78 \$
Laval	COMMISSION SCOLAIRE DE LAVAL	119 662,00 \$
Laval	CONSEIL DES MEDIAS COMMUNAUTAIRES DE LAVAL (CMCL)	35 880,00 \$
Laval	CONSEIL DES MEDIAS COMMUNAUTAIRES DE LAVAL (CMCL)	43 929,60 \$
Laval	COOPERATIVE DE SOUTIEN A DOMICILE	44 513,39 \$
Laval	CORPORATION REGIONALE SANTE MENTALE ET TRAVAIL DE LAVAL	56 534,40 \$
Laval	DIAPASON-JEUNESSE	37 625,94 \$
Laval	ECO-NATURE DE LAVAL	82 783,97 \$
Laval	ENFANT D'ABORD	41 860,00 \$
Laval	JEUNES AU TRAVAIL	18 710,40 \$
Laval	LA PARENTELE DE LAVAL INC.	36 380,85 \$
Laval	LE RELAIS COMMUNAUTAIRE DE PONT-VIAU	25 116,00 \$
Laval	LE RELAIS COMMUNAUTAIRE DE PONT-VIAU	19 883,50 \$
Laval	LE RELAIS DU QUARTIER DE ST-VINCENT-DE-PAUL	15 780,70 \$
Laval	LE ST-CLAUDE	37 478,00 \$
Laval	LE THEATRE DU P'TIT LOUP	11 646,40 \$
Laval	LES ENTREPRISES QUALITE DE VIE LTEE	58 663,80 \$
Laval	MAISON DE QUARTIER VIMONT	29 414,00 \$
Laval	MAISON DES JEUNES DU MARIGOT	23 955,20 \$
Laval	MAISON DES JEUNES DU MARIGOT	50 746,00 \$
Laval	MAISON LE PRELUDE INC.	1 048,80 \$
Laval	MAISON LE PRELUDE INC.	12 847,80 \$
Laval	PARTAGE HUMANITAIRE	39 087,67 \$
Laval	PLACE DES AINES DE LAVAL	112 905,75 \$
Laval	RECUPERATION JEUNESSE	140 205,94 \$
Laval	REGROUPEMENT ORGANISMES PROMOTION PERSONNE HANDICAPEE LAVAL	13 488,02 \$
Laval	SOCIETE DE L'AUTISME ET DES TED (LAVAL)	15 456,00 \$
Laval	SOCIETE LITTERAIRE DE LAVAL	27 445,60 \$
Laval	SOCIETE LITTERAIRE DE LAVAL	16 650,40 \$
Laval	SYSTEMES MEDICAUX 2000	108 715,50 \$
Laval	SYSTEMES MEDICAUX 2000	32 890,00 \$
Laval	TABLE DE CONCERTATION DE LAVAL EN CONDITION FEMININE	34 031,50 \$
Laval	TELE BENEVOLE INC.	37 249,92 \$

FONDS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ PAR LA RÉINSERTION AU TRAVAIL

ENGAGEMENTS POUR DES PROJETS ACCEPTÉS ENTRE LE 1ER AVRIL 2001 ET LE 15 MARS 2002

ANNÉE FINANCIÈRE 2001-2002

Nom région	Nom de l'organisme	Montant accordé
Laval	THEATRE D'ART LYRIQUE DE LAVAL	33 586,80 \$
Mauricie	ACEF REGION DE TROIS RIVIERES	33 400,80 \$
Mauricie	APPARTENANCE MAURICIE SOCIETE D'HISTOIRE REGIONALE	17 835,20 \$
Mauricie	ASSOCIATION DES GARDERIES DE LA REGION 04 INC	22 363,00 \$
Mauricie	ASSOCIATION DES PERSONNES APHASIQUES DE LA MAURICIE	23 305,00 \$
Mauricie	ASSOCIATION PART-EGALE NORMANDIE INC.	17 074,00 \$
Mauricie	ASSOCIATION POUR LA DEFICIENCE INTELLECTUELLE CENTRE- MAURIC	17 035,20 \$
Mauricie	ATIKAMEKW SIPI - CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	13 965,00 \$
Mauricie	AUTISME MAURICIE	36 905,00 \$
Mauricie	AUTO-PSY MAURICIE	18 099,90 \$
Mauricie	CENTRE D AMITIE AUTOCHTONE LA TUQUE INC.	11 206,06 \$
Mauricie	CENTRE D'ENTRAIDE AUX RAYONS DU SOLEIL INC.	24 259,00 \$
Mauricie	CENTRE DE LA FEMME - ROND POINT DE LA MAURICIE	58 954,00 \$
Mauricie	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE LA BOTTINE SOURIANTE	16 719,25 \$
Mauricie	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE LE FOU-RIRE INC.	11 154,00 \$
Mauricie	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE PREMIER PAS DE LA TUQUE	10 809,75 \$
Mauricie	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE PREMIER PAS DE LA TUQUE	23 023,00 \$
Mauricie	CHAMPIONNAT MONDIAL FEMININ DE PETANQUE 2002	24 559,00 \$
Mauricie	COMITE DE SOLIDARITE TIERS-MONDE-TR	564,40 \$
Mauricie	COMITE PROMOTEUR COUP DE MAIN	51 672,00 \$
Mauricie	COMSEP EMPLOI INC	599 534,00 \$
Mauricie	COMSEP EMPLOI INC	236 372,54 \$
Mauricie	COMSEP EMPLOI INC	21 411,00 \$
Mauricie	CONSENTA INC.	14 951,00 \$
Mauricie	COOP DE CONFECTION LA TUQUE	100 464,00 \$
Mauricie	COOP TRAVAILLEURS DE CONF. DE VETEMENTS 4 SAISONS DE ST-TITE	1 054,59 \$
Mauricie	COOPERATIVE DE SOLIDARITE D'AIDE DOMESTIQUE DE LA MRC CENTRE	12 020,00 \$
Mauricie	COOPERATIVE DE SOLIDARITE D'AIDE DOMESTIQUE DE LA MRC CENTRE	9 517,60 \$
Mauricie	COOPERATIVE DE SOLIDARITE D'AIDE DOMESTIQUE DE LA MRC CENTRE	162 054,00 \$
Mauricie	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN INTERVENTION ENVIRONNEMENTALE E	25 916,00 \$
Mauricie	COOPERATIVE DE TRAVAIL CREATIONS DIEGO	26 112,00 \$
Mauricie	COOPERATIVE DE TRAVAIL CREATIONS DIEGO	44 224,00 \$
Mauricie	COOPERATIVE DE TRAVAIL CREATIONS L'ANCOLIE	63 916,00 \$
Mauricie	COOPERATIVE DE TRAVAILLEURS DE MASTIGOUCHE (C.T.M.)	118 485,73 \$
Mauricie	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT DES ARTS ET DE LA CULTURE DE VI	22 808,00 \$
Mauricie	CORPORATION DE MISE EN VALEUR DES RESSOURCES DE ST-BONIFACE	32 017,00 \$
Mauricie	CORPORATION DES FETES DU CENTENAIRE DE SHAWINIGAN	18 317,55 \$
Mauricie	ECONOMIE COMMUNAUTAIRE DE FRANCHEVILLE (ECOF)	15 000,00 \$
Mauricie	ECONOMIE COMMUNAUTAIRE DE FRANCHEVILLE (ECOF)	22 636,00 \$
Mauricie	ECONOMIE COMMUNAUTAIRE DE FRANCHEVILLE (ECOF)	12 875,38 \$
Mauricie	ENTRAIDE POPULAIRE S.S.V.P. INC.	36 081,00 \$
Mauricie	F.A.I.R.E.(FAMILLES D'APPUI & INTERVENTION RESEAU D'ENTRAIDE	18 240,00 \$
Mauricie	FABRIQUE DE LA PAROISE ST-ZEPHIRIN	3 855,54 \$
Mauricie	FAMILLE DU LEVAIN DU QUEBEC	57 247,00 \$
Mauricie	FESTIVAL DE PETANQUE LA TUQUE 1988 INC	30 440,00 \$
Mauricie	FONDS COMMUNAUTAIRES DES CHENAUX	24 849,00 \$
Mauricie	H.S.I. HANDICAPS SOLEIL INC.	13 574,93 \$
Mauricie	HERITAGE SHAWINIGAN INC.	21 334,00 \$
Mauricie	L'ASSOCIATION FORESTIERE DE LA VALLEE DU ST-MAURICE INC.	23 651,00 \$
Mauricie	L'AVENUE-LIBRE DU BASSIN DE MASKINONGE INC.	17 867,25 \$
Mauricie	L'INTERVILLE COOP DE SOLIDARITE EN SOINS ET SERVICES	37 196,00 \$
Mauricie	LA CORPORATION DE LA MAISON DES JEUNES "ACTION-JEUNESSE" INC	22 333,00 \$
Mauricie	LA CORPORATION DE LA MAISON DES JEUNES "ACTION-JEUNESSE" INC	71 250,00 \$
Mauricie	LA CORPORATION DE LA MAISON DES JEUNES "ACTION-JEUNESSE" INC	17 782,44 \$
Mauricie	LA CORPORATION DE LA MAISON DES JEUNES "ACTION-JEUNESSE" INC	21 430,00 \$
Mauricie	LA CORPORATION DU PARC DES CHUTES INC.	54 501,00 \$
Mauricie	LA FENETRE, CENTRE D'ACCES AUX ARTS	19 237,00 \$
Mauricie	LA FONDATION DES TRAUMATISES CRANIO- CEREBRAUX MAURICIE BOIS	28 459,00 \$
Mauricie	LA FONDATION DES TRAUMATISES CRANIO- CEREBRAUX MAURICIE BOIS	20 163,50 \$
Mauricie	LA MAISON DES AMIS	46 129,92 \$
Mauricie	LA MAISON DES JEUNES DE STE-ANNE-DE-LA-PERADE INC.	14 690,25 \$
Mauricie	LA TABLEE POPULAIRE SHAWINIGAN INC.	9 309,32 \$
Mauricie	LA TUQUE-MAURICIE: CHAMPIONNAT MONDIAL FEMININ DE PETANQUE 2	24 259,00 \$
Mauricie	LE BON CITOYEN	14 986,00 \$
Mauricie	LES ATELIERS LATUQUOIS	13 923,00 \$
Mauricie	LES CREATIONS ARTISTIQUES DE LA SOLIDARITE INC.	34 928,53 \$

Nom région	Nom de l'organisme	Montant accordé
Mauricie	LES RAPAILLAGES	17 748,00 \$
Mauricie	MAISON DE JEUNES A CAP-DE-LA-MADELEINE	1 993,38 \$
Mauricie	MAISON DES JEUNES DE ST-GEORGES-DE-CHAMPLAIN	19 104,00 \$
Mauricie	MAISON JEAN-LEPAGE INC.	19 352,00 \$
Mauricie	MENAGEZ-VOUS, TERRITOIRE DU RIVAGE	7 407,20 \$
Mauricie	OPTION INTEGRATION INC.	58 500,00 \$
Mauricie	PAVILLON DE L'ASSUETUDE INC.	74 654,00 \$
Mauricie	R.D.D.S. (SHAWINIGAN) INC.	92 424,00 \$
Mauricie	RESSOURCES ALTERNATIVES MASKINONGE	15 188,20 \$
Mauricie	S.I.T. (SERVICE D'INTEGRATION AU TRAVAIL)	121 594,00 \$
Mauricie	SIDACTION (TROIS-RIVIERES) INC.	24 377,00 \$
Mauricie	SPRINT TROIS-RIVIERES INC.	12 435,62 \$
Mauricie	SPRINT TROIS-RIVIERES INC.	77 000,00 \$
Mauricie	TRAVACTION MAURICIE INC.	75 000,00 \$
Mauricie	TRAVACTION MAURICIE INC.	120 765,00 \$
Mauricie	TRAVAILLEURS DE RUE DE LA TUQUE INC.	19 387,00 \$
Montréal	"MAISON D'HEBERGEMENT DEPANNAGE DE VALLEYFIELD" M.H.D.V.	43 257,20 \$
Montréal	"MAISON D'HEBERGEMENT DEPANNAGE DE VALLEYFIELD" M.H.D.V.	64 558,00 \$
Montréal	ABRI DE LA RIVE-SUD	56 430,80 \$
Montréal	ABRI DE LA RIVE-SUD	99 629,00 \$
Montréal	ACTION JEUNESSE ROUSSILLON	33 315,00 \$
Montréal	ACTION JEUNESSE ST PIE X DE LONGUEUIL INC	85 813,00 \$
Montréal	ANCRE ET AILES DU HAUT ST-LAURENT	33 806,00 \$
Montréal	ASSOC. DES DEVENUS SOURDS DES MALENTENDANTS DU QUEBEC	3 194,76 \$
Montréal	ASSOCIATION COOPERATIVE D'ECONOMIE FAMILIALE DE LA RIVE-SUD	3 418,00 \$
Montréal	ASSOCIATION COOPERATIVE D'ECONOMIE FAMILIALE DE LA RIVE-SUD	35 415,00 \$
Montréal	ASSOCIATION COOPERATIVE D'ECONOMIE FAMILIALE DE LA RIVE-SUD	3 032,50 \$
Montréal	ASSOCIATION DE LA DEFICIENCE INTELLECTUELLE DE LA REGION DE	4 859,31 \$
Montréal	ASSOCIATION DE LA DEFICIENCE INTELLECTUELLE DE LA REGION DE	22 264,00 \$
Montréal	ASSOCIATION DE LA SCLEROSE EN PLAQUES SECTION SOREL-TRACY	24 453,00 \$
Montréal	ASSOCIATION DE PARENTS DE PERSONNES HANDICAPEES DE BROME MIS	68 018,00 \$
Montréal	ASSOCIATION DE PARENTS EN DEFICIENCE INTELLECTUELLE ET PHYSI	44 085,00 \$
Montréal	ASSOCIATION DE PARENTS EN DEFICIENCE INTELLECTUELLE ET PHYSI	3 870,76 \$
Montréal	ASSOCIATION DES FAMILLES SOUTIEN DES AINES DE SAINT-HUBERT	98 915,00 \$
Montréal	ASSOCIATION DES LOCATAIRES HLM DE CHATEAUGUAY	15 456,00 \$
Montréal	ASSOCIATION DES PARENTS ET AMIS DU MALADE MENTAL DE GRANBY E	25 517,00 \$
Montréal	ASSOCIATION DES PERSONNES APHASIQUES DU RICHELIEU-YAMASKA	20 273,93 \$
Montréal	ASSOCIATION DES RETRAITES ET PRE-RETRAITES DU BAS-RICHELIEU	80 490,00 \$
Montréal	ASSOCIATION QUEBECOISE DE DEFENSE DES DROITS DES PERSONNES R	29 023,00 \$
Montréal	ASSOCIATION QUEBECOISE DE DEFENSE DES DROITS DES PERSONNES R	22 066,10 \$
Montréal	ASSOCIATION QUEBECOISE DES TROUBLES D'APPRENTISSAGE DE BEDFO	64 597,00 \$
Montréal	AU COEUR DE L'UNISSON	26 791,00 \$
Montréal	AVIF (ACTION SUR LA VIOLENCE ET INTERVENTION FAMILIALE)	33 195,00 \$
Montréal	BENADO INC	6 024,51 \$
Montréal	C.I.T. CHATEAUGUAY INC.	172 224,00 \$
Montréal	C.I.T. CHATEAUGUAY INC.	6 410,41 \$
Montréal	CAFE DES DEUX PAINS DE VALLEYFIELD INC.	77 816,00 \$
Montréal	CAMP VACANCES FAMILIALES VALLEYFIELD INC	101 096,00 \$
Montréal	CARREFOUR - DIGNITE (ST-JEAN)	28 795,68 \$
Montréal	CARREFOUR FAMILIAL DU RICHELIEU	35 002,20 \$
Montréal	CARREFOUR JEUNESSE D'IBERVILLE	41 843,00 \$
Montréal	CARREFOUR NAISSANCE-FAMILLE DU BAS-RICHELIEU	99 949,00 \$
Montréal	CENTRE ACTION BENEVOLE DE GRANBY INC.	7 599,80 \$
Montréal	CENTRE ACTION BENEVOLE DE BEAUHARNOIS	46 159,00 \$
Montréal	CENTRE ACTION BENEVOLE VALLEYFIELD	47 923,00 \$
Montréal	CENTRE AMITIE JEUNESSE DE CHAMBLY INC.	40 946,00 \$
Montréal	CENTRE AMITIE JEUNESSE DE CHAMBLY INC.	3 976,70 \$
Montréal	CENTRE COMMUNAUTAIRE DES AINEES ET AINES DE LONGUEUIL.	6 226,40 \$
Montréal	CENTRE D'ACTION BENEVOLE "LES P'TITS BONHEURS" DE ST-BRUNO	32 369,60 \$
Montréal	CENTRE D'ACTION BENEVOLE DE FARNHAM INC.	15 150,78 \$
Montréal	CENTRE D'ACTION BENEVOLE DE ST-HUBERT	14 308,00 \$
Montréal	CENTRE D'ACTION BENEVOLE DE WATERLOO INC.	5 839,31 \$
Montréal	CENTRE D'ACTION BENEVOLE DE WATERLOO INC.	23 370,00 \$
Montréal	CENTRE D'ACTION BENEVOLE L' ACTUEL	61 336,00 \$
Montréal	CENTRE D'ACTION BENEVOLE L' ACTUEL	27 276,55 \$
Montréal	CENTRE D'ARTS VISUELS DE SAINT-HUBERT	35 812,00 \$

FONDS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ PAR LA RÉINSERTION AU TRAVAIL

ENGAGEMENTS POUR DES PROJETS ACCEPTÉS ENTRE LE 1ER AVRIL 2001 ET LE 15 MARS 2002

ANNÉE FINANCIÈRE 2001-2002

Nom région	Nom de l'organisme	Montant accordé
Montérégie	CENTRE D'ENTRAIDE BENEVOLE DE ST-AMABLE INC.	20 435,00 \$
Montérégie	CENTRE D'ENTRAIDE REGIONAL D'HENRYVILLE (CERH)	19 926,00 \$
Montérégie	CENTRE D'INFORMATION COMMUNAUTAIRE	11 414,40 \$
Montérégie	CENTRE D'ORIENTATION ET DE FORMATION POUR FEMMES EN RECHERCH	133 216,00 \$
Montérégie	CENTRE DE FEMMES "LA MOISSON"	20 228,05 \$
Montérégie	CENTRE DE FEMMES L'ECLAIRCIE	26 983,00 \$
Montérégie	CENTRE DE FEMMES LE FARE	19 185,00 \$
Montérégie	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE LA PASSERELLE DES MOUSSES	26 786,73 \$
Montérégie	CENTRE DE PARTAGE COMMUNAUTAIRE JOHANNAIS (C.P.C.J.)	80 189,00 \$
Montérégie	CENTRE DE PARTAGE COMMUNAUTAIRE JOHANNAIS (C.P.C.J.)	15 759,40 \$
Montérégie	CENTRE DE PREVENTION DU SUICIDE DE LA HAUTE YAMASKA INC.	58 204,00 \$
Montérégie	CENTRE DE RESSOURCES FAMILIALES DU HAUT ST-LAURENT	50 558,00 \$
Montérégie	CENTRE DE RESSOURCES FAMILIALES DU HAUT ST-LAURENT	51 136,55 \$
Montérégie	CENTRE DE SOLIDARITE FAMILIAL "SOURIRE SANS FAIM"	28 767,70 \$
Montérégie	CENTRE DE SOLIDARITE FAMILIAL "SOURIRE SANS FAIM"	44 935,00 \$
Montérégie	CENTRE PARENTS-ENFANTS DE VAUDREUIL-SOULANGES INC.	102 292,00 \$
Montérégie	CENTRE SINO-QUEBEC DE LA RIVE-SUD	106 416,00 \$
Montérégie	CLUB DE RECHERCHE D'EMPLOI VALLEE DU RICHELIEU	111 657,00 \$
Montérégie	COIN DU PARTAGE DE BEAUHARNOIS INC.	15 485,05 \$
Montérégie	COLLECTIF DE DEFENSE DES DROITS DE LA MONTEREGIE	62 698,00 \$
Montérégie	COMITE CHOMAGE DU HAUT-RICHELIEU	30 869,00 \$
Montérégie	COMITE DES CITOYENS DU LOGEMENT DE CHATEAUGUAY	21 073,50 \$
Montérégie	COMITE DES CITOYENS DU LOGEMENT DE CHATEAUGUAY	3 430,51 \$
Montérégie	COMITE WATERLYS INC.	28 163,00 \$
Montérégie	COMPLEXE LE PARTAGE	55 228,00 \$
Montérégie	COMQUAT INC.	68 850,00 \$
Montérégie	COOP DE SOLIDARITE AUTONOMIE CHEZ-SOI	24 112,90 \$
Montérégie	COOP DE SOLIDARITE DE SERVICES A DOMICILE AUX P'TITS SOINS	12 316,00 \$
Montérégie	COOP DE SOLIDARITE EN SERVICE D'AIDE A DOMICILE MOBIL'AIDE	70 955,50 \$
Montérégie	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE BEAUHARNOIS-SALAB	26 590,20 \$
Montérégie	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE LA HAUTE-YAMAS	36 798,00 \$
Montérégie	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE VAUDREUIL-SOUL	35 242,00 \$
Montérégie	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DU HAUT-RICHELIEU	33 254,00 \$
Montérégie	COUP DE POUCE DES MOISSONS	185 157,00 \$
Montérégie	CUISINE POPULAIRE ST-EUGENE	33 633,00 \$
Montérégie	D'MAIN DE FEMME	55 829,00 \$
Montérégie	D'MAIN DE FEMME	12 915,18 \$
Montérégie	DE SOI A L'EMPLOI	38 072,00 \$
Montérégie	DOC FORMATION	164 597,00 \$
Montérégie	ECLUSIER DU HAUT-RICHELIEU	29 266,00 \$
Montérégie	ECOMUSEE DES DEUX RIVES	26 432,00 \$
Montérégie	ENTR'ELLES GRANBY INC.	21 181,00 \$
Montérégie	ENTRAIDE 3E AGE MASKOUTAINE	19 691,00 \$
Montérégie	ENTRAIDE POUR MONOPARENTALES ET FAMILLES RECOMPOSEES DU SURO	27 632,00 \$
Montérégie	FEDERATION DES COOPERATIVES D'HABITATION MONTEREGIENNE	54 684,75 \$
Montérégie	FOYER JEUNESSE L'ARCHE	19 401,20 \$
Montérégie	GRANDS FRERES/GRANDES SOEURS DU SUROIT INC.	19 306,88 \$
Montérégie	GRENIER AUX TROUVAILLES (PARTAGE SANS FAIM)	63 484,00 \$
Montérégie	GROUPE D'ENTRAIDE G.E.M.E.	88 968,00 \$
Montérégie	GROUPE D'ENTRAIDE IOTA	3 348,80 \$
Montérégie	GROUPE D'ENTRAIDE L'EXPRESSION LIBRE DU HAUT RICHELIEU	39 858,35 \$
Montérégie	GROUPE ENTREPRENEUR SOLIDAIRE DU BAS-RICHELIEU	1 255,80 \$
Montérégie	HEBERGEMENT LA C.A.S.A. BERNARD HUBERT	175 055,00 \$
Montérégie	HEBERGEMENT LA PASSERELLE	46 076,00 \$
Montérégie	HEBERGEMENT MAISON DE LA PAIX INC.	60 201,80 \$
Montérégie	JEUNESSE BEAUHARNOIS	60 910,00 \$
Montérégie	JEUNESSE BEAUHARNOIS	16 058,15 \$
Montérégie	L'ADOLEUS INC.	57 175,00 \$
Montérégie	L'ANTRE-TEMPS LONGUEUIL	3 261,60 \$
Montérégie	L'ANTRE-TEMPS LONGUEUIL	37 345,00 \$
Montérégie	L'ARDOISE DU BAS-RICHELIEU	49 967,23 \$
Montérégie	L'ASSOCIATION DE PARALYSIE CEREbraLE DU QUEBEC INC.	933,27 \$
Montérégie	L'AVANT-GARDE EN SANTE MENTALE	62 473,00 \$
Montérégie	L'AVANT-GARDE EN SANTE MENTALE	3 139,50 \$
Montérégie	L'ECOLE DE LA VIE LONGUEUIL	12 406,50 \$
Montérégie	L'ELAN-DEMAIN INC.	4 604,60 \$

Nom région	Nom de l'organisme	Montant accordé
Montréal	L'ENTRAIDE CHEZ NOUS	3 106,00 \$
Montréal	L'ENTRAIDE POUR HOMMES VALLEE-DU-RICHELIEU INC.	75 863,00 \$
Montréal	L'EXIT DE WATERLOO	20 082,65 \$
Montréal	L'OPTION BROME-MISSISQUOI	54 620,00 \$
Montréal	L'OURSON DORE INC.	23 111,00 \$
Montréal	LA BOITE A LETTRES DE LONGUEUIL	26 435,00 \$
Montréal	LA CLE DES MOTS	21 730,00 \$
Montréal	LA CLE SUR LA PORTE, MAISON D'HEBERGEMENT POUR FEMMES VICTIM	28 272,12 \$
Montréal	LA CROISEE DE LONGUEUIL INC.	32 124,60 \$
Montréal	LA CROISEE DE LONGUEUIL INC.	186 263,00 \$
Montréal	LA CROISEE DE LONGUEUIL INC.	89 303,00 \$
Montréal	LA CROISEE DE LONGUEUIL INC.	114 713,00 \$
Montréal	LA CROISEE DE LONGUEUIL INC.	81 505,00 \$
Montréal	LA HALTE FAMILIALE	9 848,83 \$
Montréal	LA MAISON DE JONATHAN INC.	107 802,00 \$
Montréal	LA MAISON DE LA FAMILLE	60 081,00 \$
Montréal	LA MAISON DE LA PETITE ENFANCE	40 177,38 \$
Montréal	LA MAISON DES JEUNES DE BEAUJEU	25 981,00 \$
Montréal	LA MAISON DES JEUNES DE GRANBY	8 720,95 \$
Montréal	LA MAISON DES JEUNES DE GRANBY	20 147,00 \$
Montréal	LA MAISON DES JEUNES DE LA PRAIRIE	56 453,00 \$
Montréal	LA MAISON DES JEUNES DE SAINT-HYACINTHE INC.	4 647,20 \$
Montréal	LA MAISON DES JEUNES DE SUTTON INC.	18 998,70 \$
Montréal	LA MOSAIQUE, CENTRE D'ACTION BENEVOLE ET COMMUNAUTAIRE	42 819,00 \$
Montréal	LA MUNICIPALITE DU VILLAGE DE LACOLLE	39 628,00 \$
Montréal	LA PARENTR'AIDE	48 130,00 \$
Montréal	LA PORTE DU PASSANT INC.	78 786,00 \$
Montréal	LA PORTE OUVERTE MAISON DES JEUNES	27 113,00 \$
Montréal	LA RENCONTRE CHATEAUGUOISE	30 662,00 \$
Montréal	LA ROSERAIE BLEUE, RAYON D'ESPOIR INC.	73 408,00 \$
Montréal	LA SOCIETE POUR L'EPANOUISSEMENT DES JEUNES DE ST-AMABLE	52 899,00 \$
Montréal	LAMAIISON DES JEUNES L'ENTRACTE STE-MARTINE, STPAUL DE CHATEAU	2 118,00 \$
Montréal	LE CENTRE D'INTERVENTION-JEUNESSE DES MASKOUTAINS	1 852,04 \$
Montréal	LE CENTRE D'INTERVENTION-JEUNESSE DES MASKOUTAINS	28 109,00 \$
Montréal	LE CENTRE DE BENEVOLAT DE ST-HYACINTHE INC.	1 883,70 \$
Montréal	LE COMITE LOGEMENT DE VALLEYFIELD	59 176,00 \$
Montréal	LE COMITE LOGEMENT DE VALLEYFIELD	2 827,30 \$
Montréal	LE GROUPE D'ENTRAIDE LE DAHLIA DE BEAUHARNOIS	34 954,50 \$
Montréal	LE PACTE DE RUE INC.	36 420,00 \$
Montréal	LE PHARE ASSOCIATION DES PARENTS ET AMIS MALADE MENTAL	13 471,15 \$
Montréal	LE PONT DU SUROIT	11 231,33 \$
Montréal	LE REPAS DU PASSANT	41 331,00 \$
Montréal	LES ATELIERS TRANSITION INC.	67 997,00 \$
Montréal	LES ATELIERS TRANSITION INC.	2 945,30 \$
Montréal	LES GITES DES OIES BLANCHES INC.	27 717,84 \$
Montréal	LES GRANDS FRERES ET LES GRANDES SOEURS DE ST-HYACINTHE INC.	2 786,97 \$
Montréal	LES POPOTES ROULANTES DU CARREFOUR DU PARTAGE DE VALLEYFIELD	19 684,53 \$
Montréal	LES POPOTES ROULANTES DU CARREFOUR DU PARTAGE DE VALLEYFIELD	66 257,00 \$
Montréal	LUDOTHEQUE "JOUETS AU COEUR DE LONGUEUIL"	22 004,00 \$
Montréal	M.R.C. BROME MISSISQUOI	1 750,00 \$
Montréal	MAISON ALTERNATIVE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN (MADH) INC.	2 917,64 \$
Montréal	MAISON ALTERNATIVE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN (MADH) INC.	18 987,54 \$
Montréal	MAISON D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES EN DIFFICULTES DE GRANBY	26 516,00 \$
Montréal	MAISON D'HEBERGEMENT R.S.S.M.	25 279,00 \$
Montréal	MAISON DE JEUNES DES QUATRE LIEUX	44 553,00 \$
Montréal	MAISON DE JEUNES SAC-ADO	28 680,00 \$
Montréal	MAISON DE LA FAMILLE DE LA VALLEE DU RICHELIEU	42 456,00 \$
Montréal	MAISON DE LA FAMILLE DES MASKOUTAINS	27 267,00 \$
Montréal	MAISON DE QUARTIER REJEAN LAVALLEE	20 930,00 \$
Montréal	MAISON DES CULTURES AMERINDIENNES	48 966,00 \$
Montréal	MAISON DES JEUNES DE FARNHAM INC.	18 700,77 \$
Montréal	MAISON DES JEUNES DE FARNHAM INC.	55 056,00 \$
Montréal	MAISON DES JEUNES DE L'ILE PERROT - MARTIN BERNIER	59 338,00 \$
Montréal	MAISON DES JEUNES DE ST.-BRUNO INC.	22 114,00 \$
Montréal	MAISON DES JEUNES DE VAUDREUIL-DORION	3 181,60 \$
Montréal	MAISON DES JEUNES LE BOUM DE BEDFORD	60 792,53 \$

FONDS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ PAR LA RÉINSERTION AU TRAVAIL

ENGAGEMENTS POUR DES PROJETS ACCEPTÉS ENTRE LE 1ER AVRIL 2001 ET LE 15 MARS 2002

ANNÉE FINANCIÈRE 2001-2002

Nom région	Nom de l'organisme	Montant accordé
Montréal	MAISON HEBERGEMENT POUR ELLES	26 128,00 \$
Montréal	MAISON LA VIREVOLTE	78 461,00 \$
Montréal	MAISON LE BALUCHON	27 357,00 \$
Montréal	MOISSON SUD-OUEST	127 323,00 \$
Montréal	MOISSON SUD-OUEST	30 581,00 \$
Montréal	MOULIN DE LA SOURCE	65 006,00 \$
Montréal	MOUVEMENT ACTION-CHOMAGE DE SAINT-HYACINTHE	10 555,30 \$
Montréal	MUNICIPALITE REGIONALE DE COMTE	1 625,00 \$
Montréal	MUNICIPALITE REGIONALE DE COMTE DE ROUSSILLON	6 800,00 \$
Montréal	MUSEE D'ART DE MONT-SAINT-HILAIRE	44 899,00 \$
Montréal	NATURE-ACTION QUEBEC INC.	286 540,00 \$
Montréal	P.L.A.C.E. RIVE-SUD, PROJET LOCAL D'AIDE EN CREATION D'EMPLOI	49 590,60 \$
Montréal	P.L.A.C.E. RIVE-SUD, PROJET LOCAL D'AIDE EN CREATION D'EMPLOI	35 273,99 \$
Montréal	PARENTS-JEUNESSE LA JOUJOUTHEQUE DU HAUT-RICHELIEU	51 332,58 \$
Montréal	PARRAINAGE CIVIQUE DE LA VALLEE DU RICHELIEU	21 480,73 \$
Montréal	PARRAINAGE CIVIQUE DU HAUT-RICHELIEU	30 841,00 \$
Montréal	PARRAINAGE CIVIQUE ST-HUBERT	73 390,00 \$
Montréal	PORTE OUVERTE	33 684,00 \$
Montréal	PROGRAMME ACTION JEUNESSE DE CANDIAC	58 347,00 \$
Montréal	PROGRAMME D'INTERVENTION JEUNESSE (P.I.J.)	48 778,00 \$
Montréal	PROJET COMMUNIC-ACTION	24 623,00 \$
Montréal	PSYCOHESION INC.	34 106,10 \$
Montréal	RADIS INC.	93 527,00 \$
Montréal	REGROUPEMENT DES AIDANTS NATURELS DE GRANBY (RANG)	30 090,00 \$
Montréal	REGROUPEMENT DES ASSISTES SOCIAUX DU BAS-RICHELIEU	24 234,00 \$
Montréal	RESEAUX EMPLOI ENTREPRENEURSHIP	35 402,00 \$
Montréal	RESIDENCE ELLE DU HAUT ST-LAURENT	37 371,00 \$
Montréal	RESSOURCE DE TRANSITION LE TOURNANT INC.	28 152,00 \$
Montréal	S.O.S. DEPANNAGE GRANBY ET REGION INC.	59 189,38 \$
Montréal	SERVICE EXTERNE DE MAIN-D'OEUVRE (S.E.M.O.) DE GRANBY ET REG	60 476,00 \$
Montréal	SERVICE EXTERNE DE MAIN-D'OEUVRE (S.E.M.O.) DE GRANBY ET REG	152 588,00 \$
Montréal	SERVICES COMMUNAUTAIRES DE VILLE DE LAC BROME INC.	28 275,63 \$
Montréal	SERVICES D'AIDE DOMESTIQUE AFSAS	5 553,53 \$
Montréal	SERVICES DOMESTIQUES NETTOIE-NET	111 245,00 \$
Montréal	SERVICES ET FORMATION AUX IMMIGRANTS EN MONTEREGIE (SFIM)	12 041,21 \$
Montréal	SOLIDARITE ETHNIQUE REGIONALE DE LA YAMASKA	7 562,33 \$
Montréal	TRAIT-D'UNION MONTEREGIEN	12 765,27 \$
Montréal	TRAIT-D'UNION MONTEREGIEN	28 728,00 \$
Montréal	UNE AFFAIRE DE FAMILLE...	19 168,48 \$
Montréal	UNE AFFAIRE DE FAMILLE...	30 770,00 \$
Montréal	VIA L'ANSE	7 367,17 \$
Montréal	VISION-TRAVAIL	240 438,00 \$
Montréal	"LE CORPS INDICE" PRODUCTIONS ARTISTIQUES	140 000,00 \$
Montréal	ACCUEIL LIAISON POUR ARRIVANTS (ALPA)	123 118,00 \$
Montréal	ACCUEIL SAINT-LEONARD	55 544,00 \$
Montréal	ACTION POUR LA SOLIDARITE, L'EQUITE, L'ENVIRONNEMENT ET LE D	119 353,00 \$
Montréal	ADAPTECH PLUS INC.	45 917,00 \$
Montréal	AFRIQUE EN MOUVEMENTS	79 833,00 \$
Montréal	AFRIQUE EN MOUVEMENTS	18 837,00 \$
Montréal	AFRIQUE EN MOUVEMENTS	17 791,00 \$
Montréal	AGENCE MONTREALAISE POUR L'EMPLOI	3 042,00 \$
Montréal	AGENCE MONTREALAISE POUR L'EMPLOI	100 395,95 \$
Montréal	AGENCE MONTREALAISE POUR L'EMPLOI	12 597,87 \$
Montréal	ALTERNATIVES COMMUNAUTAIRES D'HABITATION ET D'INTERVENTION D	64 179,00 \$
Montréal	ALTERNATIVES, RESEAU D'ACTION ET DE COMMUNICATION POUR LE DE	101 143,53 \$
Montréal	ALTERNATIVES, RESEAU D'ACTION ET DE COMMUNICATION POUR LE DE	10 913,84 \$
Montréal	ASSISTANCE AUX FEMMES DE MONTREAL INC.	59 602,00 \$
Montréal	ASSOCIATION COOPERATIVE D'ECONOMIE FAMILIALE DU CENTRE DE MO	66 000,00 \$
Montréal	ASSOCIATION COOPERATIVE D'ECONOMIE FAMILIALE DU SUD-OUEST DE	68 123,00 \$
Montréal	ASSOCIATION D'ENTRAIDE LE CHAINON INC.	13 863,50 \$
Montréal	ASSOCIATION DE L'OUEST DE L'ILE POUR LES HANDICAPES INTELLEC	8 355,20 \$
Montréal	ASSOCIATION DE LA COMMUNAUTE NOIRE DE COTE DES NEIGES	60 209,00 \$
Montréal	ASSOCIATION DE PARENTS POUR LA SANTE MENTALE DE SAINT-LAUREN	61 863,00 \$
Montréal	ASSOCIATION DE PARENTS POUR LA SANTE MENTALE DE SAINT-LAUREN	3 632,30 \$
Montréal	ASSOCIATION DE SPINA BIFIDA ET D'HYDROCEPHALIE DE LA REGION	35 012,00 \$
Montréal	ASSOCIATION DES BENEVOLES-C.H.S.L.D.STE GERMAINE COUSIN INC.	1 868,80 \$

Nom région	Nom de l'organisme	Montant accordé
Montréal	ASSOCIATION DES HALTES-GARDERIES COMMUNAUTAIRES DU QUEBEC AH	20 586,30 \$
Montréal	ASSOCIATION DES INGENIEURS HAITIENS AU CANADA	62 907,00 \$
Montréal	ASSOCIATION JAMAICAINE DE MONTREAL INC.	59 931,50 \$
Montréal	ASSOCIATION LATINO AMERICAINE DE C.D.N.	100 362,19 \$
Montréal	ASSOCIATION LATINO AMERICAINE DE C.D.N.	4 142,78 \$
Montréal	ASSOCIATION MULTI-ETHNIQUE POUR L'INTEGRATION DES PERSONNES	53 481,00 \$
Montréal	ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE L'EXCELLENCE EN RESTAURATIO	97 276,40 \$
Montréal	ASSOCIATION QUEBECOISE DE L'EPILEPSIE	34 700,00 \$
Montréal	ASSOCIATION QUEBECOISE POUR LES TROUBLES D'APPRENTISSAGE	10 505,25 \$
Montréal	ASSOCIATION RECREATIVE MILTON-PARC	29 023,00 \$
Montréal	ATELIER D'HISTOIRE D'HOCHELAGA-MAISONNEUVE INC.	7 630,35 \$
Montréal	ATELIER DE MEUBLES RECYCLES AHUNTSIC- CARTIERVILLE	105 478,00 \$
Montréal	ATELIER DE MEUBLES RECYCLES AHUNTSIC- CARTIERVILLE	80 510,00 \$
Montréal	AUBERGE COMMUNAUTAIRE SUD-OUEST	95 680,00 \$
Montréal	AUBERGE COMMUNAUTAIRE SUD-OUEST	251 778,60 \$
Montréal	AUTISME ET TROUBLES ENVAHISSANTS DU DEVELOPPEMENT MONTREAL	45 330,60 \$
Montréal	BAOBAB FAMILIAL	4 243,25 \$
Montréal	BUREAU DE LA COMMUNAUTE CHRETIENNE DES HAITIENS DE MONTREAL	111 266,00 \$
Montréal	CACI	100 232,50 \$
Montréal	CACI	7 500,00 \$
Montréal	CARBONE 14	71 229,00 \$
Montréal	CARI ST-LAURENT	16 739,31 \$
Montréal	CARI ST-LAURENT	100 331,50 \$
Montréal	CARI ST-LAURENT	20 743,10 \$
Montréal	CARREFOUR BLE	162 434,00 \$
Montréal	CARREFOUR COMMUNAUTAIRE DE ROSEMONT, L'ENTRE-GENS INC.	1 169,30 \$
Montréal	CARREFOUR D'ENTRAIDE LACHINE INC.	48 837,00 \$
Montréal	CARREFOUR DES 6-12 ANS DE PIERREFONDS-EST INC.	53 481,00 \$
Montréal	CARREFOUR DES FEMMES D'ANJOU	72 689,00 \$
Montréal	CARREFOUR DES PITCHOU INC	93 948,00 \$
Montréal	CARREFOUR FAMILIAL HOCHELAGA	80 437,00 \$
Montréal	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI ANJOU/SAINT-JUSTIN	140 277,00 \$
Montréal	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE MARQUETTE	5 924,60 \$
Montréal	CARREFOUR SOLIDARITE ANJOU	57 318,00 \$
Montréal	CARREFOUR SOLIDARITE ANJOU	18 006,10 \$
Montréal	CDEC CENTRE-NORD	8 171,00 \$
Montréal	CDEC ROSEMONT-PETITE PATRIE, CORPORATION DE DEVELOPPEMENT EC	7 263,50 \$
Montréal	CENTRE AU PUIITS	57 380,00 \$
Montréal	CENTRE COMMUNAUTAIRE DES FEMMES SUD-ASIATIQUE	94 920,00 \$
Montréal	CENTRE COMMUNAUTAIRE DES HAITIENS DE RIVIERE-DES- PRAIRIES C	62 772,40 \$
Montréal	CENTRE COMMUNAUTAIRE JEUNESSE UNIE DE PARC EXTENSION	1 798,50 \$
Montréal	CENTRE COMMUNAUTAIRE TYNDALE ST-GEORGES	18 491,90 \$
Montréal	CENTRE COMMUNAUTAIRE TYNDALE ST-GEORGES	103 678,00 \$
Montréal	CENTRE CULTUREL ET COMMUNAUTAIRE HENRI-LEMIEUX	1 943,40 \$
Montréal	CENTRE CULTUREL ET SPORTIF DE L'EST	11 176,00 \$
Montréal	CENTRE D'ACTION BENEVOLE DE MONTREAL-NORD	59 380,00 \$
Montréal	CENTRE D'ACTION BENEVOLE DE MONTREAL-NORD	33 761,00 \$
Montréal	CENTRE D'ACTION SOCIO-COMMUNAUTAIRE DE MONTREAL	3 716,22 \$
Montréal	CENTRE D'ACTION SOCIO-COMMUNAUTAIRE DE MONTREAL	99 858,50 \$
Montréal	CENTRE D'AIDE A LA FAMILLE	62 641,00 \$
Montréal	CENTRE D'ALPHABETISATION N-A RIVE DE MONTREAL	116 459,00 \$
Montréal	CENTRE D'ALPHABETISATION N-A RIVE DE MONTREAL	168 233,00 \$
Montréal	CENTRE D'ALPHABETISATION N-A RIVE DE MONTREAL.	11 546,64 \$
Montréal	CENTRE D'ECOUTE "LE FOYER"	17 830,00 \$
Montréal	CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE REINSERTION SOCIO-ECONOMIQUE EURE	24 895,00 \$
Montréal	CENTRE D'INFORMATION ARTEXTE INFORMATION CENTRE	42 629,30 \$
Montréal	CENTRE D'INTEGRATION A LA VIE ACTIVE POUR LES PERSONNES VIVA	76 270,00 \$
Montréal	CENTRE D'ORIENTATION ET DE PREVENTION D'ALCOOLISME ET DE TOX	36 207,00 \$
Montréal	CENTRE D'ORIENTATION JUIF	26 552,88 \$
Montréal	CENTRE DE BENEVOLAT DE SARPAD COTE-DES-NEIGES INC.	35 650,00 \$
Montréal	CENTRE DE COMMUNICATION ADAPTEE (CCA)	36 931,30 \$
Montréal	CENTRE DE FORMATION DU JARDIN DU CITOYEN	253 293,22 \$
Montréal	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE LA BRICOLE	23 745,00 \$
Montréal	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE LA PORTE OUVERTE INC.	28 403,00 \$
Montréal	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE LES PETITS LUTINS DE COTE ST-PAU	41 421,00 \$
Montréal	CENTRE DE PROMOTION COMMUNAUTAIRE LE PHARE INC.	69 041,00 \$

FONDS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ PAR LA RÉINSERTION AU TRAVAIL

ENGAGEMENTS POUR DES PROJETS ACCEPTÉS ENTRE LE 1ER AVRIL 2001 ET LE 15 MARS 2002

ANNÉE FINANCIÈRE 2001-2002

Nom région	Nom de l'organisme	Montant accordé
Montréal	CENTRE DE RECHERCHE D'EMPLOI DE L'EST (CREE) INC.	4 613,39 \$
Montréal	CENTRE DE RECHERCHE D'EMPLOI DE L'EST (CREE) INC.	101 429,44 \$
Montréal	CENTRE DE RECHERCHE D'EMPLOI DE POINTE-CLAIRE	4 000,00 \$
Montréal	CENTRE DE RESSOURCES EDUCATIVES ET COMMUNAUTAIRES POUR ADULT	40 944,40 \$
Montréal	CENTRE DE RESSOURCES ET D'INTERVENTIONS EN SANTE ET SEXUALIT	94 995,00 \$
Montréal	CENTRE DE SERVICES COMMUNAUTAIRES DU MONASTERE	5 501,00 \$
Montréal	CENTRE DES ARTS CONTEMPORAINS DU QUEBEC A MONTREAL	172 195,00 \$
Montréal	CENTRE DES FEMMES DE MONTREAL	210 671,00 \$
Montréal	CENTRE DES FEMMES DE MONTREAL	33 118,22 \$
Montréal	CENTRE DES FEMMES DE MONTREAL	100 445,06 \$
Montréal	CENTRE DES FEMMES DE MONTREAL	7 664,04 \$
Montréal	CENTRE DES FEMMES DE MONTREAL OPTION'ELLE	4 562,00 \$
Montréal	CENTRE DES FEMMES HAITIENNES DE RIVIERE DES PRAIRIES	3 134,10 \$
Montréal	CENTRE DES FEMMES RIVIERE DES PRAIRIES	5 356,62 \$
Montréal	CENTRE DES JEUNES L'ESCALE 13-17 DE MONTREAL-NORD INC.	93 627,00 \$
Montréal	CENTRE EDUCATIF COMMUNAUTAIRE RENE GOUPIL	28 723,00 \$
Montréal	CENTRE HELIOS	35 840,00 \$
Montréal	CENTRE INTERNATIONAL D'ART CONTEMPORAIN DE MONTREAL (CIAC)	130 580,00 \$
Montréal	CENTRE JUIF D'ORIENTATION ET DE L'EMPLOI	97 049,33 \$
Montréal	CENTRE JUIF D'ORIENTATION ET DE L'EMPLOI	6 334,32 \$
Montréal	CENTRE JUIF D'ORIENTATION ET DE L'EMPLOI	126 334,00 \$
Montréal	CENTRE MULTI-RESSOURCES DE LACHINE	47 636,00 \$
Montréal	CENTRE MULTI-RESSOURCES DE LACHINE	3 531,74 \$
Montréal	CENTRE MULTIMEDIA MAISON DE LA CULTURE DE POINTE-AUX-TREMBLE	103 147,00 \$
Montréal	CENTRE P.R.I.S.M.E. PROMOTION, REFERENCE, INFORMATION ET SER	811,40 \$
Montréal	CENTRE P.R.I.S.M.E. PROMOTION, REFERENCE, INFORMATION ET SER	38 624,00 \$
Montréal	CENTRE QUEBECOIS DE RESSOURCES A LA PETITE ENFANCE	32 280,00 \$
Montréal	CENTRE SOCIO-CULTUREL ALGERIEN	66 357,00 \$
Montréal	CHEZ MES AMIS RESTAURANT COMMUNAUTAIRE DE NOTRE-DAME-DE-GRAC	76 035,00 \$
Montréal	CLAM (CARREFOUR DE LIAISON ET D'AIDE MULTI-ETHNIQUE)	10 049,33 \$
Montréal	CLAM (CARREFOUR DE LIAISON ET D'AIDE MULTI-ETHNIQUE)	100 331,50 \$
Montréal	CLUB GARCONS ET FILLES DE LASALLE	51 710,00 \$
Montréal	COBALT ART ACTUEL	9 212,50 \$
Montréal	COLLECTIF DES FEMMES IMMIGRANTES DU QUEBEC	101 160,22 \$
Montréal	COLLECTIF DES FEMMES IMMIGRANTES DU QUEBEC	225 930,00 \$
Montréal	COLLECTIF DES FEMMES IMMIGRANTES DU QUEBEC	11 228,77 \$
Montréal	COLLECTIF JEUNESSE DE ST-LEONARD	3 846,97 \$
Montréal	COMITE CHOMAGE DE MONTREAL	35 292,00 \$
Montréal	COMITE D'ADAPTATION DE LA MAIN-D'OEUVRE - C.A.M.O. - PERSONN	225 607,00 \$
Montréal	COMITE D'ADAPTATION DE LA MAIN-D'OEUVRE - C.A.M.O. - PERSONN	330 559,00 \$
Montréal	COMITE D'ADAPTATION DE LA MAIN-D'OEUVRE - C.A.M.O. - PERSONN	131 143,58 \$
Montréal	COMITE D'ADAPTATION DE LA MAIN-D'OEUVRE - C.A.M.O. - PERSONN	76 433,93 \$
Montréal	COMITE D'ADAPTATION DE LA MAIN-D'OEUVRE - C.A.M.O. - PERSONN	533 897,00 \$
Montréal	COMITE DE BASE POUR L'ACTION ET L'INFORMATION SUR LE LOGEMEN	64 185,00 \$
Montréal	COMITE DES PERSONNES ATTEINTES DU VIH DU QUEBEC	22 230,00 \$
Montréal	COMITE DU LOGEMENT DU PLATEAU MONT-ROYAL INC.	50 982,00 \$
Montréal	COMITE LOGEMENT BORDEAUX-CARTIERVILLE INC.	17 851,40 \$
Montréal	COMITE ORGANISATEUR DE LA FINALE DES JEUX DU QUEBEC, LACHINE	104 422,22 \$
Montréal	COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE- BOURGEOYS	60 188,00 \$
Montréal	COMMUNAUTE VIETNAMIENNE AU CANADA REGION MONTREAL	36 502,00 \$
Montréal	COMPAGNIE F, ENTREPRENEURSHIP POUR FEMMES	95 369,13 \$
Montréal	CONCERTATION-FEMME	89 631,00 \$
Montréal	CONSEIL DE LA BANLIEUE OUEST POUR LES BESOINS PSYCHIATRIQUES	1 415,00 \$
Montréal	CONSEIL QUEBECOIS DE L'ESTAMPE INC.	33 282,20 \$
Montréal	CONSEIL QUEBECOIS DU THEATRE	11 267,92 \$
Montréal	COOPERATIVE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE MONTREAL-LAVAL	165 620,00 \$
Montréal	COOPERATIVE DE TRAVAIL FRIPERIE AFRI-CANA	133 025,00 \$
Montréal	COOPERATIVE DE TRAVAIL VISUTEL	133 935,00 \$
Montréal	COOPERATIVE DES TRAVAILLEURS DE LA PUCE RESSOURCE INFORMATIQ	98 966,00 \$
Montréal	COOPERATIVE DES TRAVAILLEURS DE LA PUCE RESSOURCE INFORMATIQ	93 145,00 \$
Montréal	COOPERATIVE DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DU CAFE CHAOS	29 526,00 \$
Montréal	COOPERATIVE ETUDIANTE ADULTE CLEMENT	23 823,00 \$
Montréal	COOPERATOUT	31 060,00 \$
Montréal	COOPERATOUT	77 651,00 \$
Montréal	COOPERATOUT	77 651,00 \$
Montréal	COOPERATOUT	33 348,00 \$

Nom région	Nom de l'organisme	Montant accordé
Montréal	CORP. DE DEV. ECONOMIQUE ET COM. ANJOU (C.D.E.C.-ANJOU)	3 943,00 \$
Montréal	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE RIVIERE-DES-PR	68 945,00 \$
Montréal	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT-DE L'EST (CDEST) INC.	125 690,00 \$
Montréal	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE COMMUNAUTAIRE AHUNTS	60 636,00 \$
Montréal	CORPORATION DE LA MAISON DU PRESOIR	28 023,00 \$
Montréal	CORPORATION DE RELANCE ECONOMIQUE ET COMMUNAUTAIRE DE SAINT-	44 105,85 \$
Montréal	COUP DE BALAI INC.	35 729,00 \$
Montréal	COUP DE BALAI INC.	68 014,00 \$
Montréal	COUP DE MAIN A DOMICILE	87 086,09 \$
Montréal	COUP DE MAIN A DOMICILE	34 834,00 \$
Montréal	COUP DE POUCE JEUNESSE DE MONTREAL-NORD INC.	40 861,00 \$
Montréal	COUP DE POUCE JEUNESSE DE MONTREAL-NORD INC.	3 680,00 \$
Montréal	CRIZ' ANTENNE CENTRE D'EDUCATION SUR LES ARTS D'INTERPRETATIO	42 565,60 \$
Montréal	CUISINE COLLECTIVE HOCHELAGA-MAISONNEUVE	43 666,00 \$
Montréal	D-TROIS-PIERRES	23 302,00 \$
Montréal	DESTINATION TRAVAIL DU SUD-OUEST DE L'ILE DE MONTREAL INC.	94 393,00 \$
Montréal	ECHANGE ENTRE FEMMES DE SAINT-LAURENT INC.	35 580,00 \$
Montréal	ECO-OP CAFE: COOPERATIVE DE TRAVAIL EN ALIMENTATION	122 088,00 \$
Montréal	ENSEMBLE AMATI	572,00 \$
Montréal	ENSEMBLE ARION	31 049,00 \$
Montréal	ENTRAIDE BENEVOLE KOUZIN KOUZIN' DE MONTREAL-METROPOLITAIN	70 749,00 \$
Montréal	ENTRAIDE ST-MICHEL	27 384,00 \$
Montréal	EQUIPE R.D.P.	103 639,00 \$
Montréal	ESPACE GO THEATRE	6 502,10 \$
Montréal	EX AEQUO	32 758,00 \$
Montréal	FAMILLES EN ACTION	64 133,00 \$
Montréal	FEDERATION DES COOPERATIVES D'HABITATION DE L'ILE DE MTL	195 729,66 \$
Montréal	FESTI BLUES	31 743,00 \$
Montréal	FESTIVAL DE NOUVELLE DANSE INC.	87 765,30 \$
Montréal	FESTIVAL DE THEATRE DES AMERIQUES INC.	9 960,00 \$
Montréal	FILIERE EMPLOYABILITE	198 063,00 \$
Montréal	FILIERE EMPLOYABILITE	201 265,07 \$
Montréal	FONDATION D'AIDE DIRECTE - SIDA MONTREAL	24 073,00 \$
Montréal	FONDATION DE LA VISITE	115 590,00 \$
Montréal	FONDATION DES AUBERGES DU COEUR DU QUEBEC	39 128,00 \$
Montréal	FONDATION DES CENTRES JEUNESSE DE MONTREAL	15 445,63 \$
Montréal	FONDATION DES CENTRES JEUNESSE DE MONTREAL	50 353,00 \$
Montréal	FONDATION DU MAIRE DE MONTREAL POUR LA JEUNESSE	36 014,00 \$
Montréal	FONDATION POUR AIDER LES TRAVAILLEUSES ET LES TRAVAILLEURS A	8 914,65 \$
Montréal	FONDATION POUR L'ART THERAPEUTIQUE ET L'ART BRUT AU QUEBEC	67 668,00 \$
Montréal	FORUM ECONOMIQUE DE VERDUN	10 098,31 \$
Montréal	FORUM ECONOMIQUE DE VERDUN	5 126,79 \$
Montréal	FOURCHETTES DE L'ESPOIR	60 939,00 \$
Montréal	FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DE MONTREAL IN	33 466,00 \$
Montréal	FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DE MONTREAL IN	21 972,00 \$
Montréal	GROUPE CONSEIL ST-DENIS	15 422,49 \$
Montréal	GROUPE CONTRE LA PAUVRETE DE NDG	1 400,25 \$
Montréal	GROUPE DE JEUNES MERES DE POINTE ST-CHARLES INC.	4 991,18 \$
Montréal	GROUPE DE RESSOURCES TECHNIQUES "BATIR SON QUARTIER"	16 201,50 \$
Montréal	GROUPE DE RESSOURCES TECHNIQUES "BATIR SON QUARTIER"	35 414,00 \$
Montréal	GROUPE INTERVENTION VIDEO DE MONTREAL INC.	43 953,00 \$
Montréal	HALTE LA RESSOURCE INC.	91 214,00 \$
Montréal	HALTE-FEMMES MONTREAL-NORD	36 544,00 \$
Montréal	INFO-FEMMES INC.	31 031,00 \$
Montréal	INFOLOGIS DE L'EST DE L'ILE DE MONTREAL	79 762,00 \$
Montréal	INSTITUT BARON DE HIRSCH ET SOCIETE D'ENTRAIDE HEBRAIQUE DE	72 069,00 \$
Montréal	INSTITUT BARON DE HIRSCH ET SOCIETE D'ENTRAIDE HEBRAIQUE DE	53 448,00 \$
Montréal	INSTITUT DE FORMATION POUR LES GENS D'affaires INC.	31 967,00 \$
Montréal	INTEGRATION JEUNESSE DU QUEBEC INC.	84 122,00 \$
Montréal	INTEGRATION JEUNESSE DU QUEBEC INC.	94 639,00 \$
Montréal	INTEGRATION JEUNESSE DU QUEBEC INC.	78 431,00 \$
Montréal	INTER-LOGE CENTRE-SUD	7 281,80 \$
Montréal	INTERACTION FAMILLE HOCHELAGA - MAISONNEUVE	69 060,00 \$
Montréal	JEUNES EN MOUVEMENT DE POINTE-AUX- TREMBLES	66 336,00 \$
Montréal	JOBS ET JOBINES DE BORDEAUX-CARTIERVILLE	60 098,00 \$
Montréal	JOURNAL COMMUNAUTAIRE LE MONDE INC.	21 337,00 \$

FONDS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ PAR LA RÉINSERTION AU TRAVAIL

ENGAGEMENTS POUR DES PROJETS ACCEPTÉS ENTRE LE 1ER AVRIL 2001 ET LE 15 MARS 2002

ANNÉE FINANCIÈRE 2001-2002

Nom région	Nom de l'organisme	Montant accordé
Montréal	JOUTHEQUE DE VILLERAY	309 115,00 \$
Montréal	L HIRONDELLE, SERVICE ET D'INTEGRATION DES IMMIGRANTS	44 313,31 \$
Montréal	L HIRONDELLE, SERVICE ET D'INTEGRATION DES IMMIGRANTS	12 790,50 \$
Montréal	L'AIDE DOMESTIQUE DU NORD-EST DE MONTREAL	55 350,00 \$
Montréal	L'AIDE DOMESTIQUE DU NORD-EST DE MONTREAL	114 852,00 \$
Montréal	L'AIDE DOMESTIQUE DU NORD-EST DE MONTREAL	55 351,00 \$
Montréal	L'ASSOCIATION DES PROFESSIONNELS DES ARTS DE LA SCENE DU QUE	31 200,00 \$
Montréal	L'ASSOCIATION QUEBECOISE DES DEPRESSIFS ET MANIACO- DEPRESSI	52 237,00 \$
Montréal	L'AUBERGE COMMUNAUTAIRE DU SUD-OUEST PROJET AZIMUT CENTRE IN	313 688,00 \$
Montréal	L'AUGUSTE THEATRE	70 168,00 \$
Montréal	L'AUTRE THEATRE / THE OTHER THEATRE	654,00 \$
Montréal	L'AVENUE INC.	31 918,00 \$
Montréal	L'ECOLE DE CIRQUE DE VERDUN	65 449,00 \$
Montréal	L'ECOMUSEE DE LA MAISON DU FIER MONDE	1 385,00 \$
Montréal	L'ECOMUSEE DE LA MAISON DU FIER MONDE INC.	53 605,00 \$
Montréal	L'ENVOI COTE-DES-NEIGES	754,53 \$
Montréal	L'HIRONDELLE, SERVICES D'ACCUEIL ET D'INTEGRATION DES IMMIGR	98 082,00 \$
Montréal	L'HIRONDELLE, SERVICES D'ACCUEIL ET D'INTEGRATION DES IMMIGR	10 380,07 \$
Montréal	L'HIRONDELLE, SERVICES D'ACCUEIL ET D'INTEGRATION DES IMMIGR	100 781,86 \$
Montréal	L'HIRONDELLE, SERVICES D'ACCUEIL ET D'INTEGRATION DES IMMIGR	47 661,00 \$
Montréal	L'ILLUSION, THEATRE DE MARIONNETTES	47 116,00 \$
Montréal	L'INSTITUT CANADIEN POUR LE DEVELOPPEMENT NEURO-INTEGRATIF	1 067,59 \$
Montréal	L'ORGANISATION DES JEUNES DE PARC EXTENSION INC.	34 693,00 \$
Montréal	L'ORGANISATION DES JEUNES DE PARC EXTENSION INC.	37 333,10 \$
Montréal	L'UNITE D'INTERVENTION MOBILE L'ANONYME INC.	97 757,00 \$
Montréal	LA 20TAINE	59 752,00 \$
Montréal	LA CDC DE LA POINTE, REGION EST DE MONTREAL	7 653,50 \$
Montréal	LA CDC DE LA POINTE, REGION EST DE MONTREAL	35 411,00 \$
Montréal	LA CLE DES CHAMPS GROUPE D'ENTRAIDE POUR AGORAPHOBES	41 028,00 \$
Montréal	LA CORPORATION ST-LAURENT GRANDS LACS	41 462,40 \$
Montréal	LA CORPORATION ST-LAURENT GRANDS LACS	29 000,00 \$
Montréal	LA DAUPHINELLE	81 707,00 \$
Montréal	LA FONDATION TRAVAIL SANS FRONTIERES INC.	37 321,00 \$
Montréal	LA GRANDE VADROUILLE INC.	52 866,00 \$
Montréal	LA MAISON D'ENTRAIDE ST PAUL ET EMARD	22 190,00 \$
Montréal	LA MAISON DE JEUNES LE CHEMIN FAISANT INC.	26 302,00 \$
Montréal	LA MAISON DE JEUNES LE CHEMIN FAISANT INC.	3 975,43 \$
Montréal	LA MAISON DES FEMMES SOURDES DE MONTREAL	18 426,00 \$
Montréal	LA MAISON DES JEUNES "L'ESCALIER" DE LACHINE INC.	45 064,00 \$
Montréal	LA MAISON DES JEUNES "L'ESCALIER" DE LACHINE INC.	68 548,00 \$
Montréal	LA MAISON DES JEUNES "PAR LA GRAND'PORTE"	3 248,00 \$
Montréal	LA MAISON DES JEUNES DE POINTE ST-CHARLES INC.	2 939,36 \$
Montréal	LA MAISON DES PARENTS DE BORDEAUX-CARTIERVILLE	24 951,00 \$
Montréal	LA MAISON PARENT-ROBACK	44 824,00 \$
Montréal	LA MAISON TANGENTE INC.	45 515,00 \$
Montréal	LA MAISONNETTE SUD-OUEST	84 924,00 \$
Montréal	LA MAISONNETTE SUD-OUEST	70 684,00 \$
Montréal	LA MAISONNETTE SUD-OUEST	70 684,00 \$
Montréal	LA RELANCE-JEUNES ET FAMILLES (RJF) INC.	92 529,00 \$
Montréal	LA REPLIQUE	66 701,00 \$
Montréal	LA REPLIQUE	74 721,00 \$
Montréal	LA RUE DES FEMMES DE MONTREAL	30 259,00 \$
Montréal	LE CENTRE COMMUNAUTAIRE DES GAIS ET LESBIENNES DE MONTREAL	56 044,00 \$
Montréal	LE CENTRE D'APPRENTISSAGE PARALLELE DE MONTREAL C.A.P.	32 591,00 \$
Montréal	LE CENTRE DES FEMMES DE POINTE-AUX-TREMBLES	1 592,00 \$
Montréal	LE CENTRE DES FEMMES DE POINTE-AUX-TREMBLES	40 877,00 \$
Montréal	LE CENTRE DES FEMMES DE POINTE-AUX-TREMBLES	48 925,00 \$
Montréal	LE CENTRE DU VIEUX MOULIN DE LASALLE	33 574,00 \$
Montréal	LE CLUB POPULAIRE DES CONSOMMATEURS DE LA POINTE ST-CHARLES	101 117,00 \$
Montréal	LE CLUB POPULAIRE DES CONSOMMATEURS DE LA POINTE ST-CHARLES	5 346,00 \$
Montréal	LE CONSEIL DES PERSONNES AGEES DE LA COMMUNAUTE NOIRE DE MON	29 810,00 \$
Montréal	LE CONSORTIUM L'ECHO-LOGIQUE INC.	118 550,00 \$
Montréal	LE CRAN DES FEMMES INC.	38 165,00 \$
Montréal	LE GROUPE COMMUNAUTAIRE L'ITINERAIRE	3 733,30 \$
Montréal	LE JOURNAL DE LA RUE	85 675,00 \$
Montréal	LE MONDE A BICYCLETTE	5 020,00 \$

Nom région	Nom de l'organisme	Montant accordé
Montréal	LE PARADOS INC.	19 531,20 \$
Montréal	LE PATRO LE PREVOST	48 581,00 \$
Montréal	LE PATRO LE PREVOST	43 862,00 \$
Montréal	LE PROJET ETOILE NOIRE (GRAND FRERE)/BLACK STAR BIG BROTHER	5 351,30 \$
Montréal	LE REGROUPEMENT INTER-ORGANISMES POUR UNE POLITIQUE FAMILIAL	36 956,00 \$
Montréal	LE REPERE DES JEUNES ILE-DES-SOEURS	23 824,00 \$
Montréal	LE REPERE DES JEUNES ILE-DES-SOEURS	797,40 \$
Montréal	LE RESEAU QUEBECOIS DES GROUPES ECOLOGISTES	34 653,00 \$
Montréal	LE THEATRE DE L'OPIS INC.	28 116,00 \$
Montréal	LES ASSOCIES DE L'ENTRETIEN MENAGER	69 790,00 \$
Montréal	LES ASSOCIES DE L'ENTRETIEN MENAGER	170 691,00 \$
Montréal	LES BERGES DE LACHINE	60 285,00 \$
Montréal	LES ENFANTS DE L'ESPOIR DE MAISONNEUVE	15 536,76 \$
Montréal	LES HABITATIONS COMMUNAUTAIRES DE COTE-DES-NEIGES	78 570,80 \$
Montréal	LES PRODUCTIONS VENT D'EST INC.	43 663,30 \$
Montréal	LES RELEVAILLES DE MONTREAL	4 407,50 \$
Montréal	LES SERVICES D'AIDE REMUE-MENAGE	115 029,00 \$
Montréal	LES SERVICES D'AIDE REMUE-MENAGE	89 668,00 \$
Montréal	LES SERVICES D'INTEGRATION PROFESSIONNELLE	992,91 \$
Montréal	LOGISTIQUE CENTRE-SUD INC.	347 610,00 \$
Montréal	LOISIRS DE L'ACADIE DE MONTREAL	24 675,00 \$
Montréal	MADAME PREND CONGE, CENTRE DE FEMMES DE POINTE ST-CHARLES	89 774,00 \$
Montréal	MAISON D'HAITI	135 388,00 \$
Montréal	MAISON DE JEUNES DE SAINT-LEONARD	47 826,40 \$
Montréal	MAISON DE JEUNES: L'OUVERTURE	3 440,38 \$
Montréal	MAISON DE LA FAMILLE PIERRE BIENVENUE NOAILLES	30 751,00 \$
Montréal	MAISON DES JEUNES DE BORDEAUX-CARTIERVILLE	25 218,00 \$
Montréal	MAISON DES JEUNES LA GALERIE INC.	1 327,10 \$
Montréal	MAISON DES JEUNES, MAGI DE MERCIER-OUEST INC.	2 500,00 \$
Montréal	MAISON L'ECHOLON INC.	55 780,00 \$
Montréal	MAISON REPIT-OASIS INC.	9 254,00 \$
Montréal	MAISON SECOURS AUX FEMMES DE MONTREAL INC.	2 583,34 \$
Montréal	MAJI-SOI MONTREAL	154 793,00 \$
Montréal	MAT MONTREAL INC.	103 144,00 \$
Montréal	MISE AU JEU MONTREAL, ANIMATION THEATRALE ET DYNAMIQUE DE GR	66 212,00 \$
Montréal	MON RESTO SAINT-MICHEL	123 981,00 \$
Montréal	MONTREAL DANSE	64 619,00 \$
Montréal	MONUMENT-NATIONAL	18 151,00 \$
Montréal	MOUVEMENT CONTRE LE VIOL ET L'INCESTE / COLLECTIF DE FEMMES	71 105,00 \$
Montréal	MOUVEMENT FRATERNITE MULTI-ETHNIQUE INC.	63 425,00 \$
Montréal	MOUVEMENT JEUNESSE MONTREAL-NORD	32 798,00 \$
Montréal	MOUVEMENT JEUNESSE MONTREAL-NORD	89 384,00 \$
Montréal	MULTI-FEMMES DEUX INC.	18 942,98 \$
Montréal	MULTI-FEMMES INC.	61 678,00 \$
Montréal	NET EMP-ARC	82 751,00 \$
Montréal	OBJECTIF JEUNESSE	137 212,00 \$
Montréal	OBJECTIF SECURITE ACTION (OSA ANJOU)	81 826,00 \$
Montréal	OBJECTIF SECURITE ACTION (OSA ANJOU)	1 207,30 \$
Montréal	OBORO GOBORO	28 757,00 \$
Montréal	OBORO GOBORO INC.	1 911,00 \$
Montréal	OFFICE DES DROITS DES DETENU-E-S (O.D.D.)	2 176,00 \$
Montréal	OPERATION PLACEMENT JEUNESSE INC.	46 711,00 \$
Montréal	ORCHESTRE BAROQUE DE MONTREAL	2 360,90 \$
Montréal	ORGANISATION POPULAIRE DES DROITS SOCIAUX DE LA REGION DE MO	31 625,00 \$
Montréal	P. O. P. I. R. INC.	115 828,00 \$
Montréal	PAUSE PARENTS-ENFANTS DE VERDUN INC.	27 764,00 \$
Montréal	PAVILLON D'EDUCATION COMMUNAUTAIRE HOCHELAGA-MAISONNEUVE	76 900,00 \$
Montréal	PLUMEAU, CHIFFON ET COMPAGNIE	72 170,00 \$
Montréal	POLE TOURISTIQUE DES RAPIDES	191,06 \$
Montréal	POLE TOURISTIQUE DES RAPIDES	13 879,36 \$
Montréal	POLE TOURISTIQUE DES RAPIDES	2 455,99 \$
Montréal	POLE TOURISTIQUE DES RAPIDES	13 729,10 \$
Montréal	PRODUCTION JEUN'EST	306 045,00 \$
Montréal	PRODUCTIONS ABSOLU ST-LAURENT	35 260,00 \$
Montréal	PRODUCTIONS CIEL VARIABLE	31 454,00 \$
Montréal	PRODUCTIONS SUPERMEME - SUPERMUSIQUE	19 495,55 \$

FONDS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ PAR LA RÉINSERTION AU TRAVAIL

ENGAGEMENTS POUR DES PROJETS ACCEPTÉS ENTRE LE 1ER AVRIL 2001 ET LE 15 MARS 2002

ANNÉE FINANCIÈRE 2001-2002

Nom région	Nom de l'organisme	Montant accordé
Montréal	PRODUCTIONS TRAQUEN'ART INC.	2 930,20 \$
Montréal	PROGRAMME D'INITIATION AU TRAVAIL-REGION EST DE MONTREAL	37 791,70 \$
Montréal	PROGRAMME D'INITIATION AU TRAVAIL-REGION EST DE MONTREAL	172 465,00 \$
Montréal	PROGRAMME D'INITIATION AU TRAVAIL-REGION EST DE MONTREAL	60 642,00 \$
Montréal	PROGRAMME D'INITIATION AU TRAVAIL-REGION EST DE MONTREAL	481 967,00 \$
Montréal	PROGRAMME D'INITIATION AU TRAVAIL-REGION EST DE MONTREAL	12 035,35 \$
Montréal	PROJET DE PREVENTION DES TOXICOMANIES:CUMULUS	60 405,00 \$
Montréal	PROJET DE STAGES POUR LES MINORITES VISIBLES INC	13 560,40 \$
Montréal	PROJET DE STAGES POUR LES MINORITES VISIBLES INC.	76 318,50 \$
Montréal	PROMIS (PROMOTION - INTEGRATION - SOCIETE NOUVELLE)	9 665,82 \$
Montréal	PROMIS (PROMOTION - INTEGRATION - SOCIETE NOUVELLE)	1 407,20 \$
Montréal	PROMIS (PROMOTION - INTEGRATION - SOCIETE NOUVELLE)	41 064,00 \$
Montréal	PROMIS (PROMOTION - INTEGRATION - SOCIETE NOUVELLE)	94 091,28 \$
Montréal	PROMIS (PROMOTION - INTEGRATION - SOCIETE NOUVELLE)	53 726,00 \$
Montréal	PROMOTION INTERVENTION EN MILIEU OUVERT INC.	26 816,00 \$
Montréal	REGROUPEMENT DES AIDANTS-NATURELS DE MONTREAL	24 280,00 \$
Montréal	REGROUPEMENT DES CENTRES D'ARTISTES AUTOGERES DU QUEBEC INC.	29 574,00 \$
Montréal	REGROUPEMENT DES CENTRES D'ARTISTES AUTOGERES DU QUEBEC INC.	44 830,10 \$
Montréal	REGROUPEMENT DES CENTRES DE LA PETITE ENFANCE DE L'ILE DE MO	100 846,00 \$
Montréal	REGROUPEMENT DES MAGASINS-PARTAGE DE L'ILE DE MONTREAL	20 466,00 \$
Montréal	REGROUPEMENT DES RESSOURCES ALTERNATIVES EN SANTE MENTALE DU	31 111,68 \$
Montréal	REGROUPEMENT DES USAGERS DU TRANSPORT ADAPTE DE LA CUM	27 140,00 \$
Montréal	REGROUPEMENT JEUNESSE EN MARCHÉ DU QUEBEC	30 188,00 \$
Montréal	REGROUPEMENT QUEBECOIS DES COOPERATEURS ET COOPERATRICES DU	52 755,50 \$
Montréal	REGROUPEMENT: "ENTRE MAMANS" INC.	18 500,45 \$
Montréal	REGROUPEMENT: "ENTRE MAMANS" INC.	25 753,00 \$
Montréal	REPIT «UNE HEURE POUR MOI» INC.	27 563,00 \$
Montréal	REPIT-RESSOURCE DE L'EST DE MONTREAL	203 048,00 \$
Montréal	RESEAU DES LESBIENNES DU QUEBEC (RLQ)	65 293,00 \$
Montréal	RESEAU INDEPENDANT DES DIFFUSEURS D'EVENEMENTS ARTISTIQUES U	58 511,00 \$
Montréal	RESIDENCE FLEURIE INC.	33 044,00 \$
Montréal	RESTO VIE PIERREFONDS	66 968,00 \$
Montréal	RESTO VIE PIERREFONDS	2 905,60 \$
Montréal	ROND-POINT JEUNESSE AU TRAVAIL	57 793,00 \$
Montréal	ROND-POINT JEUNESSE AU TRAVAIL	26 984,00 \$
Montréal	ROND-POINT JEUNESSE AU TRAVAIL	112 277,62 \$
Montréal	S.O.S. VIOLENCE CONJUGALE	51 631,00 \$
Montréal	SENTIER URBAIN	21 827,00 \$
Montréal	SERVICE A LA FAMILLE CHINOISE DU GRAND MONTREAL INC.	14 268,19 \$
Montréal	SERVICE A LA FAMILLE CHINOISE DU GRAND MONTREAL INC.	100 162,61 \$
Montréal	SERVICE D'AIDE COMMUNAUTAIRE ANJOU INC.	61 318,00 \$
Montréal	SERVICE D'AIDE ET DE LIAISON POUR IMMIGRANTS LA MAISONNEE	100 687,54 \$
Montréal	SERVICE D'AIDE ET DE LIAISON POUR IMMIGRANTS LA MAISONNEE	160 476,00 \$
Montréal	SERVICE D'AIDE ET DE LIAISON POUR IMMIGRANTS LA MAISONNEE	13 985,70 \$
Montréal	SERVICE D'AIDE ET DE LIAISON POUR IMMIGRANTS LA MAISONNEE	232 022,00 \$
Montréal	SERVICE D'INTEGRATION A LA COLLECTIVITE	48 114,00 \$
Montréal	SERVICES D'AIDE A LA FAMILLE JUIVE, - INST. BARON DE HIRSCH	155,20 \$
Montréal	SERVICES D'AIDE AUX NEO- QUEBECOIS ET IMMIGRANTS S.A.N.Q.I.	101 740,33 \$
Montréal	SERVICES D'AIDE AUX NEO- QUEBECOIS ET IMMIGRANTS S.A.N.Q.I.	13 454,80 \$
Montréal	SERVICES WEST-NETTE	47 387,00 \$
Montréal	SERVICES WEST-NETTE	89 428,00 \$
Montréal	SERVICES WEST-NETTE	128 862,00 \$
Montréal	SOCIETE CANADIENNE DE LA SCLEROSE EN PLAQUES (DIVISION DU QU	64 838,90 \$
Montréal	SOCIETE D'AMELIORATION DE POINTE ST-CHARLES	121 229,00 \$
Montréal	SOCIETE D'EDUCATION POUR LE CYCLISME A MONTREAL	14 555,00 \$
Montréal	SOCIETE D'EDUCATION POUR LE CYCLISME A MONTREAL	62 747,00 \$
Montréal	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE MONTREAL, (SODECM)	62 215,00 \$
Montréal	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ENVIRONNEMENTAL DE ROSEMONT (SODER)	141 354,00 \$
Montréal	SOCIETE DE DISTRIBUTION CINEMA LIBRE	94 837,00 \$
Montréal	SOCIETE DE RESSOURCES-LOISIRS DE POINTE-AUX-TREMBLES	7 848,00 \$
Montréal	SOCIETE DES DIRECTEURS DES MUSEES MONTREALAIS	7 727,70 \$
Montréal	SOCIETE HISTORIQUE CAVELIER- DE-LASALLE	102 448,00 \$
Montréal	SOCIETE INTERNATIONALE DU BANGLADESH	34 937,00 \$
Montréal	SOCIETE RECREOTOURISTIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DE MONTREAL SO	63 366,00 \$
Montréal	SOCIETE RECREOTOURISTIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DE MONTREAL SO	41 584,00 \$
Montréal	SOLIDARITE DE PARENTS DE PERSONNES HANDICAPEES INC.	108 215,00 \$

Nom région	Nom de l'organisme	Montant accordé
Montréal	SOLIDARITE MERCIER-EST	4 834,00 \$
Montréal	SPECTRE DE RUE INC.	61 818,00 \$
Montréal	STATION FAMILLES	31 196,00 \$
Montréal	TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE - AHUNTSIC	26 566,25 \$
Montréal	TEL-ECOUTE	34 447,00 \$
Montréal	TEL-ECOUTE	44 402,40 \$
Montréal	THEATRE BOUCHES DECOUSUES	5 871,80 \$
Montréal	THEATRE DU NOUVEAU MONDE	575,08 \$
Montréal	TRANS-ART 2000	62 499,00 \$
Montréal	TRAVAIL DE RUE / ACTION COMMUNAUTAIRE	27 763,00 \$
Montréal	VELO-QUEBEC	20 492,00 \$
Montréal	VOX, CENTRE DE DIFFUSION DE LA PHOTOGRAPHIE	74 292,96 \$
Montréal	YMCA DE L'OUEST DE L'ILE	1 950,90 \$
Montréal	YMCA DE MONTREAL (SUCCURSALE CENTRE- VILLE)	63 907,00 \$
Montréal	ZOOTHERAPIE QUEBEC	62 790,00 \$
National	ACEF REGION DE TROIS RIVIERES	40 560,00 \$
National	ASSOCIATION COOPERATIVE D'ECONOMIE FAMILIALE DE LA REGION LA	40 460,00 \$
National	ASSOCIATION COOPERATIVE D'ECONOMIE FAMILIALE DU CENTRE DE MO	40 560,00 \$
National	ASSOCIATION COOPERATIVE D'ECONOMIE FAMILIALE RIVE-SUD	40 560,00 \$
National	COMITE D'ADAPTATION DE LA MAIN-D'OEUVRE - C.A.M.O. - PERSONN	60 449,00 \$
National	COMITE D'ADAPTATION DE LA MAIN-D'OEUVRE - C.A.M.O. - PERSONN	615 125,00 \$
National	COMITE D'ADAPTATION DE LA MAIN-D'OEUVRE - C.A.M.O. - PERSONN	1 722 463,00 \$
National	COMMUNAUTIQUE	1 666 417,00 \$
National	COMMUNAUTIQUE	458 942,00 \$
National	CONFEDERATION QUEBECOISE DES COOPERATIVES D'HABITATION	10 478,64 \$
National	CONFEDERATION QUEBECOISE DES COOPERATIVES D'HABITATION	38 185,25 \$
National	CONFERENCE DES COOPERATIVES FORESTIERES DU QUEBEC	285 965,00 \$
National	CONSEIL QUEBECOIS DES ENTREPRISES ADAPTEES	1 250 000,00 \$
National	COOPERATIVE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE MONTREAL-LAVAL	17 650,00 \$
National	FONDATION DE LA FAUNE DU QUEBEC	957 400,00 \$
National	FONDATION DE LA FAUNE DU QUEBEC	40 613,18 \$
National	FONDATION DES PARLEMENTAIRES QUEBECOIS CULTURE A PARTAGER	196 128,00 \$
National	FRONT COMMUN DES ASSISTES SOCIAUX DU QUEBEC INC.	9 632,00 \$
National	FRONT COMMUN DES ASSISTES SOCIAUX DU QUEBEC INC.	304 497,00 \$
National	HORIZON TRAVAIL	29 998,00 \$
National	L'ASSOCIATION COOPERATIVE D'ECONOMIE FAMILIALE	39 560,00 \$
National	L'ASSOCIATION DES CENTRES JEUNESSE DU QUEBEC	300 000,00 \$
National	LE TOURNANT, DEVELOPPEMENT FEUILLUS INC.	400 000,00 \$
National	RESEAU QUEBECOIS DU CREDIT COMMUNAUTAIRE	532 175,00 \$
National	SERVICE BUDGETAIRE ET COMMUNAUTAIRE D'ALMA	36 337,00 \$
National	SERVICE D'AIDE AU CONSOMMATEUR	36 337,00 \$
Outaouais	ASSOCIATION CHASSE ET PECHE DE LA DESERT INC.	8 444,80 \$
Outaouais	ASSOCIATION REGIONALE DE MOTONEIGISTES DE LA HAUTE- GATINEAU	60 932,00 \$
Outaouais	ASSOCIATION REGIONALE DE SOCCER DE L'OUTAOUAIS INC.	57 800,00 \$
Outaouais	ATELIER EN COULEUR INC.	32 600,00 \$
Outaouais	ATELIER MOON RAIN	16 100,00 \$
Outaouais	AXE NEO 7	20 324,20 \$
Outaouais	C.A.P. SANTE OUTAOUAIS (CENTRE D'ACTIVITES PROMOTIONNELLES)	28 232,00 \$
Outaouais	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI PAPINEAU	177 563,00 \$
Outaouais	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE L'OUTAOUAIS	4 216,97 \$
Outaouais	CENTRE D'INTERPRETATION DE LA GEOLOGIE DU GRENVILLE	12 500,00 \$
Outaouais	CENTRE D'INTERVENTION EN ABUS SEXUELS POUR LA FAMILLE	40 887,70 \$
Outaouais	CENTRE D'INTERVENTION ET DE PREVENTION EN TOXICOMANIE	30 616,00 \$
Outaouais	CENTRE DE PRODUCTION DAIMON	9 600,00 \$
Outaouais	CENTRE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE AGROFO	140 737,20 \$
Outaouais	CFER OUTAOUAIS	328 886,00 \$
Outaouais	COMITE DES SPORTS ET LOISIRS DE CHENEVILLE INC.	12 436,00 \$
Outaouais	CONSEIL INTERCULTUREL DE L'OUTAOUAIS	30 966,00 \$
Outaouais	COOPERATIVE DE MISE EN MARCHÉ OVINE DE L'OUTAOUAIS	75 220,00 \$
Outaouais	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DE TRANSPORT ADAPTE JMB DE L'OUTAO	72 277,00 \$
Outaouais	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DES QUILLEURS DE LA LIEVRE	16 744,00 \$
Outaouais	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN AIDE DOMESTIQUE DES 1001 CORVEE	26 312,00 \$
Outaouais	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN AIDE DOMESTIQUE DES 1001 CORVEE	17 102,80 \$
Outaouais	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN AIDE DOMESTIQUE DES 1001 CORVEE	14 290,80 \$
Outaouais	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN MILIEU SCOLAIRE DU MULTICOLLEGE	22 703,00 \$
Outaouais	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE COMMUNAUTAIRE DE HUL	45 194,80 \$

FONDS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ PAR LA RÉINSERTION AU TRAVAIL

ENGAGEMENTS POUR DES PROJETS ACCEPTÉS ENTRE LE 1ER AVRIL 2001 ET LE 15 MARS 2002

ANNÉE FINANCIÈRE 2001-2002

Nom région	Nom de l'organisme	Montant accordé
Outaouais	CORPORATION DE GESTION DE LA FORET DE L'AIGLE	69 628,00 \$
Outaouais	CORPORATION MUNICIPALE D'AUMOND	50 043,00 \$
Outaouais	CPSP-CENTRE DE PLACEMENT SPECIALISE DU PORTAGE	154 445,00 \$
Outaouais	DONNE-TOI UNE CHANCE	14 123,00 \$
Outaouais	EQUIPE SOUTIEN-FAMILLE	85 813,00 \$
Outaouais	ESPOIR ROSALIE DE GATINEAU	27 438,85 \$
Outaouais	FEDERATION DES COOPERATIVES D'HABITATION DE L'OUTAOUAIS	41 209,40 \$
Outaouais	FONDATION POUR LES AINES DE L'OUTAOUAIS	31 204,00 \$
Outaouais	INSTITUT SUD-ATLANTIQUE DE DEVELOPPEMENT "ISAD"	28 704,00 \$
Outaouais	L'ASSOCIATION DES BENEVOLES DE LA VALLEE DE LA LIEVRE	26 563,00 \$
Outaouais	L'ASSOCIATION DES FAMILLES MONOPARENTALES ET RECOMPOSEES DE	28 136,00 \$
Outaouais	L'ASSOCIATION DES FAMILLES MONOPARENTALES ET RECOMPOSEES DE	22 233,50 \$
Outaouais	LA FILATURE INC.	54 325,00 \$
Outaouais	LA RELANCE OUTAOUAIS INC.	123 387,00 \$
Outaouais	LA RELANCE OUTAOUAIS INC.	117 197,00 \$
Outaouais	LA RESSOURCE JEUNESSE DE LA BASSE-LIEVRE	18 291,00 \$
Outaouais	LA SOUPIERE DE L'AMITIE DE GATINEAU INC.	10 500,00 \$
Outaouais	LE CENTRE ACTU-ELLE	34 704,00 \$
Outaouais	LE CENTRE ACTU-ELLE	29 023,00 \$
Outaouais	LE CENTRE D'ENTRAIDE LA DESTINEE	57 521,00 \$
Outaouais	LE CLUB DE RECHERCHE D'EMPLOIS DU PONTIAC	94 363,38 \$
Outaouais	LE CLUB DE RECHERCHE D'EMPLOIS DU PONTIAC	180 573,00 \$
Outaouais	LE GROUPE DERIVES URBAINES INC.	15 145,20 \$
Outaouais	LE JARDIN EDUCATIF DU PONTIAC	17 111,00 \$
Outaouais	LES GRANDS FRERES ET GRANDES SOEURS DE L'OUTAOUAIS INC.	6 018,00 \$
Outaouais	LES GRANDS FRERES ET GRANDES SOEURS DE L'OUTAOUAIS INC.	9 628,00 \$
Outaouais	LES GRANDS FRERES ET GRANDES SOEURS DE L'OUTAOUAIS INC.	23 023,00 \$
Outaouais	LES OEUVRES ISIDORE OSTIGUY	28 329,00 \$
Outaouais	LES OEUVRES ISIDORE OSTIGUY	38 160,00 \$
Outaouais	LES OEUVRES ISIDORE OSTIGUY	25 116,00 \$
Outaouais	LES PRODUCTIONS MUSICALES L'ARTISHOW	36 787,10 \$
Outaouais	MAISON DE LA CULTURE DE LA VALLEE-DE-LA-GATINEAU	29 516,00 \$
Outaouais	MAISON DE LA FAMILLE DU PONTIAC	12 000,00 \$
Outaouais	MAISON DE LA FAMILLE DU PONTIAC	26 163,00 \$
Outaouais	MAISON DE LA FAMILLE PETITE-NATION	2 415,79 \$
Outaouais	MAISON DES JEUNES D'AVELLIN	25 516,00 \$
Outaouais	MAISON-REALITE INC.	26 310,00 \$
Outaouais	MUNICIPALITE DE BOUCHETTE	48 430,00 \$
Outaouais	MUNICIPALITE DE MONTPELLIER	66 976,00 \$
Outaouais	MUNICIPALITE DE STE-THERESE-DE-LA-GATINEAU	51 300,00 \$
Outaouais	MUSIQU'EN AOUT INC.	29 925,00 \$
Outaouais	PATRO DE FORT-COULONGE / MANSFIELD	28 954,40 \$
Outaouais	PREVENTION CESAR	22 430,00 \$
Outaouais	PREVENTION SPECIALISEE DU CRIME ET DE LA TOXICOMANIE	66 268,00 \$
Outaouais	REGROUPEMENT INTERREGIONAL DE CENTRES DE LA PETITE ENFANCE	19 962,36 \$
Outaouais	SERVICE INTEGRATION TRAVAIL OUTAOUAIS	4 531,63 \$
Outaouais	SOCIETE D'AMENAGEMENT ET D'EXPLOITATION DES PARCS REGIONAUX	7 393,40 \$
Outaouais	SOUPE POPULAIRE DE HULL, INC.	7 065,00 \$
Outaouais	TABLE DE CONCERTATION SUR LA FAIM ET LE DEVELOPPEMENT SOCIAL	30 516,00 \$
Outaouais	THEATRE DES OUAOUARONS	27 523,00 \$
Outaouais	TROUPE DE THEATRE APICHOU	39 520,00 \$
Outaouais	VALLEE-JEUNESSE (1997) INC.	54 089,70 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	ACCES-TRAVAIL-FEMMES INC.	98 432,40 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	ACCES-TRAVAIL-FEMMES INC.	22 811,00 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	AGENCE GRANDS FRERES GRANDES SOEURS	523,64 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	ASSOCIATION DES LOCATAIRES DE HLM POUR FAMILLES	19 681,20 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	ASSOCIATION TOURISTIQUE DU SAGUENAY-LAC-ST-JEAN- CHIBOUGAMAU	5 950,00 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	C.F.E.R.	48 502,00 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	CAMP MUSICAL DU SAGUENAY-LAC-ST-JEAN INC.	27 231,28 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	CARAVANE FILMS PRODUCTIONS	14 613,90 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	CARREFOUR COMMUNAUTAIRE SAINT-PAUL - SECTEUR SAINTE-THERESE	29 829,00 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	CENTRE D'INTERPRETATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA RURALITE	62 717,00 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	CENTRE DE SANTE MENTALE L'ARRIMAGE	24 083,10 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	CENTRE DUROCHER	75 755,00 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	COMITE DE QUARTIER NO 4 DE JONQUIERE	18 183,00 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	COOP DE SOLIDARITE DU CAP JASEUX	22 596,00 \$

Nom région	Nom de l'organisme	Montant accordé
Saguenay-Lac-Saint-Jean	COOP DE SOLIDARITE EN DEVELOPPEMENT MULTIRESSOURCES LES QUAT	37 593,40 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	COOPERATIVE DES TRAVAILLEURS DU MONT LAC-VERT	55 936,00 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	COOPERATIVE DES TRAVAILLEURS EN LOISIRS DU BAS-SAGUENAY	43 900,00 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	CORPORATION D'AMENAGEMENT ET D'INITIATIVE DE FALARDEAU INC.	59 754,40 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DU ROC	1 909,07 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	CORPORATION DU PARC REGIONAL DU LAC KENOGAMI	69 446,00 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	CORPORATION ILE DU REPOS	49 765,10 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	ESPACE VIRTUEL INC.	25 200,00 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	FONDATION DES PARLEMENTAIRES QUEBECOIS CULTURE A PARTAGER	15 040,00 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	FONDS D'ENTRAIDE COMMUNAUTAIRE INC.	6 699,50 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	GROUPE HUMANIS-TECHNOLOGIES	35 880,00 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	IDEAUX-TRAVAIL	98 400,40 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	L'ATELIER DE THEATRE L'EAU VIVE	29 302,00 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	LA BIVOIE INC.	98 400,00 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	LA CONGREGATION DES SOEURS DE NOTRE-DAME DU BON CONSEIL DE C	19 527,98 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	LA CORPORATION DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DES DEUX-RIVES	43 538,00 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	LA LIGUE DES DROITS ET LIBERTES DE LA PERSONNE DU SAGUENAY L	4 676,00 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	LA RUBRIQUE INC.	15 424,36 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	LE TOURNANT, DEVELOPPEMENT FEUILLUS INC.	69 934,00 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	LES CRECHES DE NôEL	53 150,00 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	LES GENS OUBLIES DE NOTRE-DAME-D'HEBERTVILLE INC.	80 296,00 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	LES GRANDS JARDINS DU LAC ST-JEAN NORMANDIN INC.	40 000,00 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	LES VERTS BOISES DU FJORD	53 336,43 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	M.R.C. DU DOMAINE DU ROY	8 642,50 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	MAISON DES JEUNES ALAXION	21 166,88 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	MAISON DES JEUNES "LASER" DE ROBERVAL	16 420,00 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	MOISSON D'ALMA	39 767,00 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	MOISSON SAGUENAY	68 649,69 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	MUSEE LOUIS-HEMON INC.	61 833,00 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	PREVENTION, AIDE ET SOUTIEN EN SANTE MENTALE LAC ST-JEAN EST	17 079,05 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	REGROUPEMENT DES USAGES DU TRANSP. ADAPTE DU SAGUENAY INC	2 540,20 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	RESIDENCE DOMAINE DE LA PRESENTATION	13 031,00 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	SEMO SAGUENAY-LAC-ST-JEAN INC.	105 432,00 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	SERVICE ALIMENTAIRE "LA RECETTE"	18 837,00 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	SERVICE BUDGETAIRE POPULAIRE	13 959,00 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	SERVICE D'ENTRAIDE POUR LES FEMMES "LA CIGOGNE"	434,72 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	SERVICE EXTERNE DE MAIN-D'OEUVRE DU SAGUENAY	103 394,25 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	SERVICE EXTERNE DE MAIN-D'OEUVRE DU SAGUENAY	98 432,00 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	SERVICE EXTERNE DE MAIN-D'OEUVRE DU SAGUENAY	98 432,00 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	SOCIETE D'AMENAGEMENT DE LA RIVIERE AUX SABLES	53 726,00 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	SOCIETE D'HISTOIRE DU LAC ST-JEAN	7 981,00 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	SOCIETE D'HISTOIRE ET D'ARCHEOLOGIE DE POINTE BLEUE	20 495,20 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	SOCIETE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE (SGE)	9 697,00 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	SOCIETE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE (SGE)	79 813,20 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	SOCIETE HISTORIQUE DU SAGUENAY	42 720,00 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	SOCIETE NATIONALE DE PRODUCTION ET DE DIFFUSION DES ARTS Lyr	16 337,70 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	SOCIETE TOURISTIQUE DE L'ANSE-A-LA-CROIX	101 860,80 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	SOLI-CAN LAC-SAINT-JEAN EST (SOLIDARITE-CANCER)	19 940,00 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	THEATRE LES AMIS DE CHIFFON INC.	26 895,50 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	UNIVERSITE DU QUEBEC A CHICOUTIMI	58 604,00 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	USINE-ECOLE SCIFOR	166 931,00 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	VILLAGE DE LA SECURITE	32 142,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 15

Titre

Liste de toutes les études et analyses faites à ce jour sur le statut politique et économique du Québec

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucune étude ou analyse n'a été produite concernant le statut politique et économique du Québec

SOURCE : Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, 18-03-2002

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 16

Titre

Liste de toutes les sociétés (OSBL) créés par le ministère ou par un (des) employés du ministère ou de l'organisme pour les cinq dernières années.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucune société (OSBL) n'est créée par le Ministère. De plus, le Ministère ne détient pas d'information à savoir si des employés ont créé des sociétés (OSBL).

SOURCE :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 17

Titre

Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles dans votre ministère ou organisme, tel que prescrit par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1)

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Conformément à l'article 16 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, la liste de classement des ministères et organismes est disponible que par consultation sur place.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 18

Titre

Dépenses effectuées en 2001-2002 par le Ministère et ses organismes dans les technologies de l'information :

- a) Téléphonie
- b) Matériel informatique
- c) Logiciels
- d) Programmation
- e) Formation

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Les dépenses effectuées au 28 février 2002 pour les éléments suivants sont :

a) Téléphonie pour les technologies de l'information :

Le coût du contrat avec la Direction générale des télécommunications du Fonds des services gouvernementaux totalisent 3,25 millions de dollars.

Ces coûts concernent notamment le Réseau intégré de communication informatique et bureautique, les services de concentration (routeurs), de transmission de données, de lignes d'affaires et Internet.

b) Matériel informatique : 2,2 millions de dollars.

c) Logiciels et licences : 3,1 millions de dollars.

Pour de plus amples informations concernant le matériel et les logiciels, veuillez consulter la fiche 27 des demandes de renseignements généraux.

d) Programmation :

Le coût total des investissements en développement des technologies de l'information pour l'année financière 2001-2002 est estimé à 35 millions de dollars.

e) Formation :

La comptabilisation de la formation pour les technologies de l'information ne se fait pas distinctement des autres types de formation. Pour obtenir les coûts de perfectionnement du Ministère pour l'année financière 2001-2002, veuillez consulter la fiche 10 des demandes de renseignements généraux.

SOURCE : Direction générale des technologies de l'information – 26 mars 2002

VALIDATION: DGSG – 27 mars 2003